

# RAPPORT D'ACTIVITÉS 2016



DÉPARTEMENT  
**BOUCHES  
DU RHÔNE**



## MOT DE LA PRÉSIDENTE



**Martine VASSAL**

*Présidente  
du Conseil départemental  
des Bouches-du-Rhône*

Ce rapport d'activités 2016 est le reflet de la politique ambitieuse que j'ai souhaité mettre en place et que je mène depuis mon arrivée à la tête de ce département.

Il est d'abord le reflet des états généraux de Provence. De très nombreuses propositions ayant émergé de cette grande démarche de concertation ont déjà vu le jour. D'autres sont à venir.

Il met également en évidence le travail fourni par les services pour que l'objectif que je me suis fixé, avec les élus qui m'accompagnent, soit atteint : conduire une action juste et transparente, au bénéfice de ce beau territoire qu'est la Provence et surtout au service des citoyens qui chaque jour la font vivre.

Enfin, ce rapport d'activité, montre combien l'intelligence collective que j'aime à valoriser est déterminante pour la réussite de nos projets au profit de l'intérêt général.

Pour tout cela, j'exprime une nouvelle fois ma reconnaissance à l'égard des agents du département pour leur professionnalisme et leur implication au service des citoyens. Je les remercie également pour la réactivité et l'adaptabilité dont ils font preuve, chaque jour, dans l'exercice de leurs missions.

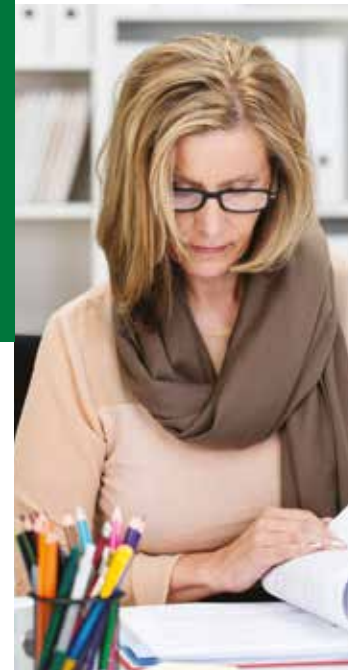
Avec les services du Département, je me suis fixé un cap et nous le tenons !

 <b>DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES</b> .....	<b>4</b>
Direction des finances.....	6
Direction des ressources humaines .....	8
Service des séances.....	12
Service du protocole et des relations publiques .....	14
 <b>DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE LA SOLIDARITÉ</b> .....	<b>16</b>
Direction des personnes âgées et des personnes handicapées.....	21
Direction de l’insertion .....	25
Direction de la protection maternelle et infantile et de la santé publique .....	29
Direction enfance famille.....	33
Direction des maisons de l’enfance et de la famille .....	36
Centre médico psycho pédagogique départemental .....	38
Maison départementale de l’adolescent .....	39
Direction des territoires et de l’action sociale .....	40
 <b>DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE STRATÉGIE ET DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE</b> ...	<b>44</b>
Direction de l’environnement, des grands projets et de la recherche.....	46
Direction des relations internationales et des affaires européennes .....	52
Direction de l’agriculture et des territoires.....	54
Laboratoire départemental d’analyses.....	56
Direction des transports et des ports .....	58
Direction de la vie locale .....	62
 <b>DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE L’ÉQUIPEMENT DU TERRITOIRE</b> .....	<b>66</b>
Direction des routes.....	68
Direction de l’éducation et des collèges .....	72
Direction de la forêt et des espaces naturels .....	76
Direction des études de la programmation et du patrimoine.....	67
Direction de l’architecture et de la construction.....	81
Direction de la maintenance et de l’exploitation.....	83
Direction des marchés et de la comptabilité .....	86
 <b>DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DU CADRE DE VIE</b> .....	<b>88</b>
Direction de la jeunesse et des sports.....	90
Direction de la culture.....	93
Direction de la communication, de la presse et des événements.....	97
 <b>DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DES PROJETS TRANSVERSAUX</b> .....	<b>98</b>
Agenda 21 .....	100
Démarche qualité accueil.....	100
Ensemble en Provence.....	101
 <b>DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE L’ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b> .....	<b>102</b>
Direction des services généraux.....	104
Direction des systèmes d’information et des services numériques .....	107
Direction juridique et de la commande publique .....	110
Direction du contrôle de gestion .....	100

# DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES



- ▣ DIRECTION DES FINANCES
- ▣ DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
- ▣ SERVICE DES SÉANCES
- ▣ SERVICE DU PROTOCOLE  
ET DES RELATIONS PUBLIQUES





DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

## > DIRECTION DES FINANCES

**FAITS MARQUANTS 2016** Dématérialisation des documents budgétaires et financiers ; préparation du passage à la dématérialisation des factures.

### MOYENS

#### Moyens humains

Agents	Direction	Service du Budget et de la Gestion Financière	Service de la Comptabilité
Catégorie A	4	6	5
Catégorie B	1	6	7
Catégorie C	5	5	30
<b>TOTAL</b>	<b>10</b>	<b>17</b>	<b>42</b>

#### Budget 2016 (K€)

Fonctionnement	73 600,80
Investissement	51 900,00
<b>TOTAL</b>	<b>125 500,80</b>

### MISSIONS

#### LE SERVICE DU BUDGET ET DE LA GESTION FINANCIÈRE

- > pôle budget : poursuivre la dématérialisation des actes budgétaires,
- > gestion de la dette et de la trésorerie : réaliser des analyses fiscales et poursuivre l'intégration des annexes budgétaires dans l'outil CORIBUDG,
- > communication et engagements externes : garantir la communication légale.

#### LE SERVICE DE LA COMPTABILITÉ

La recherche d'amélioration et de simplification des circuits de dépenses et de recettes : et plus particulièrement l'harmonisation des pratiques financières et comptables, de la qualité comptable et des outils financiers et comptables.

Le développement des compétences individuelles et collectives : par l'accompagnement des besoins en formation des agents.

#### LA CELLULE INFORMATIQUE

En 2017, la cellule informatique renforcera son action de veille technologique permanente afin de trouver les moyens d'améliorer les outils mis au service des agents de la direction.

### BILAN DES ACTIONS

#### LE SERVICE DU BUDGET ET DE LA GESTION FINANCIÈRE

En 2016, se sont poursuivies la dématérialisation des actes et des annexes budgétaires et la poursuite de l'exécution du programme obligatoire, avec notamment la mise à jour de la documentation, l'actualisation de la notation et la levée d'emprunts nouveaux.

## LE SERVICE DE LA COMPTABILITÉ

En 2016, **83 327 mandats et 41 677 titres** ont été traités par le service pour le budget général et les budgets annexes. Le service a poursuivi les projets suivants :

- > **le respect des délais de paiement** : afin de mesurer ces effets, au regard des intérêts moratoires payés par la collectivité, des tableaux de suivi sont transmis aux directions,
- > **les travaux sur la qualité des dossiers de liquidation** : un contrôle hiérarchisé de la dépense (CHD) a été mis en place, permettant d'afficher un taux de rejets cumulé interne-paierie de 0,56 % sur 2016 (1 % en 2013),
- > **l'amélioration de la qualité comptable** : en 2016, se sont concrétisés les travaux de préfiguration de la "numérisation des factures" de trois directions pilotes complétés par la mise en œuvre au 1<sup>er</sup> janvier 2017 de la plateforme d'échange de l'État "Chorus Pro",
- > **l'encouragement à l'amélioration des compétences et le contrôle interne**,
- > **la participation aux travaux transverses de la collectivité** : le service de la comptabilité a participé à différents ateliers de préfiguration et mise en œuvre de la dématérialisation.

## PÔLE INFORMATIQUE

La cellule informatique a notamment contribué à la poursuite du travail sur le projet de dématérialisation des documents financiers avec les différents partenaires et à l'élaboration d'une GED (Gestion Électronique de Documents) dans le cadre de la dématérialisation.

## VUE GÉNÉRALE DE LA DIRECTION DES FINANCES

La Direction des finances est chargée de la préparation du budget du Département et du suivi de son exécution. Elle est garante du respect de la régularité juridique de toutes les procédures financières et comptables mises en place.

Elle exerce un rôle transversal dans le processus financier de la collectivité :

- > surveiller les grands équilibres financiers du Département à travers les prospectives pluriannuelles et les préparations budgétaires et en comprendre les évolutions,
- > assurer la fluidité des propositions de paiement et d'encaissement,
- > identifier et prévenir certains risques financiers,
- > assurer le suivi des réformes à impact financier : M52, transferts de compétences...

En 2016, la direction s'est organisée autour d'un directeur et de deux adjoints, cumulant les rôles de chefs de service. Elle est composée d'une équipe de direction et de deux services : budget et gestion financière, comptabilité. Les résultats attendus de la direction financière sont principalement :

- > dans le secteur du budget et de la gestion financière
  - assurer la préparation des différentes étapes budgétaires,
  - analyser les dispositifs de ressources et de charges,
  - mettre en cohérence les prévisions et les réalisations des investissements,
  - optimiser la gestion de la dette et gérer la trésorerie,
  - instruire les demandes de garanties d'emprunt et mener les analyses des organismes bénéficiant d'un concours financier de la collectivité.
- > dans le secteur comptable
  - l'efficacité des circuits de dépenses et de recettes :
    - en dépenses, veiller à l'amélioration de la qualité du mandatement et à l'optimisation des délais de mandatement,
    - en recettes, améliorer la qualité des dossiers de liquidation,
    - prendre en compte les risques.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

- l'efficacité des nouveaux outils financiers et comptables, notamment en adaptant les outils et méthodes à la nouvelle donne de la dématérialisation,
- l'harmonisation des pratiques financières et comptables de la collectivité et du comptable public :
  - mettre en œuvre les conventions de service comptable et financier (CSCF),
  - simplifier et accélérer le recouvrement des recettes et le paiement des dépenses.
- la qualité comptable :
  - optimiser la qualité comptable, tant au niveau des écritures comptables que du suivi de l'inventaire départemental,
  - poursuivre les travaux avec la pairie départementale.

## > DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

**FAITS MARQUANTS 2016** Lancement d'une démarche de prévention des risques psychosociaux (RPS).

### MISSIONS

La Direction des Ressources Humaines est une direction ressource, chargée de répondre aux besoins en personnel exprimés par les directions, pour remplir leurs objectifs définis dans le cadre des politiques publiques.

**La direction est composée de trois sous-directions et de trois entités rattachées directement auprès du directeur** : la cellule gestion prévisionnelle des ressources humaines ; la cellule veille juridique et documentation ; la cellule de suivi HR Access.

### MOYENS

#### Moyens humains

Agents	Effectifs
Catégorie A	42
Catégorie B	70
Catégorie C	113
<b>TOTAL</b>	<b>225</b>

#### Budget 2016 (K€)

Fonctionnement	326 187,50
Investissement	92,00
<b>TOTAL</b>	<b>326 279,50</b>

### BILAN DES ACTIONS

- > lancement d'une démarche de prévention des risques psychosociaux (RPS),
- > élaboration d'un schéma directeur RH,
- > mise en œuvre de l'accord sur les Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations (PPCR),
- > recrutement de 100 jeunes volontaires de service civique, suite aux États Généraux de Provence,
- > préparation du transfert de personnels vers la Métropole (44 agents) et vers la Région (8 agents).

### PERSPECTIVES

- > engagement d'une réorganisation de la direction pour mettre en œuvre le schéma directeur RH,
- > mise en place du nouveau Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP),
- > élaboration du Plan d'Adaptation et de Développement des Compétences 2017-2018.



## SOUS DIRECTION DES CARRIÈRES DES POSITIONS ET DES RÉMUNÉRATIONS

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

### LE SERVICE DES CARRIÈRES

Le service gère les carrières de l'ensemble des fonctionnaires depuis leur stage jusqu'à leur départ de la collectivité. Par ailleurs, le service élabore les arrêtés de délégation de signature accordée par la Présidente du Conseil Départemental.

#### BILAN DES ACTIONS

Parmi ses nombreuses actions, le service a effectué 845 avancements de grade et promotions internes, 2 181 avancements d'échelon, le suivi d'environ 5 700 entretiens professionnels, la gestion de 250 dossiers de C.A.P., le traitement de 190 demandes de retraite.

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

### LE SERVICE DES POSITIONS

Ce service a pour missions de gérer la position administrative des agents et plus particulièrement la gestion de leur temps de travail et de leur absentéisme.

#### BILAN DES ACTIONS

##### Gestion du temps de travail :

- > **Chronogestor** : les évolutions se sont poursuivies en 2016 avec la dématérialisation des congés de détente, le nouveau paramétrage des ARTT des agents de la direction des routes,
- > **Compte Épargne Temps** : une nouvelle convention de transfert financier des CET a été adoptée. Par ailleurs, une convention d'adhésion au CDG 13 a été signée pour la gestion du fonctionnement des secrétariats du comité médical et de la commission de réforme.

##### Gestion de l'absentéisme :

- > **congé de maladie ordinaire** : le nombre des agents en maladie ordinaire en 2016 (4 393 agents) est en nette diminution, de 492 agents, soit -10 % par rapport à 2015 (4 885 agents),
- > **accident de service ou de trajet - maladie professionnelle** : le logiciel AT/MP a été mis en production en 2016, avec des évolutions qui seront encore apportées en 2017.

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

### LE SERVICE DES REMUNÉRATIONS

Il a pour missions la gestion de la rémunération de l'ensemble des agents de la collectivité, la prise en charge des frais de déplacement professionnels (hors DGAS), la prise en charge des abonnements domicile-travail, la paie des indemnités de fonction des élus départementaux, les cumuls d'activités accessoires et les grèves.

#### BILAN DES ACTIONS

- > mise en œuvre de la réforme sur les PPCR pour les catégories A (filrière médico-sociale) et B,
- > étude préalable à la mise en œuvre du RIFSEEP.

#### PERSPECTIVES DE LA SOUS-DIRECTION

- > mise en œuvre de la réforme réglementaire sur les Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations (PPCR) et le nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP),
- > déploiement progressif de la dématérialisation des demandes d'IHTS à toutes les directions,
- > mise à jour des conditions d'avancement de grade : suppression des avancements d'échelon à la durée minimale et instauration d'une cadence unique pour les catégories A et C.

DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

## SOUS DIRECTION DES EMPLOIS ET DES COMPÉTENCES

---

### LE SERVICE GESTION DES EFFECTIFS

Il a pour principales missions la gestion de la phase administrative des recrutements, le pourvoi des emplois vacants, les renouvellements d'engagement des contractuels, les détachements et mutations, la gestion des postes et des effectifs. Il recense les besoins en matière de concours et met en œuvre les aménagements de poste de travail pour les agents reconnus travailleurs handicapés.

#### BILAN DES ACTIONS

- > déploiement du dispositif de service civique avec le recrutement de 100 volontaires,
- > dématérialisation des déclarations de créations et de vacances d'emplois auprès du CDG,
- > gestion du transfert de personnel vers la Métropole et la Région,
- > pérennisation des emplois d'avenir remplissant les conditions pour être nommés stagiaires,
- > élaboration d'un nouveau programme pluriannuel de titularisation.

### LE SERVICE GESTION DES COMPÉTENCES

Le service développe la démarche de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences. Il est chargé notamment de gérer les processus de formation, de recrutement, de mobilité, de réintégration des effectifs.

#### BILAN DES ACTIONS

En 2016, le service a été mobilisé par la campagne de recrutement des services civiques et par la mise en œuvre des réorganisations de la collectivité. En particulier, il a été chargé de :

- > piloter la mise en œuvre du Droit Individuel à la Formation pour les formations inter-entreprises,
- > consolider le suivi des formations obligatoires de manière automatisée,
- > engager la définition de nomenclatures emplois applicables pour la mise en œuvre du RIFSEEP.

### LE SERVICE FORMATION

Le service pilote la fonction formation. Il centralise les achats de formation. Il gère l'ensemble des formations transversales, les formations personnelles et les préparations aux concours et examens professionnels.

#### BILAN DES ACTIONS

- > formation des cadres lors de la mise en place de l'entretien professionnel,
- > mise en œuvre des projets de formation transversaux de la collectivité.

#### PERSPECTIVES DE LA SOUS-DIRECTION

- > mise en œuvre du Plan d'Adaptation et de Développement des Compétences pour la période 2017-2018,
- > élaboration d'un nouveau programme pluriannuel de titularisation,
- > mise en œuvre d'un dispositif de bilans professionnels pour accompagner les agents départementaux dans la définition de leurs projets professionnels,
- > recrutement de 40 contrats d'apprentissage à partir de septembre 2017 et renouvellement du recrutement de 100 jeunes en services civiques,
- > élaboration du bilan du dispositif de mobilité et mise à jour du document cadre,
- > élaboration du Plan d'Adaptation et de Développement des Compétences 2017-2018,
- > expérimentation du télétravail en direction des agents reconnus travailleurs handicapés.

## SOUS DIRECTION DES RELATIONS ET DE L'ACTION SOCIALE

### LE SERVICE DE L'ACTION SOCIALE

#### Le service de l'action sociale propose au personnel :

- > des prestations : titres restaurant, chèques vacances, bons d'achat, C.E.S.U. pour la garde d'enfants de moins de 3 ans, subventions (repas, séjours d'enfants, enfants handicapés), aides financières et participation aux mutuelles,
- > la gestion d'équipements sociaux : crèche, espaces de restauration, médiathèque, salles de culture physique, centre aéré.

#### BILAN DES ACTIONS

Le service a plus particulièrement géré en 2016 la mise en œuvre des deux A.O.T. suite aux Délégations de Service Public pour la gestion des restaurants qui n'ont pas été renouvelées : mise en place de distributeurs automatiques de boissons et de denrées dans les étages (HD13 et Arenç), installation d'une restauration rapide en cafétéria (HD13).

#### PERSPECTIVES

- > aide aux vacances : attribution exceptionnelle en 2017 de chèques vacances d'une valeur de 100 € à l'ensemble des agents du Département, à la demande de Madame la Présidente,
- > la convention avec le centre aéré du Roy d'Espagne se termine fin 2017 et une nouvelle consultation doit être lancée en 2018. L'accès à la médiathèque et aux salles de sport sera étendu aux agents en service civique,
- > Noël : accès au spectacle et aux goûters pour les enfants de moins de 13 ans placés auprès des assistants familiaux.

### LE SERVICE DES RELATIONS SOCIALES ET DE LA PRÉVENTION

Son rôle est de mettre en place la politique en matière d'identification et de prévention des risques professionnels et de participer au développement du dialogue social.

#### BILAN DES ACTIONS

- > **en matière de prévention** : le service assure l'animation du réseau des délégataires et assistants de prévention. En 2016, il a plus particulièrement collaboré avec le service prévention de l'Académie d'Aix-Marseille,
- > **en matière de risques psycho-sociaux** : le service est pilote du dossier « gestion des **Risques Psycho-Sociaux (RPS)** » : un diagnostic a été réalisé sur la base d'un questionnaire mis en ligne sur intranet et d'entretiens menés par la psychologue du travail sur un échantillon représentatif. Suite à ce diagnostic, il a été décidé d'un plan d'actions qui doit conduire à proposer un plan de prévention des RPS,
- > **en matière de dialogue social** : le service est l'interlocuteur privilégié des organisations syndicales. Il est garant de l'organisation et du bon déroulement des séances du Comité Technique et du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail, ainsi que du suivi des décisions prises.

#### PERSPECTIVES

- > suivi des propositions du plan de prévention des risques psycho-sociaux.

### LE SERVICE DE MÉDECINE PROFESSIONNELLE ET PRÉVENTIVE

Il a pour missions d'assurer un suivi médical préventif des agents, d'éviter toute altération de la santé des agents en surveillant les conditions d'hygiène, de sécurité et d'environnement au travail, de veiller à l'adéquation du poste de travail avec l'état de santé de l'agent.

#### BILAN DES ACTIONS

Des consultations intermédiaires d'infirmière (408 visites), d'hygiène alimentaire (91 visites) et d'aide au sevrage tabagique (63 visites) ont été développées en 2016.

#### PERSPECTIVES

Le recrutement d'un troisième médecin de prévention devrait permettre de renforcer l'équipe et d'assurer ainsi une meilleure organisation du service.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

## > SERVICE DES SÉANCES

FAITS MARQUANTS 2016

Réorganisation du service.

### MISSIONS

Le SSA a pour vocation d'assurer la bonne circulation de l'information institutionnelle du Conseil Départemental et pour mission notamment :

- > d'organiser les réunions du Conseil Départemental, de la Commission Permanente et des commissions organiques, de diffuser les rapports soumis à ces réunions et d'en assurer les comptes rendus,
- > d'assurer leur transmission à la Préfecture par voie dématérialisée,
- > de rédiger les lettres de notifications, adressées par la Présidente, des décisions du Conseil Départemental et de la Commission Permanente à leurs bénéficiaires,
- > de rédiger les rapports « désignations » et de tenir le fichier des représentants du Département au sein de divers organismes,
- > d'élaborer les arrêtés de délégation de fonction de la Présidente du Conseil Départemental aux Conseillers Départementaux délégués,
- > de publier l'intégralité des rapports et des délibérations via un moteur de recherche, sur intranet.

### MOYENS

Moyens humains

Agents	Effectifs
Catégorie A	3
Catégorie B	
Catégorie C	4
TOTAL	<b>7</b>

### ACTIONS INTERNES

#### 🏢 Actions mises en œuvre en 2016 :

- > réorganisation du Service des Séances de l'Assemblée (redistribution des missions, réaménagement du secrétariat, archivage, etc.),
- > élaboration de fiches de procédures,
- > automatisation des lettres de notification relatives à l'attribution de subvention aux associations via le logiciel GSU,
- > harmonisation des informations budgétaires figurant sur les délibérations, en transversalité avec la Direction des Finances.

## BUREAU GÉNÉRAL DE L'ASSEMBLÉE

### MISSIONS

Au sein du service des Séances de l'Assemblée, le Bureau Général de l'Assemblée permet aux Conseillers Départementaux d'exercer dans de bonnes conditions leurs fonctions et missions de représentation de l'institution. Le Bureau Général de l'Assemblée permet d'assurer le secrétariat des élus et règle les questions logistiques de tout ordre (locaux, reprographie, courses d'huissiers sur le département, etc.)

### MOYENS

#### Moyens humains

Agents	Effectifs
Catégorie A	3
Catégorie B	28
Catégorie C	38
Agents affectés aux groupes d'élus	9
<b>TOTAL</b>	<b>78</b>

## BUREAU DES ACTES

### MISSIONS

Le Bureau des Actes a pour mission de recevoir, vérifier et enregistrer les actes du Département tels que les conventions, les marchés, les arrêtés de recrutement, de délégation de signature qu'il a la charge de transmettre au contrôle de légalité de la Préfecture.

Le bureau assure la diffusion des actes aux services émetteurs, la publication au Recueil des Actes Administratifs du Département et l'affichage dans l'atrium.

La procédure est suivie à l'aide d'une application informatique qui permet la conservation de toutes les informations relatives à un acte et sa recherche éventuelle.

### MOYENS

#### Moyens humains

Agents	Effectifs
Catégorie A	
Catégorie B	1
Catégorie C	2
<b>TOTAL</b>	<b>3</b>

### BILAN DES ACTIONS

En 2016, le Bureau des Actes a transmis 4 298 actes, contre 4 276 en 2015.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

# > SERVICE DU PROTOCOLE ET DES RELATIONS PUBLIQUES

FAITS MARQUANTS 2016

Déploiement d'un logiciel métier.

## MISSIONS

Les activités du Service :

- > être présent aux côtés de Mme la Présidente du Conseil Départemental lors des déplacements et assurer les accueils internes des personnalités reçues par l'Institution,
- > être garant de l'application des règles protocolaires dans tous les rapports des représentants officiels de l'Institution,
- > assurer la stratégie et l'organisation des cérémonies publiques, des réceptions, de l'accueil de personnalités,
- > gérer le fichier protocolaire et les cartons d'invitation,
- > conduire également la politique d'offre d'objets promotionnels et cadeaux protocolaires dans le cadre de la communication institutionnelle et des relations publiques, gérer certains marchés de l'institution.

## MOYENS

### Moyens humains

Agents	Effectifs
Catégorie A	4
Catégorie B	4
Catégorie C	32
CDD (dont 1 A et 3 C)	4
<b>TOTAL</b>	<b>44</b>

### Budget 2016 (K€)

Fonctionnement	1 023,00
<b>TOTAL</b>	<b>1 023,00</b>

## BILAN DES ACTIONS

En 2016, le service :

- > a assuré le protocole de 1 316 évènements de l'institution contre 1 244 en 2015,
- > a rédigé et diffusé 550 déroulés protocolaires contre 295 en 2015,
- > a organisé 142 cocktails, servi 2 412 convives lors de 97 repas, 942 plateaux-repas livrés, 72 petits-déjeuners, 95 accueils café,
- > a traité des invitations nécessitant une mise à jour régulière de son fichier en lien étroit avec les directions,
- > a géré l'ensemble de la billetterie de l'Institution soit environ 11 000 places,
- > a commandé 141 gerbes et couronnes lors de cérémonies officielles,
- > a assuré le traitement d'environ 2 150 demandes d'objets promotionnels dont le stock est en voie de renouvellement.

## PERSPECTIVES

Pour l'année 2017, une attention particulière sera apportée à la gestion du fichier protocolaire ainsi qu'à la mise en place de la gestion des stocks sur Coriolis.



# DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE LA SOLIDARITÉ



- DIRECTION DES PERSONNES ÂGÉES  
ET DES PERSONNES HANDICAPÉES
- DIRECTION DE L'INSERTION
- DIRECTION DE LA PROTECTION MATERNELLE  
ET INFANTILE ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE
- DIRECTION ENFANCE FAMILLE
- DIRECTION DES MAISONS DE L'ENFANCE  
ET DE LA FAMILLE
- CENTRE MÉDICO PSYCHO PÉDAGOGIQUE  
DÉPARTEMENTAL
- MAISON DÉPARTEMENTALE DE L'ADOLESCENT
- DIRECTION DES TERRITOIRES  
ET DE L'ACTION SOCIALE





DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES



DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ



DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX



DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

# DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE LA SOLIDARITÉ

## MISSIONS

La Direction Générale Adjointe de la Solidarité met en œuvre et coordonne l'action sociale et médico-sociale développée par le Conseil Départemental conformément à la loi NOTRe du 7 août 2015.

La DGAS met en œuvre les politiques publiques suivantes :

- > la politique de prévention sociale et médico-sociale,
- > la politique d'aide à l'autonomie et à l'insertion des personnes en difficultés,
- > la politique de prise en charge individuelle des personnes ayant perdu leur autonomie, ou dépendantes.

La DGAS décline ses missions en faveur des publics cibles relevant des compétences du Département : les personnes âgées, les personnes handicapées, en insertion, les enfants en difficulté et leur famille.

## Politique d'aide aux personnes âgées et personnes handicapées

La loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015, relative à l'adaptation de la société au vieillissement dite loi ASV, a pour objet d'anticiper les conséquences du vieillissement de la population et d'inscrire le vieillissement dans un parcours de prévention répondant aux attentes des personnes dans les différents domaines de la vie : logement, transport, vie sociale et citoyenne. Elle concerne toutes les personnes en perte d'autonomie, sans distinction d'âge.

C'est dans ce contexte nouveau que s'inscrivent les « Schémas Départementaux en faveur des personnes âgées et des personnes en situation de handicap » élaborés en 2016 pour une durée de 5 ans.

### Personnes âgées

La politique publique en faveur des personnes âgées a pour objectif de prendre en charge les personnes âgées de 60 ans et plus lorsqu'elles sont en difficulté et/ou en perte d'autonomie.

Dans le département, un quart de la population a 60 ans et plus. La part des +75 ans enregistrera une forte augmentation à partir de 2020.

Le département compte au 31/12/2016, 36 275 bénéficiaires de l'APA dont 22 840 à domicile.

276 établissements accueillent des personnes âgées dans le département, ce qui représente 20 354 lits.

Afin d'anticiper le vieillissement de la population, la création de places supplémentaires devient indispensable. Sur la période 2009-2015, les besoins en EHPAD ont été estimés à 1 000 lits supplémentaires. Pour les personnes âgées autonomes, 500 places en résidence autonomie doivent être créées sur la période 2016/2017.

### Personnes handicapées

La politique publique en faveur des personnes en situation de handicap a pour objectif de favoriser leur intégration, améliorer leur quotidien, encourager leur participation à la vie de la cité, diversifier les dispositifs d'accueil dans tous les domaines.

Il s'agit de privilégier la vie à domicile, en favorisant les choix de vie autonome des personnes handicapées. Parallèlement, l'offre médico-sociale doit être mieux structurée pour l'accueil en établissement. La création de nouvelles places d'hébergement est devenue incontournable et ce, malgré les 91 autorisations de places par extension en foyer de vie sur les années 2015/2016.

Par ailleurs, la loi du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé a introduit un dispositif qui a pour objectif d'éviter qu'un enfant ou un adulte handicapé se retrouve sans solution d'accueil à un moment de son parcours. Le déploiement du « dispositif d'orientation permanent » (DOP) dans l'ensemble des départements doit intervenir avant 2018.

D'après les indicateurs CAF, au 31/12/2015 (chiffres 2016 non disponibles), 31 249 personnes perçoivent l'Allocation Adulte handicapé et 7 415 enfants l'Allocation d'Éducation pour Enfant Handicapé.

## Politique de protection de l'enfance, prévention sanitaire et protection maternelle et infantile

Le département des Bouches-du-Rhône présente un taux de natalité élevé et une croissance de sa population de moins de 21 ans. Parallèlement, le taux de pauvreté y est élevé : avec 18,4 % de sa population qui vit sous le seuil de pauvreté, les Bouches-du-Rhône se situent au 13<sup>ème</sup> rang des départements métropolitains les plus touchés. Fin décembre 2015, le taux d'enfants à bas revenus (part des enfants de moins de 20 ans vivant dans des foyers à bas revenus sur l'ensemble des enfants connus des Caf) dépasse les 39 %.

Selon l'Observatoire Départemental de la Protection de l'Enfance (ODPE), au 31 décembre 2016, le nombre total d'enfants relevant de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) a diminué de 4 %. Sur un total de 7 038 enfants :

- > **3 193 ont été confiés à l'ASE**, placés soit en établissements, soit en familles d'accueil,
- > **3 845 font l'objet de mesures mises en place au domicile parental**, en augmentation de 1,5 % par rapport à 2015.

Par ailleurs, le nombre des Mineurs Non Accompagnés (MNA) ayant augmenté de 300 % en 3 ans, le Département a adapté les modes d'accueil et d'orientation de ce public. Le coût de la prise en charge en 2016 est évalué entre 16 et 17 millions d'euros.

La politique publique Protection Maternelle et Infantile, Enfance, Santé, Famille s'organise dans le cadre du Schéma Enfance Famille qui a défini en 2016 les axes et orientations relatifs à la prévention, au repérage des situations de danger, aux modes d'accompagnement des enfants et à la continuité de leurs parcours pour les années 2016-2020.

## Politique d'insertion sociale et professionnelle

Au troisième trimestre 2016, le taux de chômage dans les Bouches-du-Rhône s'établit à 11,7 % de la population active (9,7 % en France métropolitaine), soit 198 669 demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi. Leur nombre est en hausse de 2,3 % par rapport à 2015.

Le Département des Bouches-du-Rhône reste néanmoins créateur d'emplois : au 3<sup>ème</sup> trimestre 2016, on constate une progression trimestrielle de l'emploi de 0,2 % (soit +1,109).

Avec 367 000 personnes concernées, les Bouches-du-Rhône comptent le plus grand nombre de personnes pauvres de la région (le taux de pauvreté s'élève à 18,4 % de la population et le taux d'intensité de la pauvreté à 23,4 %).



## MOYENS

Moyens humains	
Catégorie A	609
Catégorie B	1 107
Catégorie C	502
<b>TOTAL</b>	<b>2 218</b>

Budget 2016 (K€)	
Fonctionnement	1 289 331,00
Investissement	21 617,00
<b>TOTAL</b>	<b>1 310 948,00</b>

Le budget 2016 de la DGAS s'élève à 1 289 331 K€ et représente près de 63 % des crédits de fonctionnement de la collectivité et demeure ainsi largement le principal poste budgétaire départemental.

On observe des évolutions distinctes des trois allocations individuelles de solidarité (AIS), qui forment les enveloppes majeures des dépenses sociales obligatoires :

### L'Allocation personnalisée d'autonomie (APA)

À domicile ou en établissement. L'APA à domicile reste le principal poste de dépenses avec un nombre d'allocataires en augmentation : 23 046 bénéficiaires au 31/12/2016 contre 22 896 fin 2015.

### La Prestation de compensation du handicap (PCH)

Elle affiche des dépenses en progression de 7,5 % par rapport au BP 2015, en lien avec l'augmentation du nombre de bénéficiaires, notamment les enfants.

### Le Revenu de solidarité active (RSA)

Les dépenses de RSA marquent le pas (+ 0,16 %) par rapport à 2015.

En effet, en 2016, grâce à l'accompagnement personnalisé, l'évolution à la baisse du nombre d'allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA), amorcée en 2015, s'est confirmée. Au 31 décembre 2016, le nombre d'allocataires du RSA à la charge du Département est de 69 593 contre 72 910 en 2015.

Malgré certaines avancées, le coût des AIS reste toujours mal compensé (65 % hors DMTO-Droits de Mutation à Titre Onéreux) par les transferts de ressources de l'État.

## MISSIONS ET BILAN DES ACTIONS PAR DIRECTION

Avec l'appui du Service de l'Administration, des Ressources, du Pilotage et de l'Évaluation (SARPE), directement rattaché au DGA et qui assure la gestion des effectifs des directions centrales, le pilotage notamment des rapports CD et CP, le contrôle interne et la gestion de la Régie départementale d'avance, la DGA structure son organisation autour de 6 directions et 2 services :

- > quatre directions centrales
  - Direction des personnes âgées et des personnes handicapées,
  - Direction de l'insertion,
  - Direction de la protection maternelle et infantile et de la santé publique,
  - Direction enfance-famille.
- > une direction et deux services délocalisés :
  - Direction des Maisons de l'Enfance et de la Famille (DIMEF),
  - Centre Médico Psycho Pédagogique Départemental (CMPPD),
  - Maison Départementale de l'Adolescent (MDA).
- > la Direction des Territoires et de l'Action Sociale.

<sup>1</sup> Le taux de pauvreté correspond à la proportion d'individus dont le niveau de vie est inférieur à 60 % du seuil de pauvreté.

<sup>2</sup> L'intensité de la pauvreté est l'écart relatif entre le niveau de vie médian de la population pauvre et le seuil de pauvreté.

## > DIRECTION DES PERSONNES ÂGÉES ET DES PERSONNES HANDICAPÉES (PA-PH)

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

### FAITS MARQUANTS 2016

Mise en œuvre de la loi d'Adaptation de la Société au Vieillessement dite loi ASV (2015).

Impact direct au sein de la direction, notamment sur les mesures suivantes :

- > la réforme de l'APA à domicile et le soutien aux aidants,
- > le régime unique des SAAD (Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile) dans le cadre de la refondation de l'aide à domicile,
- > la mise en place de la Conférence des financeurs de la perte d'autonomie,
- > la mise en place du Conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie.

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

### MISSIONS

## LE SERVICE DÉPARTEMENTAL DES PERSONNES HANDICAPÉES (SDPH)

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

#### Soutien à la vie sociale et suivi budgétaire

130 dossiers financés en fonctionnement et 26 en équipement, pour un montant total de 1 113 423 euros.

#### Dispositif visant à l'amélioration de l'habitat et acquisition d'aides techniques

67 dossiers ont été traités en partenariat avec le Centre Régional d'Ergothérapeutes, Études, Diagnostics, Adaptations Techniques.

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

## LE SERVICE DU CONTRÔLE MÉDICAL

- > contrôle de la prise en charge des résidents hébergés en établissement ou en famille d'accueil,
- > évaluation médicale des personnes âgées ou handicapées pour l'ouverture des droits aux prestations,
- > représentation du Département aux instances de décision pour l'orientation et la prise en charge des personnes handicapées (GIP-MDPH).

DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE



## LE SERVICE DE L'ACCUEIL FAMILIAL

---

- > instruction des demandes d'agrément,
- > organisation du suivi médico-social des familles agréées et des personnes accueillies,
- > conseil technique sur l'élaboration des contrats d'accueil,
- > instruction des demandes d'aide personnalisée d'autonomie (APA) et d'aide sociale,
- > organisation de la formation initiale et continue des accueillants familiaux.
  - 195 visites médico-sociales effectuées notamment dans le cadre de nouvelles demandes d'agrément (39), de renouvellement (27), de changement de domicile (1), d'extension du nombre de places agréées (4) et de suivi/contrôle (102) des familles agréées.

## LE SERVICE DES ÉTABLISSEMENTS D'ACCUEIL POUR PERSONNES ADULTES HANDICAPÉES

---

Tarification, programmation et contrôle des établissements et services médico-sociaux pour personnes adultes en situation de handicap.

### **Tarification**

92 budgets et comptes administratifs étudiés.

### **Programmation**

Autorisation visant à l'extension d'un foyer de vie et la diminution d'un foyer d'hébergement.

### **Autorisations de fonctionner**

Renouvellement de l'autorisation de fonctionnement de 41 structures.

### **Travaux en cours et partenariat**

Amélioration de la prise en charge des personnes handicapées psychiques par une répartition équitable des moyens.

## LE SERVICE DES ÉTABLISSEMENTS D'ACCUEIL POUR PERSONNES ÂGÉES

---

- > tarification et contrôle des structures d'accueil pour personnes âgées autonomes et dépendantes,
- > négociations avec les services de l'État, des renouvellements des conventions tripartites des Établissements d'Hébergement des Personnes Âgées Dépendantes, remplacées désormais par des Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM),
  - dossiers de programmation : ouverture, extension, transformation, fermeture de structures. 323 nouvelles places en Résidence autonomie ont été autorisées en 2016,
  - dossiers de tarification : fixation des tarifs d'hébergement,
  - conventions relatives à la dotation globale APA en cours : 93 établissements,
  - conventions tripartites des établissements d'accueil habilités et non habilités au titre de l'aide sociale aux personnes âgées : 35 renouvellements ont été signés,
  - contrôles inopinés : 18 établissements contrôlés avec le service du contrôle médical et éventuellement avec les services de l'ARS.

## LE SERVICE GESTION DES ORGANISMES DE MAINTIEN À DOMICILE

Programmation, tarification et contrôle des services d'aide à domicile des personnes âgées et des personnes en situation de handicap. La loi ASV du 28/12/2015 a instauré le régime unique d'autorisation des Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) et la bascule de 152 SAAD agréés par le Préfet vers l'autorisation délivrée par le Conseil départemental.

### Programmation

- > 25 SAAD, 8 services de portage de repas, 1 foyer restaurant habilités à l'aide sociale. Traitement des demandes d'informations liées au nouveau contexte réglementaire, dans le cadre du suivi des 152 SAAD, non habilités à l'aide sociale,
- > poursuite du référencement des services prestataires et mandataires intervenant dans le cadre de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA).

### Missions de tarification

Reconduction de la tarification 2015 de 10 SAAD compte tenu des contraintes budgétaires.

## LE SERVICE INSTRUCTION ET ÉVALUATION

Instruction et évaluation des demandes d'aides individuelles formulées par des personnes âgées ou des personnes en situation de handicap.

### Aides individuelles aux personnes âgées

Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) : élaboration du plan d'aide des nouveaux bénéficiaires et réalisation du suivi des plans d'aide des bénéficiaires vivant à domicile.

- > service Info Autonomie : plateforme téléphonique pour répondre à toutes les demandes liées à l'APA et la PCH (prestation de compensation du handicap),
- > dispositif d'aide sociale accordée aux personnes âgées, en raison de leur état physique et de leur situation économique et sociale.

### Aides individuelles aux personnes handicapées

Mise en œuvre des décisions relatives à la Prestation de Compensation du Handicap.

- > aide sociale en faveur des personnes handicapées accordée en raison de leur état physique et/ou mental, et de leur situation économique et sociale,
- > quiétude 13, dispositif de téléassistance visant à améliorer et à sécuriser les conditions de vie des personnes âgées et en situation de handicap résidant à domicile.

## LE SERVICE GESTION FINANCIÈRE

Préparation et exécution budgétaire.

## LE SERVICE CONTENTIEUX

Instruction des dossiers de précontentieux et de contentieux, récupérations sur les recours en succession et sur les tutelles pour les personnes prises en charge au titre de l'aide sociale.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

## MOYENS

### Moyens humains

Catégorie A	33
Catégorie B	84
Catégorie C	115
<b>TOTAL</b>	<b>232</b>

### Budget 2016 (K€)

Fonctionnement	524 830,00
Investissement	6 260,00
<b>TOTAL</b>	<b>531 090,00</b>

## BILAN DES ACTIONS

### La démarche de renouvellement des schémas départementaux a nécessité :

- > bilans et diagnostics / envoi de questionnaires aux usagers et aux établissements,
- > concertation partenariale / animation des groupes de travail,
- > journée départementale du 13/10/2016 : « L'établissement pour personnes âgées de demain ».

### Actions spécifiques de la direction :

- > mise en ligne sur le site web du CD13 du Guide Handicontacts,
- > participation au Salon Autonomie des 24 et 25/11/2016,
- > organisation des Assises de l'Intergénérationnel avec l'association ACLAP au sein de l'Hôtel du Département.



## PERSPECTIVES

La mise en œuvre des orientations 2017-2021 des schémas départementaux.

La poursuite de la mise en œuvre des mesures de la loi ASV impactant la DPA-PH :

- > la mise en place des outils de l'évaluation multidimensionnelle,
- > la réforme de la tarification des établissements PA,
- > la mise en œuvre des CPOM.
- > L'organisation des 2<sup>èmes</sup> Assises Nationales du Vieillessement en co-partenariat avec le Réseau Idéal Connaissances à L'Hôtel du Département.



## > DIRECTION DE L'INSERTION

**FAITS MARQUANTS 2016** Élaboration du nouveau PDI 2017-2019.

### MISSIONS

La Direction de l'Insertion a en charge les actions de lutte contre les exclusions. Ses missions se déclinent de la manière suivante :

- > relever le défi de l'emploi en favorisant la rencontre du monde de l'insertion et de celui de l'entreprise et en œuvrant transversalement avec les autres Directions parties prenantes,
- > proposer, mettre en œuvre et évaluer la politique publique départementale d'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté, selon les axes définis dans le cadre du Programme Départemental d'Insertion (PDI) et gérer le dispositif rigoureusement,
- > piloter le Pacte Territorial d'Insertion (PTI) qui formalise les actions et les engagements de l'ensemble des acteurs intervenant dans le champ de l'insertion.

### MOYENS

Moyens humains	
<b>TOTAL</b>	<b>258</b>
(dont 162 dans les pôles d'insertion)	

Budget 2016 (K€)	
Fonctionnement	520 470,00
Investissement	100,00
<b>TOTAL</b>	<b>520 570,00</b>

## LES PÔLES D'INSERTION

### **Accueil, orientation et accompagnement des bénéficiaires du RSA**

Suivi individuel pour la gestion et le contrôle des droits ; développement, diffusion de l'offre d'insertion et maillage territorial au travers de l'animation des partenaires territoriaux : 110 729 contrats d'engagement réciproque validés, taux de contractualisation de 68,5 % (67 % concerne le domaine social, 14 % le secteur de l'emploi et 17 % des Projets d'Accès à l'Emploi).

### **Contrôle des allocataires**

45 428 convocations et 12 503 orientations.

### **Commission de Validation Territoriale**

3 560 dossiers de demande d'aides individuelles.

## LE SERVICE RESSOURCES PROJET ET ÉVALUATION (SRPE)

### **Évaluation**

Poursuite des actions évaluatives. Réalisation mensuelle du Bulletin d'Information Statistique.

### **Fonds Social Européen (FSE)**

Gestion et pilotage de la subvention globale 2015-2017 de FSE d'un montant de 10 205 K€.

### **Contrôle financier**

Recherche de marges de manœuvre sur l'enveloppe allouée aux charges de fonctionnement des 17 lieux d'accueil associatifs et des 8 lieux d'accueil CCAS qui assurent les missions d'accueil et de contractualisation des bénéficiaires du RSA : économie de 202 K€.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

## LE SERVICE DE L'OFFRE D'INSERTION ET DES PARTENARIATS (SOIP)

---

- > élaboration du nouveau PDI 2017-2019, et conception d'un catalogue de l'offre d'insertion à diffuser en 2017,
- > participation au pilotage et au suivi de la programmation 2016 du PDI 2014-2016 et à la mise en œuvre du Pacte Territorial d'Insertion (PTI),
- > pilotage de l'Insertion par l'Activité Économique.

## LE SERVICE DU BUDGET, DES CONVENTIONS ET DES MARCHÉS PUBLICS (BCMP)

---

### **Pôle Budget**

Gestion financière des actions mises en œuvre par la Direction, gérées sous forme de conventions ou de marchés publics.

### **Pôle Conventions**

Gestion administrative des dossiers de demande de subventions et rédaction des rapports pour la Commission Permanente (CP).

### **Pôle Marchés Publics**

Gestion et suivi des marchés publics.

## LE SERVICE DE LA GESTION DE L'ALLOCATION ET DU CONTENTIEUX (SGAC)

---

Suivi des conventions de gestion signées entre le Département et ses partenaires, gestion des dossiers RSA, gestion des recours gracieux et contentieux, plan de contrôle annuel des allocataires en lien avec la CAF et mise en œuvre des avis émis par les équipes pluridisciplinaires.

### **Pôle gestion des décisions individuelles**

2 925 décisions dont 869 favorables et 1 480 défavorables. 318 décisions administratives prises au cours des 11 commissions de Recours Administratif Préalable Obligatoire (RAPO) conjointes CAF/Département. 858 titres exécutoires émis, pour un montant de 3 900 K€ générant 483 recours gracieux.

### **Pôle gestion du contentieux**

521 dossiers contentieux RSA reçus au cours de l'année. Parmi les 198 dossiers ayant fait l'objet d'un jugement rendu par le Tribunal Administratif, 70 % des décisions sont favorables à la Collectivité.



## LE SERVICE DES CONTRÔLES ADMINISTRATIFS (SCA)

Création du service en juin pour répondre à une volonté de concentrer l'aide du Département vers les personnes engagées dans une démarche active d'insertion sociale et professionnelle : contrôle administratif sur pièces, permettant de vérifier les déclarations faites par les bénéficiaires sur leur situation personnelle, familiale ou professionnelle.

### Informations Collectives

Convocation en information collective des bénéficiaires du RSA qui n'ont pas de Contrat d'Engagement Réciproque et qui sont radiés de Pôle Emploi, pour un rappel des droits et des devoirs. Suspension des personnes qui ne se présentent pas à cette convocation ou qui ne font aucune démarche pour se conformer au dispositif RSA. Convocation de 1 858 bénéficiaires en 2016 donnant lieu à 758 suspensions (40 %).

### Contrôles administratifs

Examen de la situation des bénéficiaires dont le dossier administratif laisse apparaître des éléments de fraude potentielle au RSA : 1 149 dossiers étudiés depuis juin, dont 13 % ont été envoyés au SGAC, 10 % à la CAF pour un contrôle sur place, 68 % sont clos et 9 % encore en cours de traitement.

## LE SERVICE DE L'EMPLOI

### Pôle Contrats Aidés

Gestion du dispositif « Contrat Unique d'Insertion » (CUI) mis en œuvre pour le public RSA : 5 725 contrats signés, soit une augmentation de 19 % par rapport à 2015.

### Pôle Relation Entreprise et Offre d'Emploi

Développement du partenariat avec le monde économique, prospection d'offres d'emploi et mise en relation des allocataires du RSA employables avec les entreprises. Activité renforcée en 2016 par un dispositif de repérage, préparation en ateliers et présentation du public aux employeurs dans l'Accélérateur de l'emploi en Provence. En 2016, les chargés de relation entreprise ont positionné 1 853 bénéficiaires du RSA et réalisé 332 placements en emploi. Le Club des entreprises rebaptisé « Club de Provence » compte désormais 390 entreprises.

### Pôle suivi clauses d'insertion et actions placements

Suivi de 15 conventions de partenariat, visant à placer en emploi des bénéficiaires du RSA. En charge également de l'introduction de clauses sociales dans les marchés publics du Département. 10 marchés clausés, 9 en attente du calibrage de la clause sociale et 5 repérés comme pouvant être clausés.

## LE SERVICE DES AIDES INDIVIDUELLES (SAI)

Suivi administratif des demandes de formations individuelles, de créations d'activité et celles du Fonds d'Aide à l'Insertion (FAI), en lien avec les Pôles d'Insertion.

- > 4 232 dossiers traités dont 84 % ont obtenu un avis favorable pour un montant prévisionnel accordé de 2 006 K€,
- > validation de 19 771 aides aux transports.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

## PERSPECTIVES

### Modification de l'organigramme de la Direction :

- > transfert des compétences du Service Budget Conventions et Marchés publics au Service de l'Offre d'Insertion et des Partenariats et au Service Ressources Projets, Évaluation,
- > rattachement de la partie insertion de la plate-forme téléphonique de la Direction des Personnes Âgées et des Personnes Handicapées à la Direction de l'Insertion.

### Mise en œuvre du PDI 2017 - 2019 :

- > programme portant sur quatre objectifs : dynamiser le placement en emploi en mobilisant le monde de l'entreprise, améliorer la qualité de l'accompagnement vers l'emploi, proposer une offre d'insertion adaptée pour tous les publics et évaluer et piloter rigoureusement le dispositif.

### Dématérialisation de la demande de RSA :

- > démarrage 2017 grâce à une télé-procédure d'instruction et à l'instauration d'un simulateur permettant le calcul immédiat des droits au RSA. La dématérialisation s'accompagnera également de l'introduction « d'un effet figé » qui permettra de verser au bénéficiaire, une allocation stabilisée sur trois mois.

### Évolution de l'offre d'insertion :

- > optimisation de l'Accélérateur de l'Emploi en Provence, grâce à son ouverture à d'autres partenaires et à sa délocalisation sur d'autres territoires départementaux,
- > poursuite de l'amélioration de la connaissance de l'offre avec la création de manifestations nouvelles comme « les Rencontres de l'Accompagnement » et le « Forum de l'Offre d'Insertion ».



# > DIRECTION DE LA PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

**FAITS MARQUANTS 2016** Première assemblée générale du schéma départemental des services aux familles.

**DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ**

## MISSIONS

La Direction de la Protection Maternelle et Infantile (PMI) et de la Santé Publique regroupe les compétences cliniques ainsi que des activités en faveur de l'offre de soin de santé sur le territoire dont la prévention est le dénominateur commun.

Le schéma départemental Enfance Famille a précisé les axes et orientations relatifs à la prévention, au repérage des situations de danger, aux modes d'accompagnement des enfants et à la continuité de leurs parcours pour les années 2016-2020.

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

## MOYENS

Moyens humains	
TOTAL	<b>511</b>

Budget 2016 (K€)	
Fonctionnement	8 510,00
Investissement	12 000,00
TOTAL	<b>20 510,00</b>

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

## BILAN DES ACTIONS

La Direction est composée de sept services :

1. **service PMI-protection maternelle,**
2. **service PMI-protection infantile,**
3. **service PMI-modes d'accueil du jeune enfant,**
4. **service prévention santé en faveur des jeunes et des adultes,**
5. **mission promotion de la santé,**
6. **service de l'organisation, de l'information, des statistiques et de l'épidémiologie**
7. **service des moyens généraux.**

Les activités de la Direction sont mises en œuvre sur le terrain par des personnels implantés en centres spécialisés et dans les Maisons Départementales de la Solidarité (MDS).

Les activités de la Direction peuvent s'organiser selon 4 grands thèmes, avec un axe transversal de lutte contre les inégalités sociales de santé :

- > le champ de la périnatalité et de la prévention précoce qui se construit dans la période prénatale, à la maternité et lors des premières années de l'enfant,
- > le service aux usagers,
- > la protection de l'enfance,
- > la santé publique.

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

## PRÉVENTION PRÉCOCE ET PÉRINATALITÉ

---

### **Suivi de grossesses**

Consultations réalisées sur les Centres de Planification et d'Éducation Familiale (CPEF). En 2016, les médecins et sages-femmes ont assuré le suivi médical de 3 148 femmes enceintes, assurant 12 086 actes de consultation.

### **Visites à domicile pour femmes enceintes et jeunes parents**

En 2016, 1 550 patientes ont bénéficié de 5 459 visites à domicile d'une sage-femme de PMI. Sur le plan pédiatrique, 12 773 visites à domicile ont été réalisées.

### **Entretien prénatal précoce et suivi médico-social des femmes enceintes**

431 entretiens prénataux précoces réalisés par les sages-femmes de PMI.

### **Réseaux et partenariats en périnatalité**

Coordination, avec l'ensemble des maternités, services de pédiatrie et de néonatalogie de la prise en charge des enfants et de leur famille en situation vulnérable.

### **Prévention précoce**

Consultations de pédiatrie avec pour objectif le développement harmonieux du jeune enfant dans son environnement. Repérage des troubles du développement, accompagnement et orientation vers le soin spécialisé en cas de handicap et de problème repéré. En 2016, 6 315 séances de consultations pédiatriques ont permis de recevoir 23 764 enfants et de réaliser 58 311 actes médicaux.

### **Parentalité**

Séances de préparation à la naissance, à l'allaitement et à la parentalité organisées en présence de sages-femmes et de puéricultrices. Nombreux lieux d'accueil parents-enfants mis en place sur le département, souvent en partenariat.

## SERVICE AU PUBLIC

---

### **Bilans de santé en école maternelle (Eval Mater)**

Dispositif de prévention et de protection, comprenant des actions de dépistage, des visites médicales en présence des parents, ainsi qu'un accompagnement des enfants présentant un problème pouvant retentir sur les apprentissages et la socialisation. 22 103 enfants ont fait l'objet d'un bilan dont 5 708 ont été vus par un médecin.

### **Accueil individuel des jeunes enfants dans le département**

- > 8 372 assistants maternels agréés offrant 25 426 places d'accueil,
- > 29 Maisons d'assistants maternels regroupant 78 assistants maternels qui proposent 270 places d'accueil.

### **Accueil collectif des enfants de moins de 6 ans**

- > 514 établissements soit 18 263 places autorisées,
- > 24 nouvelles structures ont été ouvertes cette année.
- > 6 établissements ont fermé. Au final, ce sont 448 places nettes qui sont créées.

## PROTECTION DE L'ENFANCE

### **Protection de l'Enfance**

Instruction des informations préoccupantes et suivi médical des enfants confiés :

- > coopération avec la Direction Enfance Famille permettant la mise en place d'un dispositif ayant pour objectif de renforcer le suivi sanitaire de ces enfants,
- > le schéma Enfance Famille 2016/2020 met l'accent sur le suivi santé des enfants confiés à l'ASE et l'adaptation des modes d'accueil concernant les adolescents.

### **Agrément des assistants familiaux**

En 2016, 150 personnes ont assisté aux 11 sessions d'information. 756 assistants familiaux offrent 1 437 places d'accueil. Leur nombre décroît, tout comme le nombre de places offert.

### **Partenariats dans le champ de la Petite Enfance**

Organisation de la première Assemblée générale du Schéma Départemental des Services aux Familles. Reconduction des appels à projets Petite Enfance et Santé Publique

## SANTÉ PUBLIQUE

### **Dépistage et traitement des infections sexuellement transmissibles.**

### **Lutte contre la tuberculose via les Centres de Lutte Anti-Tuberculeuse, réalisation de consultations et travail de traitement des signalements.**

**2016** : 1 196 séances de consultations, 11 130 actes de consultations représentant 5 279 personnes inscrites,

### **Planification familiale**

Séances organisées dans les Centres de Planification ou d'Éducation Familiale (CPEF), permettant aux usagers de bénéficier des différents types de contraception et de proposition de dépistage des maladies sexuellement transmissibles.

### **Vaccination**

Séances à destination des jeunes et des adultes dans les villes qui ne disposent pas de Service Communal d'Hygiène et de Santé (SCHS).

### **Prévention des cancers**

Politique volontariste du département en partenariat avec l'association ARCADES (dépistages, vaccination contre le papillomavirus proposés aux jeunes femmes).

### **Prévention et accompagnement du handicap**

Participation des médecins de protection infantile aux équipes techniques pluridisciplinaires visant l'intégration des enfants handicapés à l'école maternelle et dans les modes d'accueil de la petite enfance.

### **Santé bucco-dentaire, asthme, saturnisme, autisme**

- > actions d'information et de prévention en matière d'hygiène bucco-dentaire et d'asthme.
- > lutte contre le saturnisme, en collaboration avec l'hôpital Nord.
- > repérage des troubles du développement psychologique (autisme) initié lors de l'examen du 24<sup>ème</sup> mois.

### **Éducation à la santé**

Intervention en consultation pédiatrique et en école maternelle, dans le domaine de l'obésité infantile, de la planification familiale, de la santé sexuelle.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

**Participation financière aux actions de santé publique (subventions, partenariats...)**

Subventions aux associations et hôpitaux.

## SOUTIEN

---

**Mission Promotion de la Santé**

Travail autour de la stratégie et rédaction d'outils d'information en santé, en interne comme en externe.

**Système d'information, analyses de données et statistiques**

Expertise pour le développement de logiciels et la fourniture de statistiques.

### PERSPECTIVES

**Modification de l'organigramme de la Direction :**

- > finalisation du déploiement du dossier patient informatisé,
- > amélioration de l'accessibilité des services,
- > développement des partenariats.

**Protection Maternelle et Infantile**

- > favoriser l'accès à la contraception des jeunes, formation de toutes les sages-femmes (contraception et suivi gynécologique), formation à l'IVG médicamenteuse.

**Accueil de la Petite Enfance**

- > adapter le logiciel de gestion des agréments assistants maternels (Genesis).

**Santé publique**

- > développer les actions auprès des publics les plus concernés et/ou les plus précaires,
- > accentuer le travail d'action de prévention et de dépistage « hors les murs ».





# > DIRECTION ENFANCE FAMILLE

**FAITS MARQUANTS 2016** Vote du Schéma Départemental Enfance Famille.

## MOYENS

Moyens humains	
TOTAL	145

Budget 2016 (K€)	
Fonctionnement	196 617,00
Investissement	300,00
TOTAL	196 917,00

## MISSIONS

### L'ADOPTION ET LA RECHERCHE DES ORIGINES

- > **L'agrément** : délivrance de 90 agréments, et 21 refus pour 136 candidats qui ont confirmé leur demande après l'information collective,
- > **L'accompagnement des candidats et adoptants** : 97 rendez-vous et 26 rapports d'intégration réalisés. 153 entretiens de préparation à l'apparentement et 218 visites à domicile de suivis d'intégration des enfants.
- > **L'adoption** : depuis 2016, les projets d'adoption qui aboutissent sont plus nombreux au national qu'à l'international (35 contre 28). Les admissions (pupilles de l'État), sont en hausse suite, notamment, à des requêtes plus nombreuses en déclaration judiciaire de délaissement effectuées par le service départemental d'aide sociale à l'enfance,
- > **La recherche des origines et l'archivage**  
97 personnes ont sollicité un accompagnement pour la consultation de leur dossier, et la recherche de leurs origines, chiffre en augmentation notable (+ 27 %).

## LES ACTIONS DE PRÉVENTION

### 📊 Actions éducatives individuelles en milieu ouvert (AEIMO)

Ordonnées par les juges des enfants, financées par le Département l'AEIMO concerne mensuellement 3 845 jeunes concernés mensuellement avec un total de 1 427 000 journées d'intervention pour 4 associations.

### 📊 Actions de prévention collective spécialisée

Environ 15 000 jeunes concernés dans 22 communes du département représentant 85 points de travail. La mission est assurée par 2 associations.

### 📊 Prévention auprès des jeunes

Des conventions sont signées avec des associations intervenant dans le domaine de la scolarité, de la prévention de l'inadaptation sociale par des actions d'animation ou d'insertion préprofessionnelle et du logement.

### 📊 Subventions - participations

- > protection de l'enfance - soutien à la parentalité : Conventions avec les associations pour des actions dans les domaines de la prévention des risques de maltraitance/prostitution,
- > participation au financement d'actions autour de la santé des jeunes.

### 📊 Autres activités du service

Réponses adaptées aux populations Roms assurées par le référent départemental.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

## LA CELLULE DE RECUEIL DES INFORMATIONS PRÉOCCUPANTES (CRIP)

---

- > réorganisation autour d'une entrée unique, en mai 2016, afin de centraliser toutes les informations laissant supposer qu'un mineur est en danger ou en risque de l'être. Sectorisation mise en place pour un meilleur traitement des informations préoccupantes. En découle une augmentation de l'activité de 36 %,
- > 4 232 informations entrantes reçues, dont 2 486 qualifiées de préoccupantes,
- > séances d'information en interne et envers les partenaires permettant de clarifier les rôles et les procédures, et de renforcer la sécurisation du dispositif,
- > transfert de l'hébergement d'urgence à la Direction des Territoires et de l'Action Sociale.

## L'ACCUEIL FAMILIAL

---

- > mise en place de nouveaux outils optimisant la gestion des places disponibles et générant un taux d'employabilité plus important,
- > 530 assistants familiaux dont 489 domiciliés dans les Bouches-du-Rhône et 41 en dehors.
- > élaboration amorcée d'un guide d'harmonisation des pratiques du service,
- > animation d'ateliers de travail par les référents de l'Équipe d'Accompagnement Professionnel (300 personnes réunies),
- > travail préparatoire à la mise en place de l'album de vie pour les enfants de 0 à 11 ans,
- > formation statutaire des assistants familiaux concernant 150 personnes. 140 se sont déplacées pour la 6<sup>e</sup> journée des assistants familiaux.

## LES ÉTABLISSEMENTS

---

- > évolution du dispositif d'accueil comprenant 5 catégories d'établissement
- > maisons d'enfants à caractère social ; Accueils d'urgence ; Accueils mère/enfant et famille ; Lieu de vie et d'accueil ; Structures à caractère expérimental, pour un nombre total de places de 2 428 (dont 58 places supplémentaires en 2016).
- > renforcement de l'offre d'accueil pour certains publics. Ouverture de dispositifs dédiés aux adolescents vulnérables.
- > extension de capacité de structure dédiée aux mineurs non accompagnés. Ouverture en août 2016 de 19 nouvelles places à La Galipote.
- > renouvellement d'autorisation de fonctionnement des établissements suite aux évaluations externes. Sur 46 établissements, 32 ont fait l'objet d'un arrêté pour le renouvellement de leur autorisation en janvier 2017.

## LES PRESTATIONS ET LA COORDINATION INFORMATIQUE

---

Mandatement des allocations, gestion de la commission de recours des aides financières, gestion de la base de données informatiques GENESIS, contrôle quotidien des dossiers informatiques enfants, fournisseurs, assistants familiaux et suivi des dossiers de gestion des sinistres causés ou subis par les enfants confiés à l'ASE,

- > écriture de tutoriels en ligne sur Intranet (informations préoccupantes notamment),
- > prise en main du logiciel HR net, moteur de paye et contrôle de la N4DS,
- > participation au groupe de travail relatif au référentiel unifié usager DGAS.

## OBSERVATOIRE DÉPARTEMENTAL DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

- > finalisation et vote du Schéma Départemental 2016-2020,
- > mise en œuvre de la centralisation des informations préoccupantes,
- > mise en place d'un dispositif de mise à l'abri et d'évaluation des MNA par l'Addap13 (Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention 13).

### PERSPECTIVES

#### > En transversalité, sur la direction :

- mise en œuvre du Projet pour l'Enfant,
- développement du parrainage,
- adaptation du dispositif d'accueil départemental et du dialogue de gestion avec les associations,
- développement de l'externalisation des rencontres parents-enfants en présence d'un tiers.

#### > Actions de prévention :

- renforcement du dispositif du parrainage de proximité,
- externalisation accrue du dispositif de protection de l'enfance : visites en présence d'un tiers par conventionnement de cinq associations.

#### > Cellule de recueil des informations préoccupantes :

- signature du protocole cadre et des annexes au protocole,
- Publication du guide de l'information préoccupante.

#### > Accueil familial :

- campagne de communication autour du métier d'assistant familial,
- élaboration et mise en place d'une formation dispensée par le SAF à destination des travailleurs sociaux de MDS sur le thème de l'accueil familial.

#### > Observatoire départemental de la protection de l'enfance :

- suivi de la mise en œuvre du Schéma Départemental Enfance-Famille 2016-2020,
- nouvelles missions dévolues à l'ODPE par la loi du 14 mars 2016 : élaboration d'un programme annuel de recherche, d'observation et d'expertise; réalisation d'un bilan annuel des formations et élaboration d'un programme pluriannuel des besoins de formation de tous les professionnels de l'enfance dans le département.



DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

## > DIRECTION DES MAISONS DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE

**FAITS MARQUANTS 2016** Accueil d'un flux important de mineurs non accompagnés.

### MISSIONS

La Direction des Maisons de l'Enfance et de la Famille des Bouches-du-Rhône regroupe au sein d'une entité unique, organisée sous la forme d'un service non personnalisé, 12 maisons et services d'accueil et d'hébergement réparties sur l'ensemble du département.

La mission de la DiMEF est d'assurer, 24h/24h et toute l'année, l'accueil d'urgence des mineurs en danger ou susceptibles de l'être, confiés à la Présidente du Conseil départemental (Direction de l'Enfance et de la Famille, sous couvert de la D.G.A.S.) par l'autorité judiciaire au titre de la protection de l'enfance, par les parents dans le cadre d'un contrat d'Accueil Provisoire ou sur un accueil administratif de 5 jours selon les modalités de la circulaire Interministérielle du 31 mai 2013. Cet accueil d'urgence se décline selon les modalités suivantes : Accueillir, Apaiser, Observer, Orienter.

La finalité de cet accueil est de réaliser un bilan en vue d'une orientation adaptée à la problématique du mineur :

- > retour en famille,
- > placement en famille d'accueil,
- > placement en établissement,
- > accueil en lieux de vie ou institutions spécialisées.

### FAITS MARQUANTS 2016

- > fermeture ponctuelle de la Maison de l'Enfance et de la Famille Le Lys suite à des problèmes avec les jeunes accueillis. Cette fermeture d'un mois a permis de favoriser la genèse d'un nouveau projet de service avec une équipe apaisée,
- > forte progression du flux de Mineurs Non Accompagnés en 2016.



## BILAN DES ACTIONS

La DiMEF accueille exclusivement des enfants confiés à la DGAS, soit par accord parental contractualisé ou non avec la Direction Enfance Famille (Accueil Provisoire ou Accueil Administratif 72 h), soit par décision de Justice.

En 2016 : 1 120 enfants accompagnés, 931 enfants accueillis et 74 545 journées réalisées.

Le siège de la DIMEF comprend :

- > la direction générale,
- > la direction des ressources humaines,
- > la direction des services économiques et des finances,
- > la direction des affaires pédagogiques,
- > les services de régulation jour et nuit, le service accueil rapatriement, chargés de centraliser la gestion des admissions, de la mutualisation des moyens d'accueil entre les structures et du suivi des procédures d'orientation.

Les 12 structures d'accueil ont chacune à leur tête un chef de service doté des délégations nécessaires pour assurer la gestion quotidienne de chaque unité, la continuité et la qualité de l'accompagnement éducatif.

### **Accueil des Mineurs Non Accompagnés**

Il s'agit de mineurs pour lesquels notre dispositif est sollicité du fait de l'absence d'un représentant légal de l'autorité parentale. Deux prescripteurs sont essentiellement impliqués : la Direction Enfance Famille par le biais d'une Inspectrice dédiée et le Tribunal pour Enfants.

En 2016, ont été accueillis 344 mineurs pour 499 demandes, en priorité au service appartements ou hébergés pour une nuit en hôtel et suivis par le Service de régulation.

### **Service de Régulation**

Ce service est l'interface entre les prescripteurs d'une part, les demandeurs et les MEF d'autre part, et services d'accueil. Il fonctionne depuis 2010 en continu de 9 h à 7 h. Cette organisation assure la continuité du service et permet de s'adapter à la hausse des demandes d'accueil.

## PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

**En 2017, la Direction va poursuivre ses missions et assurer :**

- > le service éducatif à domicile,
- > le développement du placement familial en pouponnière par la requalification de places de sureffectif d'internat.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE



# > CENTRE MÉDICO PSYCHO PÉDAGOGIQUE DÉPARTEMENTAL

**FAITS MARQUANTS 2016** Développement d'un accueil d'adolescents pris en charge par la Protection Judiciaire de la Jeunesse.

## MISSIONS

Le Centre Médico-Psycho Pédagogique Départemental (CMPPD) est habilité et financé par l'Agence Régionale de Santé en tant qu'Établissement Social et Médico-Social (ESMS).

Administrativement, c'est une Direction du Conseil Départemental, placée sous l'autorité du Directeur Général Adjoint de la Solidarité. Le CMPPD met en place des actions dans le cadre de la prévention et des soins en santé mentale auprès d'enfants et d'adolescents de moins de 20 ans et de leurs familles.

## MOYENS

Moyens humains	
TOTAL	43

Budget 2016 (K€)	
Fonctionnement	2 350,50
Investissement	14,00
TOTAL	2 364,50

## BILAN DES ACTIONS

### Les projets institutionnels en 2016

- > le CMPPD poursuit la mise en œuvre de la démarche d'Évaluation externe. Il s'agit d'une obligation réglementaire pour les établissements médico-sociaux,
- > prise en charge pluri-hebdomadaire des adolescents du dispositif soins hébergement ABRI-MDA (DAM) : 5 adolescents placés, présentant des troubles mentaux et comportementaux sévères,
- > développement d'un accueil d'adolescents pris en charge par la Protection Judiciaire de la Jeunesse qui relève des AEUR et des Classes Passerelles des collèges de Marseille,
- > poursuite du travail de lien et de coordination entre la Maison Départementale des Adolescents et l'UPado du CMPPD dans le cadre de la prise en charge d'adolescents.

## PERSPECTIVES 2017

- > poursuite des liens transversaux avec les autres CMPP,
- > étude de la formalisation d'un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens avec l'ARS,
- > poursuite du renforcement des liens avec l'Éducation Nationale,
- > partenariat avec l'Institut Supérieur de Rééducation Psychomotrice de Marseille.

# > MAISON DÉPARTEMENTALE DE L'ADOLESCENT

**FAITS MARQUANTS 2016** Animation de conférences grand public.

## MISSIONS

La Maison Départementale de l'Adolescent (MDA) s'inscrit dans un projet de prévention et de soin des troubles liés à l'adolescence et de protection de l'enfance.

La MDA est un dispositif de prévention et de traitement des difficultés sévères et de la souffrance globale (psychologique, physique ou sociale) des adolescents de 11 à 18 ans et de leur famille.

Ses missions sont réalisées par :

- > un accueil sans rendez-vous des adolescents et/ou de leur famille 6 jours sur 7,
- > le suivi et le traitement multidisciplinaire de courte à moyenne durée sur site, de façon individuelle ou en groupe,
- > l'activation et la coordination du réseau des partenaires.

## BILAN DES ACTIONS

### 📊 Actions individuelles et suivis des adolescents et leurs familles :

- > 10 681 appels reçus d'adolescents, de familles, de professionnels, des services du Conseil départemental.
- > 558 accueils sur le site,
- > consultations avec rendez-vous proposées et réalisées après l'accueil :  
6 956 rendez-vous,
- > 212 adolescents reçus en ateliers thérapeutiques.

### 📊 Actions collectives et partenariales

10 équipes éducatives réalisées au sein des établissements scolaires un cycle de formation réalisé auprès des Juges du Tribunal pour Enfants de Marseille ; des interventions auprès des assistantes familiales.

### 📊 Actions de prévention et de communication grand public

Animation de conférences grand public.

## PERSPECTIVES

- > développement de l'activité de recherche en pédopsychiatrie sociale et préventive,
- > articulation avec le CMPPD (Convention MDA / CMPPD en cours),
- > confirmation des activités collectives culturelles,
- > développement d'un axe de prévention avec les partenaires (addictions, nutrition et parentalité).

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

## > DIRECTION DES TERRITOIRES ET DE L'ACTION SOCIALE

**FAITS MARQUANTS 2016** Renforcement de l'accompagnement social afin d'agir en amont des expulsions domiciliaires.

### MISSIONS

En charge des politiques publiques sociales du département, la Direction des Territoires et de l'Action Sociale (DITAS) exerce ses missions transversales en collaboration avec les directions centrales de la DGA de la Solidarité en particulier la DEF et la DPMISP. À ce titre, elle anime et coordonne les actions de solidarité sur les territoires des Maisons Départementales de la Solidarité (MDST). Elle met en œuvre la politique du logement et les dispositifs de lutte contre les exclusions.

La direction est composée de l'ensemble des agents des 21 MDS de Territoire, des 8 MDS de Proximité ainsi que des services centraux.

### MOYENS

#### Moyens humains

Catégorie A	321
Catégorie B	796
Catégorie C	187
<b>TOTAL</b>	<b>1 304</b>

#### Budget 2016 (K€)

Fonctionnement	16 869,50
Investissement	2 500,00
<b>TOTAL</b>	<b>19 369,50</b>

### PERSPECTIVES

- > réalisation du Schéma Départemental de l'Action Sociale,
- > réflexion sur l'organisation des MDS avec la DPMISP et la DEF et notamment sur les périmètres d'interventions en particulier le périmètre hors Marseille,
- > mise en œuvre des préconisations issues des groupes experts des MDS après validation de la collectivité dans le cadre de la démarche d'évaluation afin d'optimiser les ressources et rendre un meilleur service à l'usager à décliner dans les projets de territoire,
- > modernisation et simplification des procédures (imprimés, supports de communication, formulaires), développement des processus de dématérialisation et d'informatisation,
- > mise à disposition des données à la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant le service logement.

## DIRECTION ADJOINTE DES MOYENS GÉNÉRAUX

### MISSIONS

La Direction Adjointe des Moyens Généraux (DAMG) assure le suivi et la gestion des moyens humains, techniques du bâtiment et logistiques des Maisons Départementales de la Solidarité de Territoire, mais aussi des Directions centrales et de leurs sites déconcentrés.

Elle conduit le pilotage de la Démarche Qualité de l'Accueil (DQA) au sein de la DGAS et participe au développement des outils informatiques et à la formation des agents.



## BILAN DES ACTIONS

En 2016, elle a accompagné les 29 sous-régisseurs nommés dans les territoires pour la gestion du nouveau dispositif des Chèques d'Accompagnement Personnalisé (CAP) en faveur des usagers les plus démunis.

Pour la Démarche Qualité de l'Accueil (DQA), elle s'est fortement impliquée dans l'accompagnement des 45 sites de la DGAS.

Les deux sous-directions adjointes de la DITAS ont mené plusieurs actions de dématérialisation de dossiers.

## PERSPECTIVES

- > participer au plan de dématérialisation des factures initié par la Direction des Finances,
- > procéder à une reprise du site intranet de la DITAS dans le cadre de son évolution,
- > mettre en œuvre le transfert de la gestion du FSL à la Métropole et assurer le suivi des avenants de prolongation des marchés passés avec la CAF.

## DIRECTION ADJOINTE DE L'ACTION SOCIALE

### MISSIONS

La Direction Adjointe de l'Action Sociale veille à la mise en œuvre des politiques sociales sur les territoires et à l'efficacité des dispositifs d'aides au bénéfice des usagers du Département.

## LE SERVICE DE L'ACTION SOCIALE

### Les relations aux usagers

Le dispositif permet de répondre aux courriers des usagers s'adressant directement au Département ou transmis par l'intermédiaire des élus et des services de l'État. Le processus de dématérialisation du dispositif a été installé cette année.

### Le dispositif « classes transplantées »

Il permet le départ d'enfants issus de familles habitant dans des quartiers prioritaires. Cette année, la nouvelle procédure simplifiée du dispositif a favorisé une meilleure participation des écoles et des MDS.

### Les actions transversales et la dynamique partenariale

Le service a participé à des instances partenariales afin de faciliter l'accès des usagers aux dispositifs d'aide. Le service a continué sa collaboration avec la DGA du Cadre de Vie autour des séjours éducatifs et sportifs et de la démarche « Ensemble en Provence ».

Par ailleurs, le dispositif d'hébergement en hôtel géré jusqu'alors par la Direction de l'Enfance-Famille, a été confié au SIAO sous le pilotage du Service de l'Action Sociale dont une procédure est en cours de rédaction. À cet effet, un agent du service de l'action Sociale a été nommé Référent administratif du « pôle hébergement d'urgence ».

### Le soutien au secteur associatif

Dans le cadre de l'action sociale généraliste, le service soutient des associations qui assurent une action complémentaire aux MDS.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

## LE SERVICE ACCOMPAGNEMENT ET PROTECTION DES MAJEURS (SAPM)

---

### **Le dispositif des Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP)**

Ces mesures se déclinent en 2 niveaux : la MASP de niveau I qui constitue une aide éducative à la gestion budgétaire et la MASP II qui prévoit une perception et une gestion des prestations sociales.

### **La Mesure d'Accompagnement Judiciaire (MAJ)**

La MAJ est une mesure qui tend à désigner un mandataire judiciaire percevant tout ou partie des prestations sociales d'une personne majeure.

### **L'évolution des informations préoccupantes des adultes vulnérables**

Les MDS ont traité 151 informations préoccupantes de situations d'adultes vulnérables.

### **Le dispositif des mesures d'accompagnement social lié au logement (ASELL)**

En 2016, 43 opérateurs ont été subventionnés pour la mise en œuvre de 1 464 mesures ASELL, ce qui correspond à 84 projets conventionnés pour un montant total de 3 451 160 €.

## LE SERVICE DU LOGEMENT

---

### **La prévention des expulsions domiciliaires**

4 838 demandes d'enquêtes sociales ont été transmises aux MDS dans le cadre des assignations aux fins de résiliation de bail.

Le Conseil départemental a mis l'accent sur l'accompagnement social avec l'objectif d'agir le plus en amont possible.

### **Bilan du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL)**

Le transfert à la Métropole de l'attribution des aides financières individuelles au titre du FSL est effectif à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2017. Par convention, la Métropole a confié au Département la mise en œuvre de la compétence relative à l'attribution des aides financières individuelles du FSL jusqu'au 31 décembre 2017

## **PERSPECTIVES**

En 2017, la DAAS sera mobilisée sur les actions nouvelles concernant :

- > le transfert du FSL à la Métropole et son internalisation sur les 3 EPCI hors Métropole,
- > le lancement de la saisine directe par l'utilisateur d'une demande d'aide FSL,
- > la réécriture de la charte de prévention des expulsions locatives.

## LES MAISONS DÉPARTEMENTALES DE LA SOLIDARITÉ

### MISSIONS

L'organisation des Maisons Départementales de la Solidarité se structure autour de trois missions : enfance-famille, cohésion sociale, promotion de la santé et de cinq programmes : santé, protection maternelle et infantile, protection de l'enfance, prévention sociale et protection des majeurs.

Les 21 MDS de territoire et les 8 MDS de proximité regroupent 1 183 postes budgétaires.

Outre le fonctionnement des sites, les directeurs de MDS pilotent les actions de solidarité menées sur leur territoire et de manière transversale avec les partenaires.

L'accueil et l'accompagnement des publics en matière sociale et médico-sociale se déclinent en interventions individualisées et collectives concernant deux grandes politiques publiques : la Protection de l'Enfance et la lutte contre les exclusions.

Les MDS travaillent en lien avec les autres directions de la collectivité et les associations.

### BILAN DES ACTIONS

Dans le cadre de la lutte contre le décrochage scolaire, les MDS participent à des cellules de veille éducative en école primaire avec un repérage précoce par les enseignants des situations dites préoccupantes.

Toutes les MDS sont impliquées dans la lutte contre la précarité énergétique en mobilisant les aides individuelles du FSL pour éviter l'endettement des familles.

**Le service social développe aussi des actions visant à rompre l'isolement des personnes en favorisant le lien social :** organisation de sorties culturelles, visites d'atelier, participation à des spectacles ou à des expositions.

#### **Concernant la certification de l'accueil en MDS :**

Sites de proximité incontournables pour l'accueil des publics relevant des missions médico-sociales du département, les MDS sont fermement engagées dans la certification AFNOR.

#### **Concernant l'administration générale, la dématérialisation et l'informatisation :**

Le service social a mis en œuvre le traitement électronique des demandes concernant les relations aux usagers en lien avec les services centraux. Plus de 90 % de demandes sont dématérialisées.

#### **Concernant les aspects de sécurité des sites et des personnels :**

Les MDS sont amenées à réfléchir à de nouvelles mesures de prévention et de sécurisation des conditions de travail des agents tout en garantissant un accueil du public de qualité.

### PERSPECTIVES

- > contribuer à la réflexion sur l'élaboration du schéma Départemental de l'Action Sociale,
- > développer les outils et la pratique de l'informatique (Nova, SAP, Outils de plannings).



DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

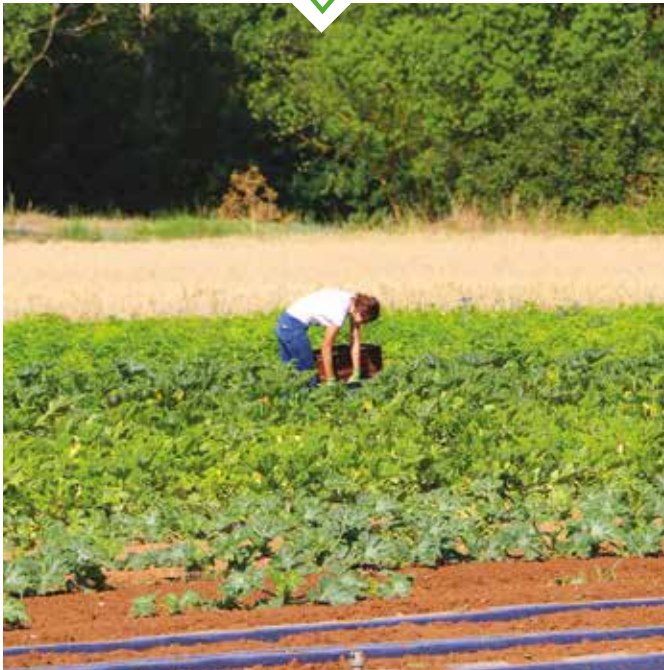
DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

# DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE STRATÉGIE ET DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE



- DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT, DES GRANDS PROJETS ET DE LA RECHERCHE
- DIRECTION DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DES AFFAIRES EUROPÉENNES
- DIRECTION DE L'AGRICULTURE ET DES TERRITOIRES
- LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES
- DIRECTION DES TRANSPORTS ET DES PORTS
- DIRECTION DE LA VIE LOCALE



DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

# > DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT, DES GRANDS PROJETS ET DE LA RECHERCHE

FAITS MARQUANTS 2016 Réorganisation de la Direction et de ses missions.

## MISSIONS

Désormais nommée Direction de l'Environnement, des Grands Projets et de la Recherche (DEGPR), la direction est chargée de :

- > porter les stratégies en matière d'environnement et d'aménagement du territoire,
- > accompagner les grands projets,
- > apporter un soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche,
- > participer aux actions en faveur de l'emploi,
- > contribuer à la connaissance et à la promotion du territoire.

## MOYENS

### Moyens humains

Catégorie A	26
Catégorie B	9
Catégorie C	12
TOTAL	<b>47</b>

### Budget 2016 (K€)

Fonctionnement	10 715,00
Investissement	33 778,80
TOTAL	<b>44 493,80</b>

## DOSSIERS TRANSVERSAUX

### Programmes Européens

Suivi de la nouvelle programmation 2014-2020 des trois fonds structurels : FEDER, FSE et FEADER.

### Contrats de Projets État Région (CPER)

Élaboration de la convention départementale d'application, qui formalise le partenariat financier entre l'État, la Région et le CD13, dans le cadre des co-financements apportés par le Département aux opérations contractualisées dans le CPER 2015-2020.

### Aménagement numérique

Suite à l'élaboration du schéma directeur d'aménagement numérique en 2015, le Département a décidé de réaliser un réseau d'initiative publique très haut débit portant sur les territoires non concernés par les déploiements privés.



# SERVICE STRATÉGIES ENVIRONNEMENTALES DES TERRITOIRES (SSET)

## MISSIONS

Le SSET, rattaché à la DGA SDT et à la DEGPR depuis le 12 juillet 2016, est chargé de trois grandes missions :

- > les actions au travers des territoires,
- > le développement durable,
- > la diffusion de la connaissance et la sensibilisation par le soutien aux associations.

## BILAN DES ACTIONS

### Le service est structuré en trois pôles

**Le Pôle Développement Durable** participe à la transition énergétique, à l'élaboration des Plans départementaux des Déchets non Dangereux et des déchets du BTP (jusqu'à la réalisation du Plan Régional), et au pilotage des études relatives aux énergies renouvelables.

**Le Pôle Territoire** suit les structures de gestion d'espaces naturels dont le Département est membre. Il apporte son expertise technique au développement de la politique environnementale du CD13 et participe à la cohérence du développement des territoires.

**Le Pôle amélioration de la connaissance** : Le Département soutient les associations œuvrant dans l'amélioration des connaissances et la diffusion d'information concernant notamment : la préservation de la biodiversité et des ressources naturelles, la prévention des risques naturels et le développement durable.

## PERSPECTIVES

L'année 2017 sera mise à profit pour concrétiser sept projets, validés en comité stratégique, qui illustrent la nouvelle stratégie environnementale :

- > **atlas de la biodiversité** : sensibiliser les collégiens à la richesse et la fragilité de notre biodiversité. Un livret à destination de chaque élève de 6<sup>ème</sup> sera élaboré,
- > **hospitalités du GR2013** : développer les usages du GR2013 avec une offre complémentaire : il sera proposé d'installer des signaux artistiques sur le parcours,
- > **sports de pleine nature** : positionner le Département comme acteur majeur pour un développement maîtrisé des sports de pleine nature. Une Commission Départementale des Espaces Sites et Itinéraires (CDESI) sera mise en place en vue d'élaborer un Plan Départemental permettant de labelliser des sites et bâtir une offre touristique dédiée,
- > **fonds "Air-Bois"** : créer un fonds "Air-Bois" pour soutenir les particuliers souhaitant remplacer un chauffage polluant par un équipement moins émissif en particules fines,
- > **nature en Ville** : permettre le retour de la nature en ville. Il est proposé d'installer des ruches en zone urbaine : le premier site choisi sera le toit terrasse de l'HD13,
- > **station VTte** : installer un démonstrateur en espace naturel qui propose des VTT électriques à la location,
- > **déploiement de bornes électriques pour véhicules électriques** : le projet consiste à installer 200 bornes électriques sur le territoire.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

## SERVICE URBANISME GRANDS PROJETS

---

L'enjeu est de conforter l'attractivité et la compétitivité du territoire en soutenant le développement des équipements structurants et des grandes opérations d'aménagement.

La loi NOTRe a nécessité la modification des modalités du soutien aux opérations à vocation économique.

### BILAN DES ACTIONS

#### Améliorer l'attractivité et l'accessibilité du Département

- > soutien au développement du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM),
- > participation à l'opération Euroméditerranée,
- > soutien au développement du transport de marchandises,
- > accompagnement des études de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur.



#### Promouvoir une gestion économe et équilibrée de l'espace

Le service donne un avis sur les documents locaux d'urbanisme et de planification en matière d'aménagement du territoire et d'aménagement commercial. Il participe également à l'élaboration des 17 Plans de Prévention des Risques Technologiques du Département.

#### Conforter le développement local

- > revitalisation des Chantiers navals de La Ciotat,
- > développement de l'Europôle Méditerranéen de l'Arbois : Les lois "NOTRe" et "MAPTAM" ont conduit fin 2016 à la dissolution et au transfert des effectifs, des missions et du financement du syndicat mixte Arbois du Département à la Métropole,
- > soutien au développement des zones d'activités : la loi NOTRe interdit l'action Départementale en matière économique : le dispositif en faveur des associations va devoir s'exercer en matière de soutien à l'emploi.

### PERSPECTIVES

En 2017, le service pilotera le plan transport et le numérique. Il participera à l'émergence et au pilotage de projets nouveaux en matière d'aménagements routiers, d'aides aux investissements communaux, de soutien à l'équipement de laboratoires publics de recherche.



## SERVICE PARTENARIATS POUR L'EMPLOI (EX SERVICE ENTREPRISES)

### MISSIONS

Dans le cadre des nouvelles dispositions légales, l'activité du service a évolué, avec notamment la fin des aides aux entreprises au 1<sup>er</sup> janvier 2016. Une réflexion a été menée en vue de redéployer les moyens du service sur les thématiques de l'emploi.

### BILAN DES ACTIONS

#### Les aides aux entreprises

L'essentiel des dispositifs a pris fin au 1<sup>er</sup> janvier 2016 mais deux exceptions ont subsisté :

- > l'aide aux investissements de modernisation des entreprises industrielles agroalimentaires : ce dispositif vise à accompagner la modernisation de ces entreprises, et donne des résultats très encourageants. En 2016, 7 entreprises ont été aidées pour un montant de 270 000 €,
- > les Sociétés Coopératives de Production (SCOP) : la loi les a autorisées à bénéficier d'aides publiques. Le Conseil Départemental a mis en place un dispositif de subventions d'équipement destiné à aider les SCOP. En 2016, 20 entreprises ont été aidées pour un montant de 144 000 €.

#### Le soutien aux acteurs économiques

La loi NOTRe a instauré une année transitoire en 2016, pendant laquelle les départements ont été autorisés à maintenir le financement aux organismes intervenant en faveur du développement économique. C'est le choix qui a été fait par notre collectivité.

Le Département finance des organismes intervenant en matière : d'économie sociale et solidaire, d'accueil et d'accompagnement des créateurs d'entreprises, de développement d'entreprises déjà créées et d'actions d'animation économique. Sur l'ensemble de la politique, 67 associations ont fait l'objet d'un soutien, pour un montant global d'intervention de 1 558 000 €.

### PERSPECTIVES

Mise en place d'un nouveau dispositif dénommé « pactes d'objectifs », dont l'objet est de faire basculer les moyens engagés avec nos partenaires du développement économique vers l'emploi.

Il s'agit de plans d'actions permettant de mobiliser nos partenaires pour :

- > détecter des postes susceptibles d'être proposés aux bénéficiaires du RSA et aux jeunes,
- > informer les entreprises sur les dispositifs permettant de recruter des bénéficiaires du RSA et des jeunes,
- > organiser des opérations permettant de rapprocher l'offre de la demande notamment au travers de l'Accélérateur de l'emploi,
- > mettre en place des actions spécifiques aux secteurs créateurs d'emplois.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

# SERVICE OBSERVATOIRE (EX SERVICE ÉTUDES ET PARTENARIATS)

---

## MISSIONS

- > organiser et rendre accessible l'information socio-économique, statistique et géographique du territoire,
- > mettre en œuvre la politique publique du tourisme.

## BILAN DES ACTIONS

Dans le cadre de la période transitoire permise par la loi NOTRe, le service a pu maintenir ses actions en faveur de l'attractivité économique et de la promotion des atouts du département.

### **L'information économique et statistique**

Le service a engagé une réflexion sur la création d'un Observatoire permettant d'identifier les évolutions et changements du territoire.

### **La cartographie**

L'activité du pôle s'est structurée autour de la production de cartes ou données géographiques.

### **Manifestations à caractère économique**

Le service a instruit 18 dossiers de manifestations à caractère économique pour une enveloppe de 388 000 €.

### **Provence Promotion**

En charge du suivi administratif et financier de la subvention accordée à l'Agence de développement économique Provence Promotion, le service a suivi les Conseils d'Administration et Assemblées générales.

### **Suivi de la politique publique tourisme**

- > suivi du partenariat avec Bouches-du-Rhône Tourisme,
- > suivi de la gestion du dispositif départemental d'aide à l'organisation de congrès dans les Bouches-du-Rhône,
- > instruction des dossiers de demande de financement des opérateurs touristiques.

### **Schéma départemental d'accessibilité des services aux publics**

L'État et le Département ont engagé dès avril 2016 un partenariat pour élaborer le schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public des BDR.

Le service Observatoire pilote la démarche : la phase de diagnostic préalable a été réalisée dans le cadre d'une convention d'étude tripartite.

## PERSPECTIVES

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, le service ne pourra plus conduire d'action de promotion économique. Il réorientera ces actions vers la promotion du territoire. Plusieurs actions sont prévues en 2017 :

- > la consolidation de l'Observatoire,
- > la mise en œuvre de la politique tourisme selon les axes des États Généraux de Provence et du futur schéma départemental du tourisme défini en 2017,
- > la poursuite du schéma départemental d'accessibilité des services aux publics.

## SERVICE DE LA RECHERCHE ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

### MISSIONS

Dans le cadre des nouvelles dispositions légales, l'activité du service a évolué, avec notamment la fin des aides aux entreprises au 1<sup>er</sup> janvier 2016. Une réflexion a été menée en vue de redéployer les moyens du service sur les thématiques de l'emploi.

### BILAN DES ACTIONS

La politique du Conseil Départemental en matière de recherche et d'enseignement supérieur a pour objectif la consolidation des pôles de compétences de l'enseignement supérieur et de la recherche dans le Département et la participation à l'émergence de grands projets structurants.

Dans le cadre de la période transitoire permise par la loi NOTRe, le service a pu financer les structures de soutien aux activités économiques. En revanche, la participation aux projets collaboratifs par le soutien des laboratoires de recherche publique n'a pas pu être poursuivie.

#### Cette politique se décline autour des actions suivantes

- > le soutien à la recherche et à l'innovation : par le biais de subvention d'équipements de recherche au bénéfice des laboratoires de la recherche publique du département,
- > la consolidation des pôles d'enseignement supérieur et de recherche et l'accompagnement des projets de l'Université d'Aix-Marseille, des organismes de recherche publique et des établissements d'enseignement supérieur,
- > la promotion de la diffusion des connaissances scientifiques et de l'accès à l'enseignement supérieur et à la recherche (Programme PROTIS) : le Conseil Départemental s'est engagé auprès des établissements d'enseignement supérieur dans la mise en place du programme PROTIS (Provence Terre d'Itinéraires Scientifiques). Il poursuit un objectif de promotion de l'égalité des chances, en favorisant l'accès de tous les collégiens du département à l'enseignement supérieur et à la recherche,
- > le rayonnement scientifique du territoire,
- > le service a organisé la première édition du « Prix départemental pour la recherche en Provence » avec pour objectif de mettre en lumière la diversité et la fécondité de la recherche publique dans notre département,
- > le soutien aux actions de professionnalisation des étudiants,
- > la participation aux projets structurants de coopération et de mutualisation comme ITER, la plateforme CIMPACA, La Cité des Énergie (CEA Cadarache).

### PERSPECTIVES

Participer à l'élaboration et l'intégration des priorités du Département dans la rédaction de la convention territoriale d'exercice partagée à approuver avec la Région, chef de file de la compétence enseignement supérieur et recherche depuis la mise en place des dispositions de la Loi NOTRe.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

# > DIRECTION DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DES AFFAIRES EUROPÉENNES

**FAITS MARQUANTS 2016** Mise en place de missions de promotion du territoire de Provence sur des zones à fort potentiel économique.

## MISSIONS

La Direction des Relations Internationales et des Affaires Européennes est en charge de l'essentiel des relations extérieures du Conseil Départemental dans le cadre de la politique publique des relations internationales, des affaires européennes et des interventions humanitaires :

- > renforcer le rayonnement international et l'ouverture sur l'extérieur du Département,
- > faire connaître à l'étranger les atouts et les potentialités du territoire départemental,
- > promouvoir, valoriser et enrichir les savoir-faire et l'expertise de l'institution,
- > développer l'engagement international et euro-méditerranéen des acteurs du territoire,
- > contribuer à la dynamique événementielle du territoire et à l'accueil de délégations étrangères,
- > maintenir l'aide en faveur des populations souffrantes.

## MOYENS

### Moyens humains

Catégorie A	5
Catégorie B	4
Catégorie C	4
<b>TOTAL</b>	<b>13</b>

### Budget 2016 (K€)

Fonctionnement	1 594,00
<b>TOTAL</b>	<b>1 594,00</b>

## BILAN DES ACTIONS

La collectivité a fait le choix de soutenir des actions sur deux zones prioritaires :

- > l'Europe,
- > les pays relevant de la "liste des pays pauvres prioritaires" ainsi que des pays avec lesquels notre collectivité entretient des relations anciennes : Maghreb, Israël, Palestine, Arménie, Afrique de l'Ouest, une partie de l'Asie du Sud Est.

## L'ANIMATION DE LA DYNAMIQUE INTERNATIONALE DE LA PROVENCE

- > animation de réseaux et d'acteurs locaux,
- > dynamique événementielle locale à dimension internationale : événements mis en place afin de contribuer à l'attractivité du territoire,
- > accueil de délégations étrangères,
- > maintien du dispositif de soutien et animation des acteurs de la vie associative locale menant des projets à l'international.

## LES MISSIONS À L'INTERNATIONAL : LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE ET LES DÉPLACEMENTS POLITIQUES

- > renouvellement du contenu des actions de coopération décentralisée et organisation de déplacements politiques. Trois zones ont été retravaillées : Israël (mairie de Haïfa), Arménie (mairie d'Etchmiadzine), Italie (la feuve Province de Gênes). Deux zones ont été prospectées : le Maroc et la Pologne,
- > les missions de promotion du territoire de Provence sur des zones à fort potentiel économique. En 2016 : visites de Londres et du Japon,
- > les coopérations multipartites de projets sur des thématiques dont le CD13 a la compétence.

## LES AFFAIRES EUROPÉENNES

### La mobilité des jeunes en Europe

La direction s'est investie dans la mise en œuvre des programmes européens favorisant la mobilité des jeunes en Europe (et plus particulièrement les jeunes les plus défavorisés).

### Les déplacements politiques auprès des institutions européennes

La direction apporte un soutien aux déplacements du Délégué aux Affaires Internationales et Européennes et Interventions Humanitaires sur la thématique européenne afin de faire du lobbying en faveur de l'attractivité du territoire des Bouches-du-Rhône.

### Conforter les actions de familiarisation avec le fonctionnement des institutions européennes.

La direction a lancé, en septembre 2016, un appel à projets sur « le 9 mai, la fête de l'Europe ». 15 dossiers de réponses ont été reçus et 6 ont été retenus pour les festivités de mai 2017.

## PERSPECTIVES

- > développer une action de diplomatie économique, en faveur de la création de richesses et du renforcement de l'attractivité du territoire du Département,
- > favoriser son rayonnement à l'étranger au travers d'actions de coopération technique multipartite, de missions économiques, et des déplacements politiques,
- > accompagner le nouvel agenda mondial de développement dit « agenda post 2015 » qui vise à promouvoir un mode de développement durable et inclusif,
- > positionner le Département comme un acteur de poids dans la dynamique européenne du territoire.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

# > DIRECTION DE L'AGRICULTURE ET DES TERRITOIRES

FAITS MARQUANTS 2016 Organisation et succès du premier « Salon des agriculteurs de Provence ».

## MISSIONS

Définir et mettre en œuvre la politique départementale agricole :

- > conception et mise en œuvre de mesures d'aide aux exploitants agricoles,
- > animation de projets et montage d'opérations,
- > animation de commissions « réglementaires » ou partenariales.

## MOYENS

### Moyens humains

Catégorie A	4
Catégorie B	1
Catégorie C	3
TOTAL	8

### Budget 2016 (K€)

Fonctionnement	5 944,00
Investissement	4 220,00
TOTAL	10 164,00

## BILAN DES ACTIONS

### Participation à des groupes de projets internes

Mise en œuvre de projets issus des "États Généraux de Provence" (projet Agrilocal), participation au comité de pilotage du projet de "Salon Départemental de l'Agriculture" et à celui pour l'organisation du stand au Salon International de l'Agriculture de Paris.

### Participation à la démarche préparatoire à l'élaboration d'un Projet Alimentaire Territorial

La Direction de l'agriculture est le partenaire principal de ce projet piloté par la métropole Aix-Marseille-Provence à l'échelle des Bouches-du-Rhône.

#### > Orientation 1 développement économique

**Les dispositifs d'aide du Département envers les agriculteurs :** les aides à la trésorerie pour l'installation des agriculteurs ; les aides aux investissements collectifs et les aides aux investissements en faveur des exploitants engagés dans une conversion en agriculture bio.

#### > Orientation 2 : promotion et valorisation des productions

• **Bilan du "Salon des Agricultures de Provence" :** la première édition du « Salon des agricultures de Provence », a été organisée au domaine du Merle à Salon-de-Provence, en juin 2016 et a été un véritable succès. Cette opération a pour ambition de faire la promotion de l'agriculture provençale auprès du grand public,

• **Marché des producteurs de l'esplanade de Saint-Just :** il répond à l'objectif de développer la commercialisation des produits locaux en circuits courts.

#### > Orientation 3 : protection et aménagement de l'espace

• **Bilan FDGER :** La politique de reconquête des friches agricoles est un enjeu stratégique. Globalement, depuis 15 ans, plus de 2 815 ha d'espaces ont été restitués à l'agriculture, représentant environ 13,8 M€ d'investissements réalisés,

- **Projet spécifique** : le Paen de Velaux : le Paen est une mesure de protection renforcée et durable du foncier agricole contre le risque d'urbanisation. Le Département a approuvé la création d'un Paen dans la plaine agricole de Velaux (300 ha) en 2011.

> **Orientation 4 : aides "protection des exploitations"**

- **Calamités agricoles et "crises économiques"** : Le Département finance des mesures d'indemnisation en particulier lorsque les événements climatiques échappent à tous dispositifs d'aide. En 2016, le Département a mis en œuvre une aide de trésorerie au profit des exploitations professionnelles dont les productions ont été impactées par la crise des légumes d'hiver.
- **Agriculteurs en difficulté** : Le Département apporte son aide, dans la limite de 5 000 € maximum par exploitation, pour couvrir les dettes fournisseurs au profit d'entreprises agricoles qui ont un endettement important mais restent néanmoins viables.

## PERSPECTIVES

En 2017, malgré l'incertitude sur l'étendue du champ de nos compétences en matière agricole, la direction va poursuivre la mise en œuvre de sa politique agricole "proactive".

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

# > LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES

**FAITS MARQUANTS 2016** Renouvellement de l'accréditation par le COFRAC pour tout le laboratoire, et des agréments ministériels.

## MISSIONS

En exerçant ses actions de prévention, de dépistage et de contrôle dans les domaines de la santé humaine, l'environnement, la qualité de l'eau, la sécurité alimentaire, la protection des végétaux et la santé animale et la qualité de l'air intérieur, le laboratoire peut répondre aux priorités du Conseil Départemental concernant la protection de la population du Département, de ses cheptels et de ses productions agricoles.



### **Laboratoire de biologie médicale / Laboratoire de biologie vétérinaire (BM/BV)**

- > biologie médicale : Activité de dépistage et de suivi biologique des usagers des Maisons de la solidarité de la Direction Protection Maternelle et Infantile et Santé Publique,
- > biologie vétérinaire : Le service assure la protection des cheptels contre les maladies contagieuses et lutte contre la transmission des maladies animales aux humains.

### **Laboratoire de contrôle sanitaire des aliments, des eaux et des baignades (CSAEB)**

- > contrôle sanitaire des aliments, des eaux de loisirs, auto contrôles microbiologiques des eaux potables, et surveillance des légionelles dans les réseaux d'eau chaude sanitaire et dans les tours aéroréfrigérantes.

### **Laboratoire de contrôle sanitaire agronomie et environnement (CSAE)**

- > contrôles sanitaires liés à l'agronomie et à l'environnement,
- > recherche de contaminants dans les aliments et l'eau.

### **Pôle assistance technique (AT)**

- > le pôle AT assure la logistique des prestations du laboratoire. Il assure également auprès de ses clients des prestations de conseils sur la sécurité alimentaire, la santé, des audits du contrôle d'application de la législation en vigueur, de la formation à l'hygiène et à la sécurité alimentaire des personnels, et enfin de l'aide à l'obtention des agréments sanitaires.

## MOYENS

### Moyens humains

Catégorie A	10
Catégorie B	33
Catégorie C	24
TOTAL	<b>67</b>

### Budget 2016 (K€)

Fonctionnement	5 359,20
Investissement	173,82
TOTAL	<b>5 533,02</b>



## BILAN DES ACTIONS

### Laboratoire de biologie médicale (BM)

Le laboratoire de biologie médicale a traité 38 730 dossiers : augmentation des analyses de biologie moléculaire, légère diminution des dépistages des hépatites.



### Laboratoire de biologie vétérinaire (BV)

Les analyses vétérinaires ont été réalisées sur 74 720 échantillons : 74 189 échantillons analysés en sérologie et 531 prélèvements traités en autopsie/bactériologie, parasitologie.

### Laboratoire de contrôle sanitaire des aliments, des eaux et des baignades (CSAEB)

- > sécurité alimentaire : en 2016, l'unité a traité 16 759 échantillons (stabilité par rapport à 2015),
- > contrôle sanitaire des eaux : au cours de l'année 2016, l'unité a réalisé des analyses sur 10 735 prélèvements d'eau (soit une baisse de 2 %).

### Laboratoire de contrôle sanitaire agronomique et environnemental (CSAE)

Renouvellement de l'Agrément Santé jusqu'au 31/12/2021 pour toutes les analyses dans l'eau ; renouvellement de l'agrément préfectoral du LDA13 comme « Établissement d'expérimentation animale ». Nette augmentation des analyses pour la recherche de *Xylella fastidiosa*.

### Pôle Assistance Technique (AT)

Le pôle a réalisé 294 audits et formations. L'unité Relation Clientèle a réalisé 757 devis pour lesquels il y a eu plus de 60 % de réponses favorables. Par ailleurs, il y a eu 3 réponses à des appels d'offres et le LDA 13 a été retenu pour 2 d'entre eux.

## PERSPECTIVES

Dans le cadre de sa démarche qualité, le LDA aura en janvier 2017 et mai juin 2017, une évaluation de surveillance et d'extension de son accréditation COFRAC dans tous les secteurs du laboratoire.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

# > DIRECTION DES TRANSPORTS ET DES PORTS

**FAITS MARQUANTS 2016** Transfert de la compétence « Transports » à la Métropole et à la Région au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

## MISSIONS

La Direction des Transports et des Ports est chargée de proposer, préparer, mettre en œuvre, administrer, suivre et évaluer la politique publique départementale des transports et la politique publique des ports.

### La Direction des Transports et des Ports :

- > organise les transports interurbains routiers ainsi que les transports scolaires,
- > organise les transports d'élèves et étudiants handicapés,
- > aménage les points d'arrêts nécessaires aux transports de lignes régulières ou scolaires,
- > gère les huit ports départementaux.

## MOYENS

### Moyens humains

Catégorie A	15
Catégorie B	26
Catégorie C	22
<b>TOTAL</b>	<b>63</b>

### Budget 2016 (K€)

Fonctionnement	86 476,59
Investissement	41 185,00
<b>TOTAL</b>	<b>127 661,59</b>

## LA CELLULE DE CHARGES DE MISSIONS

- > études et projets relatifs à la mise en œuvre du schéma directeur départemental des transports,
- > suivi de projets transport partenariaux,
- > études et avis sur les documents de planification des autres collectivités.

## LE SERVICE DES AFFAIRES GÉNÉRALES

- > gestion du personnel de la direction des transports et des ports,
- > gestion des marchés publics, des finances, du budget et des conventions.

## LE SERVICE RÉSEAU D'AUTOCARS

- > organisation des lignes régulières de transports,
- > gestion des dépenses-recettes du service,
- > gestion du réseau départemental : actions d'information et de promotion des lignes, participation au fonctionnement du site « Le Pilote », aménagement et équipement des points d'arrêt,
- > gestion de la billetterie, déploiement de la billettique et autres systèmes informatiques,
- > contrôle et sécurité des lignes régulières et scolaires.

## LE SERVICE TRANSPORTS SCOLAIRES

- > mise en place et organisation des transports scolaires dans le domaine relevant de la compétence du département,
- > organisation du transport des élèves et étudiants handicapés domiciliés dans le département,
- > gestion des inscriptions des élèves et délivrance des cartes de transports,
- > gestion de la prise en charge des frais de transport concernant les scolaires,
- > gestion des conventions avec les organisateurs locaux en partenariat avec le SAG,
- > organisation des contrôles sur les lignes scolaires en coordination avec le SRA,
- > organisation des actions de sensibilisation à la sécurité/sûreté des transports scolaires.



## LE SERVICE DES PORTS

- > gestion des ports de la Ciotat, Cassis, Niolon, La Redonne, Carro, le Jaï, le Sagnas et le Pertuis,
- > conception et suivi des travaux de protection et d'entretien des ports,
- > gestion administrative des autorisations d'occupation temporaire sur la base des tarifs que le Département fixe chaque année,
- > réglementation des ports départementaux,
- > instruction des demandes de subvention des communes pour réaliser les travaux de réparation sur leurs ports, et par les organismes professionnels et nautiques.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

## BILAN DES ACTIONS

### Cellule de chargés de mission

- > suivi des projets d'infrastructures de transport du Plan Quinquennal d'Investissement,
- > suivi des opérations ferroviaires du CPER 2007-2013 et du CPER 2015 - 2020,
- > participation à l'élaboration du Plan Départemental de Mobilité.

### Service Réseau d'Autocars

**Les fréquentations :** la fréquentation des lignes régulières progresse de 3,4 % en 2016 pour atteindre un total de 10,9 millions de voyageurs transportés.

**Les améliorations de lignes :** en 2016 pour la coupe d'Europe de football, des renforts ont été mis en place sur les lignes desservant l'aéroport. Des renforts de services ont également dû être mis en place sur les lignes n° 50, 51 et 53 entre Aix-en-Provence et Marseille.

**Sécurité Accessibilité :** La mise en accessibilité et en sécurité des points d'arrêt s'est poursuivie en 2016 avec plus d'1,4 million d'euros de travaux et 64 points d'arrêt aménagés.

**Bilan communication transport :** avec la direction de la communication, il a été mis en place un dispositif d'information des usagers de l'aéroport à l'occasion de l'EURO 2016 et des usagers des lignes de desserte des plages durant l'été.

**Tarification :** en 2016, les recettes ont augmenté de 5,7 %. Les ventes des abonnements jeunes (+6,5 %) et des pass 24H jeunes (+17,5 %) continuent de progresser au détriment du billet unité (-4 %). Enfin, un titre Aller/Retour (10 €) a été créé entre Aix-en-Provence et Marseille à l'occasion de l'EURO 2016.

### Service des Transports Scolaires

Le nombre d'élèves inscrits est en légère baisse : 14 933 élèves sont pris en charge. Sur ce total, 14 478 utilisent les autocars (services réservés ou lignes régulières du réseau).

Environ 1 195 élèves et étudiants handicapés étaient pris en charge au début de l'année scolaire 2016-2017.

Actions 2016 :

- > toutes les actions sécurité / sûreté sont désormais pérennes :
  - campagnes de sensibilisation à la sécurité dans les transports auprès des élèves de 6<sup>ème</sup> - 15 collèges,
  - campagne sur la ceinture de sécurité avec le mannequin crash test - 6 500 élèves.
- > gestion Informatique : enregistrement des élèves par point d'arrêt sur Pégase, cartographie des lignes scolaires et fiches horaires entièrement mises à jour sur le site Lepilote,
- > poursuite et amélioration du module d'inscription en ligne, permettant aux familles de commander leur abonnement scolaire depuis le domicile,
- > poursuite de la réalisation des cartes scolaires par une association de travailleurs handicapés, avec développement des tâches de saisies sur le logiciel Pegase.

### Service des Affaires Générales

- > préparation du transfert de la compétence « Transports » au 1<sup>er</sup> janvier 2017 en lien avec la Direction et les services opérationnels,
- > gestion administrative du Syndicat Mixte de Transports des Bouches-du-Rhône et préparation de sa dissolution.

### Service des Ports

#### > Gestion des 8 ports :

M. le Préfet de Région a donné un avis favorable à la demande du Conseil Départemental de garder sa compétence portuaire en application des dispositions de la loi NOTRe.

#### > En matière de travaux : exemples de travaux réalisés

- La Ciotat : études pour les travaux de changement des pannes du port,
- Cassis : Bungalows du quai des Moulins : réalisation programmée fin 2017,
- La Redonne : le renforcement de la vidéo protection a été réétudié en 2016 pour une concrétisation avant la saison estivale 2017,
- Niolon : Quai UCPA : La protection de la falaise a été réalisée et le dossier « loi sur l'eau » pour la réfection

complète du quai a été finalisé pour une réalisation de travaux en 2017,

- Pertuis : "Maison des pêcheurs" et Bureau du Port : début des travaux prévu en 2017,
- Jaï : Vidéo protection. L'étude de renforcement du dispositif de vidéo protection a été finalisée et donnera lieu à travaux en 2017.

**> En matière administrative**

- gestion des emplacements : le Règlement départemental d'attribution des postes à flot a été modifié pour faciliter la gestion des titres d'occupation,
- les Autorisations d'Occupation Temporaire : la délivrance d'environ 400 autorisations d'occupation temporaire, la perception de redevances (DSP) et de droits de ports ont généré une recette de 650 000 €,
- taxe foncière sur les plans d'eau des ports : l'application de cette taxe foncière (174 000 €) a nécessité la majoration des tarifs pour 2016.



DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

## PERSPECTIVES

En application de l'article L3111-5 du Code des Transports, la Métropole a été substituée au Département, dans l'ensemble de ses droits et obligations pour l'exécution des services de transport publics désormais intégralement effectués sur son ressort territorial à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

La loi NOTRe a prévu qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 les services non urbains, réguliers ou à la demande, sont organisés par la Région, les services scolaires non urbains étant organisés par le Département jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2017. Il a été convenu de déléguer ces transports scolaires entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> septembre 2017 pour partie à la Métropole (services opérés par la RDT13) et pour partie à la Région (services opérés par le secteur privé).

Il est à signaler que le transfert de la Régie Départementale des Transports (RDT13) à la Métropole Aix-Marseille-Provence a également été effectué dans de bonnes conditions.

Les services de transport spéciaux des élèves et étudiants handicapés vers les établissements scolaires continuent à relever du Département, au titre de sa compétence en matière sociale.

Le service des ports a été rattaché depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 à la Direction des Routes.

DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

## > DIRECTION DE LA VIE LOCALE

**FAITS MARQUANTS 2016** Signature d'une nouvelle convention-cadre avec la Ville de Marseille.

La Direction est chargée de mettre en œuvre, administrer, suivre et évaluer les politiques publiques départementales en matière d'aide aux communes, de soutien au tissu associatif dans le domaine de la politique de la ville, ainsi que les aides à la réhabilitation et à la production de logements locatifs sociaux publics (et parfois privés). À travers ses missions, elle accompagne les projets visant à un développement équilibré du territoire en tenant compte des aspects environnementaux et sociaux.

### MOYENS

#### Moyens humains

	Direction	Service des Communes	Service de la Vie Associative	Service de la Politique de la Ville et de l'Habitat
Catégorie A	2	4	4	10
Catégorie B	0	13	8	6
Catégorie C	3	6	6	10
<b>TOTAL</b>	<b>5</b>	<b>23</b>	<b>18</b>	<b>26</b>

#### Budget 2016 (K€)

Fonctionnement	24 094,50
Investissement	171 015,27
<b>TOTAL</b>	<b>195 109,7</b>

### BILAN DES ACTIONS

Une nouvelle organisation de la direction a été validée :

- > la direction est dorénavant rattachée à la Direction Générale Adjointe "Stratégie et Développement du Territoire",
- > le Bureau des Associations rattaché jusqu'à présent au Service de la Vie Associative a été transféré à la Direction de la Jeunesse et des Sports,
- > le Service des Communes a récupéré les dossiers relatifs aux forêts communales.

Ces modifications ont entraîné la redéfinition des procédures administratives et l'établissement de nouvelles relations au sein de la DGA créée.

La DVL a participé aux missions transversales de la collectivité : Démarches Qualité Accueil, le dispositif « Ensemble en Provence » et l'Agenda 21 de la collectivité.



## SERVICE DES COMMUNES

### MISSIONS

L'aide aux communes contribue efficacement à la solidarité territoriale au sein du département :

- > participation active à la définition des critères d'attribution en fonction des orientations fixées par l'Assemblée départementale,
- > aide aux communes qui le souhaitent pour formaliser leur dossier,
- > instruction des dossiers et suivi des décisions prises par la collectivité départementale.

La participation financière du Conseil Départemental aux projets des communes passe par un éventail très large de 27 dispositifs.

Le Conseil Départemental assure également une mission de redistribution de ressources entre les communes, par la répartition de certaines recettes fiscales.

### BILAN DES ACTIONS

#### Aides à la ville de Marseille

Une nouvelle Convention-cadre a été signée avec la Ville de Marseille afin d'apporter un soutien autour de 6 axes : la culture, l'éducation, le sport, la sécurité, les équipements municipaux et les opérations foncières et façades.

#### Transferts de subventions

Le service a intégré la gestion du dispositif d'« aide à l'amélioration des forêts et prévention des incendies » de la Direction de l'Environnement.

## SERVICE DE LA VIE ASSOCIATIVE

### MISSIONS

#### Le Service de la Vie Associative est organisé autour de 3 pôles :

- > le pôle Soutien de la vie associative,
- > le pôle Animation seniors,
- > le pôle Observatoire et développement de projet et subventions.

#### Les objectifs sont :

- > améliorer la lisibilité de l'action départementale en matière associative,
- > maîtriser les délais de l'instruction des dossiers tout en renforçant significativement la qualité technique de celle-ci,
- > anticiper les grandes évolutions du tissu associatif en collectant et produisant de l'information sur les problématiques le concernant,
- > faciliter la mise en œuvre de projets en direction du monde associatif.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

## BILAN DES ACTIONS

### Pôle soutien de la vie associative

1 678 dossiers ont été instruits pour 1 100 associations.

Le taux de demandes nouvelles reste stable et la baisse importante constatée depuis deux ans sur les projets d'investissement s'est poursuivie.

Les associations sont sensibilisées par le service à la nécessité de construire un véritable projet associatif avec une évaluation des actions menées.

### L'animation des séniors

Sur ce pôle, les actions traditionnelles ont été reconduites, le soutien aux associations et notamment à l'Entraide Solidarité 13.

### L'observatoire départemental de la vie associative

En 2015 et jusqu'en mars 2016, a été poursuivie l'opération de formation à l'attention des dirigeants bénévoles de petites associations. Un important travail de mise à jour du guide des aides aux associations a été entrepris et devrait se conclure en 2017.

### L'Observatoire du Droit des Femmes et de l'Égalité des Chances devient le Conseil d'Orientation et de Lutte contre les Discriminations

L'Assemblée Départementale a choisi de s'intéresser aux luttes contre les discriminations et de dépasser les seules questions d'égalité femmes/hommes. Dans cet objectif, un Conseil d'Orientation de Lutte contre les Discriminations (COLD) va remplacer l'Observatoire des Droits des Femmes.

Le COLD sera désormais rattaché au Conseil de Provence et non plus à la DVL.

## SERVICE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE ET DE L'HABITAT

---

## MISSIONS

### Pôle animation sociale et politique de la ville

#### > La politique de la ville

Les dispositifs s'adressent aux populations en difficulté sur des quartiers défavorisés de Marseille et des communes du département.

- **les critères d'éligibilité à l'octroi des aides ciblent 3 domaines :**

- éducation-prévention,
- création et développement d'actions innovantes en matière d'insertion sociale et professionnelle (jeunes de 16 à 25 ans),
- amélioration de l'habitat et du cadre de vie.

- **le Département a renouvelé son engagement quant à l'aide facultative apportée aux associations, à travers les dispositifs de :**

- l'Aide Départementale aux Contrats de Ville (ADCV),
- l'Aide Départementale en Fonctionnement Politique de la Ville (ADFPV),
- l'Aide Départementale à l'Investissement politique de la ville (ADIPV).

- **nouveau dispositif : Appel à projets de prévention contre la radicalisation :** le Département a désiré innover en matière de lutte contre la radicalisation, en lançant un appel à projets dans le domaine de la communication, du numérique et des réseaux sociaux. Il s'adresse aux jeunes comme aux professionnels avec un impératif d'au moins 50 % du public bénéficiaire issu des quartiers prioritaires de la politique de la ville.



### > les centres sociaux

- la CAF a agréé 97 centres sociaux dont 81 éligibles à la Convention Cadre. Plusieurs actions d'aide départementale :
  - la Convention Cadre des Centre Sociaux,
  - le soutien aux Projets Spécifiques et Équipement,
  - le dispositif Animation Prévention Jeunesse,
  - le soutien à la mission d'appui des centres sociaux.
- les Projets des Centres Sociaux : le Département apporte son soutien aux projets concernant :
  - l'insertion socio-professionnelle des jeunes de moins de 25 ans,
  - l'insertion socio-culturelle des 6-12 ans et de leur famille,
  - l'aide à la scolarité.
- **le dispositif Animation Prévention Jeunesse - APJ**  
Les animateurs de prévention ont pour mission essentielle de travailler en direction des jeunes de 11-18 ans, confrontés à des problèmes de rupture sociale et familiale, d'échec scolaire... En 2016, 36 postes étaient affectés à une structure sociale.

### Pôle rénovation urbaine et habitat

Le pôle « rénovation urbaine-habitat » est chargé de participer à la définition, la mise en œuvre, l'évaluation de la politique départementale en faveur du logement.

#### > Parc public

Dans le parc public, le Département a accompagné le financement de 6 220 logements.

En matière de rénovation urbaine, la participation départementale aux 18 opérations ANRU actuellement en cours, s'est élevée à plus de 53 M€.

#### > Parc privé

Le Département est partenaire de dispositifs OPAH (Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat) et PIG (Programmes d'Intérêt Général), répartis sur l'ensemble de son territoire. Ainsi, 457 956 € ont été octroyés au titre des aides aux travaux pour les 238 propriétaires occupants.

En 2016 a été créé le dispositif Provence Eco-Renov permettant l'octroi d'une prime aux propriétaires occupants réalisant des travaux de rénovation énergétique : 690 dossiers ont été reçus et 246 primes accordées, pour un total de 340 362 €.

### Pôle projets

Développement et suivi de projets ou dispositifs :

- > animation du dispositif Animation Prévention Jeunesse (APJ) : le pôle projets a assuré le volet animation du dispositif depuis 2015 en attendant l'arrivée d'un agent dédié,
- > mise en œuvre de la restitution du projet « CAR Jeunes II » du Centre social Del Rio-15<sup>e</sup> arrondissement de Marseille sur les conduites à risque des jeunes,
- > suivi du dispositif expérimental Garantie Jeunes : participation au groupe de travail transversal interne.

## PERSPECTIVES

- > développer le travail partenarial et d'accompagnement avec le monde associatif,
- > évaluer le dispositif des APJ dans les centres sociaux dont la convention arrive à terme en 2017. Signature d'un avenant à la convention pour proroger le dispositif d'un an,
- > mettre en place de nouveaux dispositifs en faveur des classes moyennes dans le domaine de l'habitat notamment à travers l'aide à l'accession à la propriété.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

# DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE L'ÉQUIPEMENT DU TERRITOIRE



- DIRECTION DES ROUTES
- DIRECTION DE L'ÉDUCATION ET DES COLLÈGES
- DIRECTION DE LA FORÊT ET DES ESPACES NATURELS
- DIRECTION DES ÉTUDES DE LA PROGRAMMATION ET DU PATRIMOINE
- DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION
- DIRECTION DE LA MAINTENANCE ET DE L'EXPLOITATION
- DIRECTION DES MARCHÉS ET DE LA COMPTABILITÉ



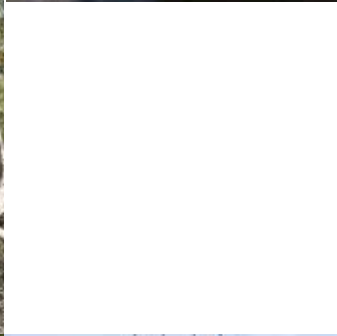


DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE



DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

# DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE L'ÉQUIPEMENT DU TERRITOIRE

Au 1<sup>er</sup> septembre 2016, la Direction Générale Adjointe de la Construction, de l'Environnement, de l'Éducation et du Patrimoine (DGA CEEP) est devenue Direction Générale Adjointe de l'Équipement du Territoire (DGA ET).

Les missions de la Direction Générale de l'Équipement du Territoire consistent à :

- > garantir la fonction de maître d'ouvrage de l'institution, dans le champ de ses compétences obligatoires, et mettre en œuvre les dispositions nécessaires à l'élaboration de la programmation et des études intervenant en amont du démarrage des projets,
- > gérer et construire les routes départementales,
- > assurer la maintenance, la rénovation et la construction de tous les bâtiments que l'institution occupe en tant que propriétaire ou locataire, hormis l'Hôtel du Département,
- > mener la politique éducative du Département pour les collégiens,
- > gérer la forêt sur les thèmes de la protection contre l'incendie et les domaines départementaux ou les espaces naturels sensibles.

Pour mener l'ensemble de ces politiques publiques, la DGA est organisée en sept directions :

- > la Direction des Routes - DR,
- > la Direction de l'Éducation et des Collèges - DEC,
- > la Direction de la Forêt et des Espaces Naturels - DFEN,
- > la Direction des Études, de la Programmation et du Patrimoine - DEPP,
- > la Direction de l'Architecture et de la Construction - DAC,
- > la Direction de la Maintenance et de l'Exploitation - DME,
- > la Direction des Marchés et de la Comptabilité - DMC.

En outre, la DGA est dotée d'un secrétariat général en charge de la coordination, de la stratégie ressources humaines et moyens généraux.

## > DIRECTION DES ROUTES

---

**FAITS MARQUANTS 2016** Validation de la stratégie du schéma directeur vélos et réalisation de pistes cyclables.

---

La Direction des Routes (DR) met en œuvre les politiques publiques routes, sécurité routière et pistes cyclables sur le réseau routier départemental (3 058 km de routes départementales, 1 600 ouvrages d'art et un tunnel).

### MISSIONS

#### LA DIRECTION

- > étudie l'organisation des réseaux de déplacements routiers prenant en compte la politique de développement des transports collectifs,
- > assure l'aménagement, l'exploitation, l'entretien et la gestion de la voirie départementale, y compris la lutte contre l'insécurité routière, les conditions de circulation et l'intégration dans l'environnement,
- > met en œuvre les interventions financières pour la réalisation d'autres infrastructures routières,
- > étudie l'accidentologie et sensibilise à la sécurité routière.

## LES SIX UNITÉS FONCTIONNELLES

### Le Service Administration Générale

- > met en œuvre les dispositions relatives à la gestion des ressources humaines, à l'hygiène et sécurité et prévention des risques professionnels,
- > assure le suivi des moyens généraux de fonctionnement.

### Le Service Gestion Financière

- > anime les fonctions budget, comptabilité et marchés.

### Le Service Ouvrages d'Art (OA)

- > pilote les missions de surveillance et d'entretien des OA,
- > élabore des projets et conduit les chantiers d'ouvrage d'art,
- > assiste les arrondissements dans les projets et les travaux.

### Le Service Gestion de la Route

- > pilote la politique d'exploitation et d'entretien du réseau routier,
- > coordonne la lutte contre l'insécurité routière,
- > gère les ateliers départementaux et les équipes chargées des glissières de sécurité et de la signalisation horizontale.

### Le Service Aménagements Routiers

- > pilote la politique d'investissements routiers,
- > met en œuvre la politique en faveur de l'usage du vélo,
- > pilote des procédures administratives réglementaires,
- > anime la stratégie environnementale de la direction,
- > met en œuvre et pilote, les procédures d'acquisitions foncières,
- > définit les règles d'occupation du domaine public routier.

### Le service Maintenance Atelier

- > assure la maintenance du parc de véhicules et engins de la direction et de ceux de la DFEN et procède aux achats des véhicules et engins de la DR.

## LES QUATRE UNITÉS TERRITORIALES : AIX / ARLES / ETANG DE BERRE / MARSEILLE

### Missions communes aux unités territoriales :

- > assurer la maîtrise d'œuvre et la conduite des opérations d'aménagement routier,
- > mettre en œuvre les actions liées à l'exploitation, l'entretien et la gestion de la voirie.

## MOYENS

### Organisation de la direction :

Le Service Gestion Financière a quitté la Direction des Routes pour être rattaché à la Direction des Marchés et de la Comptabilité. Le Service Maintenance Atelier a été créé au mois de septembre 2016. Il assure la maintenance du parc de véhicules et engins de la direction, de la DFEN et des domaines départementaux.

Moyens humains	
EFFECTIFS	<b>641</b>

Budget 2016 (K€)	
Fonctionnement	11 559,00
Investissement	97 226,24
<b>TOTAL</b>	<b>108 785,24</b>

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

## BILAN DES ACTIONS

### Une politique ancrée sur le territoire.

La mise en œuvre de la politique « aménagements routiers et sécurité routière » nécessite des liens étroits avec les Délégués et l'ensemble des élus locaux (maires et conseillers généraux).

### La mise en œuvre de la route durable :

- > optimiser le réseau routier : qualité d'usage, amélioration du maillage, actions en faveur de la sécurité routière, accessibilité des personnes à mobilité réduite,
- > favoriser le développement des modes alternatifs à la voiture,
- > contribuer à la protection de l'environnement et à la mise en valeur du patrimoine,
- > maîtriser les coûts par une approche économique globale.

### Actions dans le domaine routier :

**Aménagements routiers :** quelques opérations significatives ont été menées :

- > l'aménagement du carrefour RD96-RD6 à Fuveau (La Barque) ainsi que la création d'une aire de covoiturage associée à ce projet,
- > la mise en giratoire des RD99/RD26 à Plan d'Orgon,
- > la réfection du pont franchissant le canal des Alpines à Eygalières (RD24),
- > la réalisation du carrefour de Saint Estève à Roquevaire sur la RD 96,
- > les travaux de chaussée à Marseille sur les RD 4c (Avenue Jean Paul Sartre) et RD 908 Avenue de La Rose.

### Entretien routier

Le développement de l'outil de gestion d'activité IG4 s'est poursuivi avec les premières saisies de prestations externalisées (curage et fauchage).



### Exploitation de la route

Le Centre d'Information des Routes Départementales a traité 2 366 appels liés à des événements routiers nécessitant une intervention. Ces événements concernent : obstacles ou matières répandues sur la chaussée, accidents et événements relevant de la gestion de crise et des risques (incendie, inondation, éboulement, effondrement de chaussée, etc..) et de la gestion du domaine public.

### Ouvrages d'art

Dans le cadre des missions de surveillance des ouvrages d'art, le service a effectué 612 visites. Il a programmé les travaux de 50 ponts, murs et zones d'instabilités de falaises.

Le service a géré :

- > la maîtrise d'œuvre lors de la reconstruction du pont sur le Gaudre des Barres, commune de Maussane-les-Alpilles,
- > la maîtrise d'œuvre pour l'étude de la réparation de 3 ponts sur le canal EDF,
- > la surveillance renforcée du pont en béton sur le canal d'Arles à Bouc, sur la RD 268.

## 📊 Sécurité routière

Le bilan pour les actions majeures de sensibilisation :

- > 15 510 collégiens ont suivi le module « Partage ta Route », qui sensibilise les collégiens aux conséquences corporelles des accidents de la route,
- > 3 750 collégiens ont assisté à l'atelier « Riskado » qui sensibilise à la conduite d'un deux-roues motorisé sous l'emprise de l'alcool ou de produits stupéfiants,
- > 32 000 personnes ont suivi les ateliers de la caravane sécurité routière qui ont pour objectif de faire prendre conscience des enjeux de sécurité routière et de changer les comportements du grand public, des jeunes ou du milieu professionnel,
- > enfin, plus de 40 000 personnes ont été sensibilisées en discothèques lors des deux opérations annuelles « Nuit Zéro Accident ».

## 📊 Autres actions :

### Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement du Département des Bouches-du-Rhône :

Le Département a élaboré ce plan pour les infrastructures routières supportant un trafic supérieur à 3 millions de véhicules par an (soit 665 km de voies départementales). Ce document, approuvé le 25 mars 2016, est appliqué à l'occasion du renouvellement des chaussées des zones identifiées.

### Validation de la stratégie du schéma directeur vélos et réalisation de pistes cyclables :

Cette stratégie, validée en 2016, a permis d'engager la réalisation du plan d'action associé. Les travaux de pistes cyclables réalisés ont consommé 650 000 € :

- > l'amélioration du revêtement de la Via-Rhône au sud d'Arles sur 8 km,
- > la réalisation de la Via-Rhône sur la section Ecluse-bac de Barcarin sur 2 km,
- > la réalisation de la piste cyclable à Cabriès sur 0,6 km.

### Une contribution à la mobilité durable via le covoiturage

Le Département étudie et aménage des aires sur les terrains disponibles situés à proximité de grands axes et de lignes de Transports en Commun. En 2016, 4 aires ont été mises en service.

## PERSPECTIVES

### 📊 Ports départementaux :

En application de la loi NOTRe, le Département a demandé et obtenu de l'État, le maintien de sa compétence pour la gestion des huit ports suivants : Port Vieux de La Ciotat, Cassis, Niolon, La Redonne, Carro, Le Jai, Le Sagnas, Pertuis. La direction des Routes intégrera au 1<sup>er</sup> janvier 2017 le service des Ports (11 agents) et devra mener une réflexion sur sa nouvelle organisation.

### 📊 Transfert des routes départementales :

La convention cadre du 29 novembre 2016 et son avenant du 27 décembre 2016 ont validé le principe du transfert de la voirie à la Métropole en deux étapes : le 01/01/2017, les voies situées sur le territoire de l'ex-CUM, soit 53,24 km et le 01/01/2018, celui des voies situées sur le reste du territoire de la Métropole, soit 61,39 km, pour un linéaire total de 114,63 km.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

# ➤ DIRECTION DE L'ÉDUCATION ET DES COLLÈGES

FAITS MARQUANTS 2016 Participation du Département au Plan National Numérique.

## MISSIONS

La Direction de l'Éducation et des Collèges contribue à la bonne marche du service public de l'éducation. Elle :

- > planifie les évolutions de la cartographie des collèges publics,
- > donne à la communauté éducative les moyens matériels, financiers et humains adaptés,
- > favorise la mise en place d'actions pédagogiques complémentaires,
- > permet au plus grand nombre d'accéder à l'éducation, en réduisant le coût de la scolarité,
- > développe les outils informatiques et leur usage éducatif.

## MOYENS

Moyens humains	
Site HD 13	74
Collèges publics	1 504
<b>TOTAL</b>	<b>1 578</b>

Budget 2016 (K€)	
Fonctionnement	46 962,00
Investissement	19 406,83
<b>TOTAL</b>	<b>66 368,83</b>

## LA GESTION ET L'EXPLOITATION DES COLLÈGES (SGEC)

135 collèges publics (76 915 élèves) et 51 collèges privés sous contrat (19 970 élèves).

### PÔLE GESTION DES COLLÈGES

#### 🏢 Le fonctionnement des collèges publics

La direction participe au fonctionnement des collèges publics avec :

- > les dotations de fonctionnement (en 2016 : 9 634 779 €),
- > l'aide à la pratique sportive : installations sportives municipales utilisées par les collèges et transport des élèves pour des activités physiques de pleine nature,
- > l'aide au fonctionnement des demi-pensions : mise en place d'un tarif unique de 448 € par an pour un forfait 4 jours et du Fonds Commun des Services d'Hébergement, qui finance des dépenses nécessaires à la continuité de ce service,
- > la participation pour l'accueil de 66 élèves du Département dans l'internat d'excellence de Barcelonnette.

#### 🏢 L'équipement mobilier et matériel des collèges publics

Renouvellement des mobiliers vétustes (en 2016 : 406 780 € pour 35 collèges), équipement et dotation suite aux travaux de construction/reconstruction, (en 2016 : 1 408 137 €).

#### 🏢 Les cités mixtes

La Région assure la gestion de 4 ensembles immobiliers comportant un lycée et un collège. Le Département participe aux travaux réalisés pour un montant de 2 503 552 €.

#### 🏢 Le fonctionnement et l'équipement des collèges privés sous contrat d'association

Les crédits alloués sont de 11 677 081 € pour les collèges du département et de 191 520 € pour les collèges des départements du Vaucluse, du Gard et du Var.



## PÔLE EXPLOITATION DES COLLÈGES

### ■ L'exploitation des installations thermiques des collèges publics

Un marché d'exploitation des installations thermiques des collèges englobe toutes les prestations de fourniture de combustible ainsi que l'entretien et la garantie de fonctionnement des installations.

### ■ La fourniture en électricité des collèges publics

Le Département a proposé aux établissements de mettre en place un groupement d'achat par l'UGAP qui assure la fourniture en électricité des collèges publics depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

### ■ Les installations de production d'électricité photovoltaïque

4 collèges sont équipés d'une installation de production d'électricité photovoltaïque.

## L'INFORMATISATION DES COLLÈGES (SIC)

Le Département souhaite mettre en œuvre le collège 100 % numérique qui se décline en plusieurs projets sur un plan pluriannuel.

### ■ La rénovation de l'architecture des serveurs des collèges (SERCOL)

Le Département a lancé un plan de modernisation de l'architecture des serveurs des collèges.

### ■ La refonte de l'architecture réseau

En 2016, a été achevée la refonte de l'architecture du réseau pédagogique qui permet d'homogénéiser les équipements réseaux et d'améliorer la sécurité informatique. Ce projet permettra une maîtrise des coûts d'exploitation en l'automatisant.

### ■ Le déploiement du Très Haut Débit (THD)

L'objectif est de raccorder l'ensemble des collèges au THD. 70 collèges publics ont été traités en 2016, les autres le seront en 2017.

### ■ La participation du Département au Plan National Numérique (PNN)

Le Département est partenaire de ce plan lancé par l'État pour impulser, accompagner et généraliser les usages pédagogiques du numérique dans les collèges. L'objectif est de doter les élèves de 5e d'une tablette avec clavier. À terme, tous les collégiens auront une tablette à leur disposition. En 2016, 9 collèges publics préfigurateurs ont été équipés, et le déploiement a été préparé pour 95 collèges (1<sup>er</sup> semestre 2017).

### ■ L'équipement informatique des collèges publics

Le Département a poursuivi le renouvellement de l'équipement informatique des collèges. Le déploiement progressif des tablettes va permettre à terme une réduction du parc d'ordinateurs fixes dans les collèges.

### ■ Les travaux informatiques

Le Département a poursuivi les visites régulières de contrôle sur les onduleurs et les climatiseurs, et la réalisation de la maintenance de ces équipements ou des travaux de câblage.

### ■ L'accompagnement des utilisateurs aux usages numériques

Le Département participe à l'accompagnement aux usages, avec la mise à disposition des collèges publics d'assistants techniques informatiques (ATI) et la mise en place d'un portail de ressources en ligne COURDÉCol13.

### ■ La mise en sûreté des collèges

La Direction coordonne le déploiement du plan pour la mise en sûreté des collèges lancé en novembre 2015. L'objectif est de renforcer la sûreté des collèges publics par l'installation d'équipements de sécurité.

11 collèges ont été équipés, 7 autres sont en cours de travaux et 7 collèges sont prévus en 2017. Le budget global pour cet exercice est de 8,7 M€. Ce déploiement sera poursuivi les années suivantes

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

## LES ACTIONS ÉDUCATIVES (SAE)

---

Depuis la rentrée 2015/2016, les actions éducatives sont ouvertes, dans les mêmes conditions qu'aux établissements publics, à tous les collèges privés sous contrat d'association avec l'État.

### **Participation aux actions menées par les Établissements :**

- > 862 projets ont été soutenus pour un montant total de 950 718 €,
- > le Département a participé au financement des frais de transport dans le cadre d'actions éducatives pour un montant total de 173 827 €.

### **Les actions artistiques et culturelles :**

Le Département propose des actions éducatives dans les domaines artistiques et culturels : 150 collèges ont bénéficié de 682 actions représentant 45 000 collégiens bénéficiaires pour un montant de 528 700 €.

### **L'apprentissage de la citoyenneté :**

Ces actions concernent la protection de l'enfance et la prévention des violences, la promotion des droits des femmes et le respect entre filles et garçons, le vivre ensemble, les médias, les leçons de l'histoire, la santé, les transports et citoyenneté, la médiation sociale.

L'État et le Département ont mis en place depuis 2002 un dispositif de médiation aux abords de 42 collèges. Le Département a repensé et développé le dispositif avec la mise en œuvre d'équipes mobiles, permettant de couvrir 53 collèges, soit 11 de plus qu'en 2015.

### **Manger autrement au Collège :**

Ce programme de sensibilisation aux bienfaits d'une alimentation saine et équilibrée a consacré 65 actions éducatives pour un montant de 29 160 €, 80 collèges ont obtenu une subvention pour l'achat de fruits et légumes représentant 313 479 €.

### **L'éducation à l'environnement et la promotion de la culture scientifique :**

La Mission Départementale d'Éducation à l'Environnement prépare et accompagne des sorties quotidiennes (en 2016 : 5 075 élèves de 85 collèges ont réalisé 203 sorties nature) ; propose des actions d'éducation à l'environnement (179 interventions) et encourage la pratique d'activités scientifiques et techniques (52 actions à vocation scientifique pour un montant de 51 810 €).

### **Subventions aux associations et organismes éducatifs et soutien scolaire**

Une trentaine d'associations œuvrant dans le domaine de l'éducation ont été subventionnées.

Le Département finance intégralement le fonctionnement (hors personnel) et l'investissement de 4 Centres d'Information et d'Orientation (CIO) à gestion départementale.

## **PERSPECTIVES**

Le service va développer les actions éducatives prioritaires pour les élèves des classes de 6<sup>ème</sup>, de 4<sup>ème</sup> et de 3<sup>ème</sup> en lien avec les partenaires associatifs.

## LA PLANIFICATION ET SECTORISATION DES COLLÈGES ET LES AIDES À LA SCOLARITÉ (SPPAS)

---

### **La planification et la sectorisation des collèges**

Le Département actualise chaque année la base de données constituée et les prévisions d'évolution des effectifs scolaires pour les 10 prochaines années.

Des études sont réalisées pour proposer, à l'appui d'une concertation, la modification de certains secteurs de recrutement dans la perspective d'équilibrer les effectifs entre les établissements, de compenser une hausse ou une baisse des effectifs dans certains secteurs, d'adapter ou créer un secteur à l'occasion d'une reconstruction délocalisée ou d'une création de collège.

### **Les aides à la scolarité – un budget global de plus de 7 millions d’euros :**

- > l’Allocation Départementale d’Etudes des Collèges (montant : 138 € par an et par enfant),
- > le chèque resto-collège (270 € par an) a concerné 15 000 bénéficiaires pour 2015/2016,
- > l’aide pour les élèves en classe de SEGPA et 3<sup>ème</sup> DP6 est versée afin de favoriser les déplacements et l’achat de tenues spécifiques,
- > l’allègement des cartables : le Département propose une dotation aux collèges volontaires pour participer au financement du doublement des manuels.

### **PERSPECTIVES**

Une réflexion est engagée sur :

- > la carte scolaire de Marseille,
- > la programmation des investissements généralisée à l’ensemble des bassins,
- > l’actualisation des capacités d’accueil des établissements,
- > la généralisation du dispositif de récompenses aux collégiens à tous les élèves des collèges publics et privés (expérimentation avec 5 établissements en 2016).

## **LES CONSEILLERS MÉTIERS DES COLLÈGES (SCMC)**

- > Mission d’expertise et de conseil en bâtiments et aménagements : Participation à l’élaboration du programme de construction des collèges et validation des travaux dans les demi-pensions.
- > Mission d’expertise, compétence, organisation et ressources professionnelles : Le service réalise la programmation d’audits de contrôle en sécurité alimentaire et le suivi de la qualité nutritionnelle des repas servis en restauration (dispositif « Manger Autrement au Collège »).
- > Mission d’expertise pour les équipements et matériels : Étudier les demandes et conseiller les achats d’équipement de restauration.

### **PERSPECTIVES**

- > renforcement du plan d’action pour la levée des non-conformités signalées dans les audits de sécurité alimentaire des demi-pensions des collèges,
- > coordination avec la DEN du projet “Life Intégré Déchets”.

## **LE SERVICE DES PERSONNELS ATC (SPATC)**

Ce service gère les 1 351 postes budgétaires d’Agent Technique des Collèges (ATC) dans les collèges répartis sur 131 collèges. Ses missions :

- > définition des besoins ATC dans les collèges et gestion des remplacements,
- > la gestion administrative des personnels ATC : recrutement et entretien professionnel,
- > la gestion des compétences : évaluations de compétences, plan d’adaptation des compétences (formation),
- > gestion santé et prévention : agents en poste aménagé, Plan de Prévention des Risques Psycho-sociaux, mise en place d’un suivi sur la gestion de conflits entre autorités fonctionnelles et personnels ATC.

### **PERSPECTIVES**

- > sécuriser les métiers Accueil et Maintenance et mettre en œuvre les formations spécifiques,
- > valoriser les métiers,
- > poursuivre la collaboration entamée avec les services du rectorat et du DASEN.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L’ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L’ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

# > DIRECTION DE LA FORÊT ET DES ESPACES NATURELS

**FAITS MARQUANTS 2016** Implication des forestiers-sapeurs lors des terribles incendies de l'été 2016.

Une modification d'organisation et un nouvel intitulé ont été entérinés par le CTP du 12/07/16

- > le Service des Stratégies Environnementales du Territoire (SSET) avec l'ensemble de ses agents quitte la Direction de l'Environnement et est déplacé intégralement dans la DGA Stratégie du Développement du Territoire à compter de septembre,
- > la Direction de l'Environnement est renommée et devient la Direction de la Forêt et des Espaces Naturels (DFEN).



## MISSIONS

Depuis septembre 2016, la Direction de la Forêt et des Espaces Naturels se concentre sur ses missions de préservation des espaces naturels sensibles, de la biodiversité et la protection de la forêt contre les incendies.

Au titre des compétences obligatoires figurent notamment le débroussaillage de part et d'autre des routes départementales, le Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR), l'acquisition et la gestion d'espaces naturels sensibles.

La Direction assure également le suivi de l'activité du SDIS des Bouches-du-Rhône dont elle est le référent au niveau départemental dans le cadre d'une convention pluriannuelle de partenariat 2015/2017.

## MOYENS

### Moyens humains

EFFECTIFS	256
-----------	-----

### Budget 2016 (K€)

Fonctionnement	68 024,00
Investissement	19 367,00
<b>TOTAL</b>	<b>87 391,00</b>

## SERVICE RESSOURCES

### MISSIONS

Le service gère les missions RH, finances et marchés publics, communication, pilotage, gestion du SDIS, (suivi, obtention des données prévues dans la convention de partenariat).

Le Service Ressources a poursuivi son processus d'homogénéisation des procédures administratives mené au niveau de la Direction Générale Adjointe.

## SOUS-DIRECTION DES ESPACES NATURELS DÉPARTEMENTAUX

Le Conseil Départemental s'implique fortement dans la préservation des espaces naturels, en devenant propriétaire de sites naturels remarquables. Premier Conseil Départemental propriétaire d'Espaces Naturels Sensibles en surfaces acquises, il gère ses espaces en régie directe.

Ces espaces représentent 16 641 ha soit un peu plus de 3 % de la superficie du Département et se situent en Camargue, Alpilles, Crau, Concors Sainte-Victoire, Etoile-Garlaban, Calanques et Sainte-Baume.

### SERVICE DE GESTION ADMINISTRATIVE DES DOMAINES DÉPARTEMENTAUX

#### MISSIONS

- > instruire des projets d'acquisition de propriétés par voie amiable ou par préemption,
- > mettre en œuvre le dispositif d'aides aux acquisitions foncières à destination des communes en collaboration avec la Direction de la Vie Locale,
- > assurer la gestion administrative et financière des domaines départementaux,
- > suivre le partenariat avec Bouches-du-Rhône Tourisme pour la mise en service du numéro d'accès estival aux massifs forestiers du département « Envie de Balade 08.11.20.13.13 ».

Le service a été très impliqué dans la mise en œuvre des actions du plan de gestion de la réserve naturelle nationale de Sainte-Victoire et dans la mise en œuvre du plan de gestion des étangs de Camargue.

### SERVICE DE GESTION TECHNIQUE DES DOMAINES DÉPARTEMENTAUX

#### MISSIONS

- > mettre en œuvre la programmation et suivre les travaux d'entretien et d'amélioration,
- > suivre la réalisation du projet d'ouverture au public des domaines départementaux appelés à devenir des parcs départementaux (l'Arbois, Saint-Pons, Roques-Hautes, La Barasse et Pichauris),
- > développer des activités pédagogiques avec les écoc guides de la Maison Sainte-Victoire et organiser des expositions temporaires,
- > organiser des visites guidées des domaines,
- > surveiller les domaines, participer à la protection du patrimoine et accueillir le public,
- > gérer le PDIPR (Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée),
- > mettre en œuvre le plan de gestion des Étangs de Camargue.

#### Espaces Bâtiés des Domaines Départementaux

Le Département est propriétaire de vastes domaines naturels qui abritent de nombreux ouvrages (restanques, murs de clôture, ponceaux...) et bâtiments.

Plusieurs opérations ont été engagées ou poursuivies : études sur la restructuration des locaux de la Blancherie à Saint-Pons et de l'aile Est de la Maison Sainte-Victoire, études de faisabilité de création d'une maison de site en lieu de l'Auberge de Pichauris.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE



## SOUS DIRECTION DE LA FORÊT

**Missions :** prévention contre les risques d'incendie et aménagement des espaces forestiers.  
La superficie boisée occupe environ 41 % du département, soit 180 000 hectares.

### SERVICE DES FORESTIERS SAPEURS

#### MISSIONS

##### Les Chantiers

La disponibilité des effectifs opérationnels statutaires, le vieillissement du parc d'engins et le transfert de l'atelier de mécanique à la Direction des Routes (ce qui a nécessité la mise en œuvre de nouvelles modalités de maintenance du parc de véhicules) ont généré une légère baisse de la surface totale débroussaillée atteignant 1 718 hectares pour l'année 2016.

##### Surveillance Estivale

La saison estivale a été marquée par de terribles incendies détruisant plus de 4 703 hectares. Placés sous l'autorité du Préfet des Bouches-du-Rhône pendant la saison d'été, les forestiers-sapeurs ont assuré la surveillance de la plus grande partie du territoire départemental, en patrouilles motorisées (VSI) et postes fixes (vigies).

Ils ont effectué un guet quotidien (11h/19h), sept jours sur sept.



### SERVICE DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES

#### MISSIONS

- > mettre en œuvre la politique départementale en faveur de la prévention contre les incendies et bonnes pratiques sylvicoles par l'intermédiaire de dispositifs financiers au bénéfice de communes, groupements, propriétaires privés ou associations. Ses dispositifs : Amélioration Forêts Communales (AFC) ; Restauration Terrains Incendiés (RTI) ; Conservatoire Forêt Méditerranéenne (CFM) ; sylviculture et Aide aux Comités Communaux Feu de forêt (CCFF),
- > assurer en maîtrise d'œuvre des opérations de débroussaillage du réseau routier. Le Code Forestier impose aux collectivités propriétaires de voies ouvertes à la circulation publique, le débroussaillage de ces axes. 17 routes départementales ont été traitées, représentant 256 hectares, pour un coût de 646 000 €,
- > programme d'entretien des vigies : le service a été désigné référent unique du SDIS pour la gestion du dossier des vigies.

## > DIRECTION DES ÉTUDES, DE LA PROGRAMMATION ET DU PATRIMOINE

**FAITS MARQUANTS 2016** Préparation de l'agenda d'accessibilité programmé (Ad'AP).

La Direction des Études, de la Programmation et du Patrimoine contribue à une connaissance élargie du patrimoine et à une gestion optimisée de son développement. Par ses interventions, elle participe à un meilleur cadrage des biens à acquérir et des opérations à réaliser, et à une meilleure prise en compte des objectifs qualitatifs des constructions, en s'appuyant notamment sur une évaluation structurée des réalisations.

Elle apporte une aide substantielle aux services opérationnels dans l'établissement des programmes constructifs et dans la planification des travaux, notamment en 2016 pour la préparation de l'agenda d'accessibilité programmé (Ad'AP) de tous les bâtiments départementaux recevant du public.

### MOYENS

Moyens humains	
Agents	Effectifs
Catégorie A	16
Catégorie B	12
Catégorie C	25
<b>TOTAL</b>	<b>53</b>

Budget 2016 (K€)	
Fonctionnement	12 069,00
Investissement	3 661,00
<b>TOTAL</b>	<b>15 730,00</b>

### ATELIER ÉTUDES ET PROGRAMMATION

Le service réalise des études destinées à vérifier la capacité de terrains ou de locaux à héberger les structures départementales. Ces études constituent un outil d'aide à la décision, notamment au stade de projets d'acquisition de locaux, de terrain ou de prise à bail.

### BILAN DES ACTIONS

101 études ont été prises en charge par l'Atelier Études et Programmation, qui se répartissent notamment de la manière suivante :

- > 69 % concernent l'éducation : études de restructuration ou mises en conformité,
- > 12 % concernent la solidarité : dossiers de relogement de locaux DGA,
- > 10 % concernent l'environnement : études sur les domaines départementaux,
- > 7 % concernent les routes, transports et ports : études sur les bâtiments des Routes.

### PERSPECTIVES

- > études concernant les collèges : accessibilité, vétusté, bilans énergétiques, études de capacité d'extension ou de restructuration de collèges.

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE STRATÉGIE ET DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE L'ÉQUIPEMENT DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DU CADRE DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DES PROJETS TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

## ATELIER DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

L'Atelier assure la maîtrise d'œuvre d'opérations de construction, d'aménagement ou de réhabilitation de bâtiments. Il procède à la conception du projet et assure le suivi des travaux jusqu'à la réception des ouvrages. Ses missions sont effectuées en collaboration avec les services des Directions Maître d'Ouvrage et les futurs utilisateurs.

L'Atelier assiste le service Maître d'Ouvrage lors de l'analyse des offres, et pendant la réception des ouvrages.

### BILAN DES ACTIONS

**Opérations en cours :** Collège Rieu à Istres (700 000 € TTC) : extension du réfectoire.

#### Phase PRO-DCE :

- > musée Départemental de l'Arles Antique : réalisation des nouvelles réserves dans les hangars du quartier de Trinquetaille,
- > sûreté HD13 : Nouvel accueil du public et restructuration du PC,
- > collège Rieu à Istres extension du réfectoire.

#### Phase Esquisse :

- > réhabilitation du Parc atelier de S<sup>t</sup> Menet.
- > HD 13 métro S<sup>t</sup> Just : Paroi de sécurisation.

### PERSPECTIVES

- > démarrage de la seconde phase des travaux de la ½ pension du collège Rieu,
- > le lancement des études pour la construction d'un centre de secours à Aix-en-Provence et la restructuration du collège Jules Ferry à Marseille.

## SERVICE DE LA GESTION IMMOBILIÈRE

Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, le service de la gestion patrimoniale et le service de l'énergie, des fluides et de l'affectation patrimoniale ont fusionné pour donner naissance au Service de la Gestion Immobilière (SGI) qui a été rattaché simultanément à la Direction des Études, de la Programmation et du Patrimoine au sein de l'ex DGA CEEP devenue DGA ET.

Ce service est organisé en secteurs d'activités :

**Le secteur affectation et gestion :** procède à l'élaboration de l'ensemble des baux, conventions et arrêtés portant sur l'occupation ou la mise en location des biens gérés par le Département et à la régularisation des situations patrimoniales.

Il a en charge le recensement des données patrimoniales par la tenue de l'état des biens du département et du référentiel patrimonial ABYLA.

**Le secteur fluides** assume la détermination des besoins et l'exécution des marchés de fluides. Il optimise chaque année les contrats passés en adéquation avec l'évolution des besoins des sites exploités par le Département.

L'année 2016 a été marquée par l'action menée en faveur d'un regroupement des achats au niveau de la collectivité et par la participation au groupement national de l'UGAP.

**Le secteur des assurances** a en charge la passation des marchés d'assurances et il instruit les dossiers de sinistres en dommages aux biens hors assurances construction.

### PERSPECTIVES

- > en lien avec la DSISN : amélioration du logiciel ABYLA, mise en place d'un logiciel de gestion locative et de gestion des sinistres,
- > mise en place d'une procédure formalisée des mouvements de biens avec récupération centralisée de la donnée et redistribution de la donnée sur les secteurs du SGI et autres services concernés.

## SERVICE ACQUISITIONS ET RECHERCHES

Ce service a pour mission de proposer et de mettre en œuvre la politique patrimoniale de la collectivité. Il a en charge :

- > la recherche de locaux ou terrains,
- > les acquisitions, ventes, prises en location et régularisations foncières (hors routes).



Les recherches de locaux ont démarré dans les 1<sup>er</sup> et 4<sup>ème</sup> arrondissements de Marseille s'inscrivant dans le projet du Département de redynamiser le centre-ville.

## MISSION URBANISME ET PROGRAMMATION STRATÉGIQUE

La Mission met à disposition des services une expertise juridique et technique dans les domaines de l'urbanisme, du développement durable et de la qualité des constructions. Elle participe à la mise en œuvre de toute action contribuant à une meilleure prise en compte de critères environnementaux efficients.

## 1 % ARTISTIQUE

Initié à la rentrée scolaire 2015-2016, l'inventaire des œuvres d'art du 1 % Artistique au sein des collèges du département a été mené à son terme durant le premier semestre 2016 : une centaine d'œuvres d'art contemporaines a été recensée. Un diaporama, rappelant ce dispositif obligatoire pour notre collectivité, a été présenté lors de la réunion annuelle des principaux des collèges qui s'est tenue en décembre 2016.

# ➤ DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION

**FAITS MARQUANTS 2016** Restauration du Museon Arlaten

La Direction de l'Architecture et de la Construction a été scindée en deux directions au 1<sup>er</sup> septembre 2016 :

- > la "nouvelle" Direction de l'Architecture et de la Construction (DAC), conservant les deux services de construction, Service Construction Patrimoine et Service Construction Collèges,
- > la Direction de la Maintenance et de l'Exploitation (DME), regroupant les services de maintenance des collèges et des autres bâtiments (hors Hôtel du Département).

Ne sont repris ci-dessous que les rapports d'activité des services restés à la DAC, c'est-à-dire le Service Construction Patrimoine, et le Service Construction Collèges.

## MOYENS

### Moyens humains

Agents	Effectifs
Catégorie A	10
Catégorie B	33
Catégorie C	24
<b>TOTAL</b>	<b>67</b>

### Budget 2016 (K€)

Fonctionnement	195,00
Investissement	57 099,33
<b>TOTAL</b>	<b>57 294,33</b>

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

## SERVICE CONSTRUCTION COLLÈGES

### MISSIONS

Les missions du Service Construction Collèges portent sur le montage et la conduite des opérations de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de construction neuve des Collèges dans le Département. La gestion de ces missions diffère selon que celles-ci s'accomplissent dans le cadre de maîtrise d'ouvrage directe ou de maîtrise d'ouvrage déléguée (convention de mandat).

### BILAN DES ACTIONS

Opérations significatives menées en 2016 :

- > en phase de démarrage de travaux : restructuration et extension au collège René Seyssaud à Saint-Chamas (création de 4 nouvelles salles de classe et d'une salle polyvalente),
- > livraison totale en 2016 : construction du gymnase du collège Arc de Meyran à Aix et restructuration partielle du collège Charloun Rieu à Saint-Martin-de-Crau,
- > 10 opérations sont en phase d'appels d'offres travaux,
- > 10 opérations sont en phase d'études préalables et de mise au point du programme constructif.

### PERSPECTIVES

- > livraison des collèges Giono-Fabre d'Eglantine à Marseille et Robespierre à Port-Saint- Louis du Rhône,
- > travaux aux collèges : René Seyssaud à Saint-Chamas, Gyptis à Marseille, Arthur Rimbaud à Marseille, Monod aux Pennes-Mirabeau.



## SERVICE CONSTRUCTION PATRIMOINE

### MISSIONS

Le Service est le représentant du maître d'ouvrage à l'égard de l'ensemble des intervenants à l'acte de construire concernant des opérations du patrimoine départemental (à l'exception des collèges). Il réalise aussi la construction des casernes de gendarmerie et des centres de secours/incendie pour le SDIS. La mission s'exerce en maîtrise d'ouvrage directe.

- > en premier lieu, le service apporte les éléments techniques d'aide à la décision, tant au niveau diagnostics et relevés des existants, qu'au niveau des aspects réglementaires et financiers des projets,
- > le service engage toutes les modalités de mise en application des procédures allant de la conception du projet à la réalisation des travaux.

### BILAN DES ACTIONS

- > chantier en cours : restauration du Museon Arlaten,
- > cinq chantiers livrés : aménagement extérieur à Saint-Sébastien, audit technique à l'Espace seniors de Pelissanne, pelouse synthétique au CSD Domaine de Fontainieu, rénovation installations techniques de l'Université du Temps Libre à Marseille, la réhabilitation du Centre PMI Antide Boyer,
- > dix-neuf autres projets initiés ou poursuivis.

### PERSPECTIVES

Ouverture de 7 nouveaux chantiers.

# ➤ DIRECTION DE LA MAINTENANCE ET DE L'EXPLOITATION

**FAITS MARQUANTS 2016** Études pour la mise aux normes des établissements pour l'accessibilité des personnes handicapées.

La Direction de la Maintenance et de l'Exploitation, créée le 1<sup>er</sup> septembre 2016, comprend trois services de l'ancienne Direction de l'Architecture et de la Construction (DAC) :

- > le Service Maintenance et Exploitation des Bâtiments,
- > le Service des Prestations Urgentes et Ateliers,
- > le Service de la Rénovation et Maintenance des Collèges.

## MISSIONS

Missions de la DME :

- > opérations de rénovation et de maintenance dans les collèges,
- > opérations de maintenance dans les bâtiments abritant les services de la collectivité.

## MOYENS

Moyens humains		Budget 2016 (K€)	
Effectifs	95	Fonctionnement	6 900,00
CDD au SPUA	6	Investissement	31 477,00
<b>TOTAL</b>	<b>101</b>	<b>TOTAL</b>	<b>38 377,00</b>

## SERVICE RÉNOVATION ET MAINTENANCE DES COLLÈGES

### MISSIONS

Le service comprend 4 pôles territoriaux et un pôle missions transverses réglementaires. Les opérations réalisées dans les collèges ont pour but essentiel d'assurer la conservation du patrimoine immobilier, la mise en sécurité des utilisateurs et des biens, ainsi que l'amélioration des conditions d'enseignement.

### Les activités de maintenance dans les 131 collèges

Elles concernent une superficie bâtie globale d'environ 910 000 m<sup>2</sup>, où sont réalisés des travaux urgents ou programmés dans les domaines suivants :

- > l'hygiène et la sécurité, dont la sécurité relative au risque incendie et panique,
- > la mise en sûreté (vidéo protection, clôtures, alarmes anti-intrusion...),
- > l'accessibilité aux personnes handicapées,
- > les économies d'énergie,
- > les travaux dans les 684 logements de fonction,
- > le désamiantage.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

### **Les activités du pôle Rénovation :**

26 opérations de rénovation ventilées en 5 programmes de travaux :

- > Sections d'Enseignement Général Professionnel Adapté (SEGPA),
- > aménagement et rénovation des aires sportives,
- > extension et rénovation des demi-pensions,
- > rénovations diverses, restructuration et extension de locaux, réfection clos/couvert,
- > accessibilité handicapés.

## **BILAN DES ACTIONS**

### **Les travaux de maintenance**

- > 726 opérations urgentes et 106 grands travaux de maintenance,
- > 11 opérations programmées entre 2012 et 2015 ont été réalisées en 2016,
- > Participation à 22 commissions de sécurité,
- > Suivi des analyses effectuées sur l'ensemble des collèges par le Laboratoire Départemental d'Analyses.

### **Les opérations de rénovation**

- > 3 chantiers ont été livrés : la SEGPA (Collège Dumas – Marseille) et le remplacement de 2 systèmes sécurités incendies : SSI à Brassens (Marignane) et Mignet (Aix-en-Provence),
- > 2 opérations en travaux : la modernisation de 23 chaufferies et l'extension du réfectoire (RIEU – St Martin-de-Crau),
- > 11 opérations en études notamment l'établissement de l'AD'AP, mise aux normes relatives à l'accessibilité des personnes handicapées.

## **PERSPECTIVES**

### **Les travaux de maintenance dans les collèges s'articuleront autour de plusieurs axes**

- > La poursuite de la mise en sûreté et sécurité des collèges, axe prioritaire de la mandature : portiques, clôtures, vidéo protection. Fin 2017, 21 collèges devraient être sécurisés.
- > La poursuite de la mise en accessibilité aux personnes handicapées par la mise en œuvre de l'AD'AP (23 collèges).
- > Le remplacement des systèmes de sécurité incendie (SSI) les plus anciens.
- > La poursuite de l'exécution des programmations antérieures de maintenance et l'exécution de la programmation 2017 composée de 69 opérations de maintenance dans 48 collèges, à ce jour.

### **Les chantiers rénovation**

- > SSI dans divers collèges, demi-pension et accessibilité, extension du réfectoire, modernisation de 23 chaufferies.

## **SERVICE MAINTENANCE ET EXPLOITATION DES BÂTIMENTS**

### **MISSIONS**

**Périmètre d'intervention :** Sur 375 sites pour une superficie de 429 094 m<sup>2</sup>.

Le Service de la Maintenance et de l'Exploitation des Bâtiments assure les activités principales suivantes :

- > La maintenance préventive : l'exploitation des installations « chauffage, climatisation, sécurité incendie, ascenseurs, portes et portails », l'exploitation des grands sites « Arenc et Culture », le suivi réglementaire et les opérations de maintenance programmées visant à l'amélioration du patrimoine « sécurité, pérennité, hygiène, fonctionnement, amélioration »,
- > La maintenance curative : les situations d'urgence auxquelles le Service des Prestations Urgentes et Atelier ne peut plus répondre vu la nature et/ou l'ampleur des travaux.

## BILAN DES ACTIONS

Quatorze opérations de plus de 50 000 € ont été menées grâce aux marchés à bons de commande, pour un montant total de 2 462 000 €, parmi lesquelles :

- > MDS Pressensé 379 000 €, aménagement des locaux suite déménagement,
- > ESPA d'Arles 373 000 €, adaptation des locaux suite aux ventes en futur état d'achèvement,
- > Ateliers des Routes Arles 320 000 €, désamiantage du site et aménagement des bureaux,
- > MDS Bonneveine 275 000 €, désamiantage du sol et remise en état des locaux.

## PERSPECTIVES

La réalisation de la programmation 2017 dépendra de la relance des marchés accords-cadres à bon de commande pour un certain nombre de corps d'état (électricité, étanchéité, charpente, désamiantage, peinture et autres...).

Une programmation de 4 700 000 € TTC en maintenance préventive a été mise en place.

## SERVICE PRESTATIONS URGENTES ET ATELIER (SPUA)

### MISSIONS

Le SPUA a pour objectif d'intervenir dans l'urgence afin de maintenir et de garder en bon état l'ensemble des 384 bâtiments de notre collectivité, excepté les collèges.

Les interventions qui ne peuvent être réalisées par les techniciens du service sont redirigées vers les entreprises suivies par le SPUA.

Le service prend en charge les demandes du #1 : plomberie, climatisation, menuiserie, peinture, serrurerie, maçonnerie.

### BILAN DES ACTIONS

Statistiques de l'assistance 7/20.

Bilan des actions

Actions	Actions clôturées	Taux de clôture	Dossier (fiche #)	Dossiers clôturés	Taux de clôture	Interventions	Moyenne interventions/jour
7 807	7 260	92 %	3 435	2 655	78 %	4 385	20

## PERSPECTIVES

- > Consolidation des procédures d'Assistance des dépannages urgents (#1).
- > Amélioration de la communication avec les demandeurs.
- > Augmentation de la fréquence des contrôles sur site (prestation travaux et Équipement de Protection Individuelle) mis en place récemment.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

# > DIRECTION DES MARCHES ET DE LA COMPTABILITÉ

FAITS MARQUANTS 2016 Création de la Direction

La DMC a été créée en juillet 2016 en remplacement de la DGAC (Direction de la Gestion, de l'administration et de la Comptabilité). Elle se compose de deux directions adjointes :

- > la Direction Adjointe de la Comptabilité composée du Service Finances Comptabilité (SFC) et du Service Assistance et Suivi Informatique (SASI),
- > la Direction Adjointe des Marchés composée du Service des Marchés des Routes et des Ports (SMRP), du Service des Marchés de la Construction et de l'Environnement (SMCE) et du Service des Marchés de Maintenance (SMM).

## MISSIONS

- > passer les marchés pour l'ensemble des directions de la DGA ET,
- > assurer l'élaboration technique et le suivi d'exécution des accords-cadres à bons de commande utilisés par les directions de la DGA ET,
- > procéder au mandatement et à la liquidation des factures des directions de la DGA ET, hors DRP et DFEN,
- > assurer la mission de correspondant informatique et de téléphonie pour l'ensemble des Directions de la DGA ET.

## MOYENS

### Moyens humains

Agents	Effectifs
Catégorie A	10
Catégorie B	31
Catégorie C	23
<b>TOTAL</b>	<b>64</b>

### Budget 2016 (K€)

Fonctionnement	207,00
Investissement	250,00
<b>TOTAL</b>	<b>457,00</b>

## BILAN DES ACTIONS

### 🏗️ Service des Marchés de la Construction et de l'Environnement (SMCE)

Le SMCE a traité 312 marchés (dont 109 notifiés et 92 classés sans suite ou déclarés infructueux).

### 🏗️ Service des Marchés des Routes et des Ports (SMRP)

Le SMRP a traité 75 marchés (dont 67 notifiés et 8 classés sans suite ou déclarés infructueux).

### 🏗️ Service des Marchés de Maintenance (SMM)

Le SMM a traité 125 marchés (dont 58 notifiés et 57 classés sans suite).

**Service Finances Comptabilité (SFC)**

Le nombre de factures reçues a diminué de 29 % sur 2016 ainsi que le nombre de mandatements (-16 %). Cette forte baisse s'explique notamment par l'arrêt de certains marchés à bons de commande courant 2016 ainsi que par le non-renouvellement d'autres marchés.

**Service Assistance et Suivi Informatique (SASI)**

- > suivi et coordination du Schéma Directeur des Systèmes d'Information,
- > suivi de l'intégration des Bordereaux de Prix Unitaires (BPU) dans l'application MTBv2.

**PERSPECTIVES**

Relance des accords-cadres à bons de commande (marchés non pourvus et relance des autres lots : total 118 marchés)

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

# DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DU CADRE DE VIE



- DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
- DIRECTION DE LA CULTURE
- DIRECTION DE LA COMMUNICATION,  
DE LA PRESSE ET DES ÉVÈNEMENTS





DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

# > DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

**FAITS MARQUANTS 2016** Mise en place d'un schéma directeur des politiques jeunesse et sports au regard des États Généraux de Provence.

## MISSIONS

La Direction de la Jeunesse et des Sports (DJS) est chargée de proposer, mettre en œuvre, administrer, suivre et évaluer les politiques départementales de la jeunesse et du sport :

- > agir pour les jeunes en les aidant et en les accompagnant par le développement d'initiatives culturelles, éducatives, sportives, économiques et sociales,
- > permettre l'accès au plus grand nombre à la pratique sportive par le soutien au mouvement sportif, aux athlètes et par l'organisation de manifestations sportives.

Depuis le 12 juillet 2016, la DJS a également pour mission d'organiser et d'assurer la réception et le traitement administratif de l'ensemble des dossiers de subvention de la collectivité.

## MOYENS

### Moyens humains

	Direction	Service des Sports	Service de la jeunesse	Service Relation aux Associations
Catégorie A	4	7	7	1
Catégorie B	6	11	7	0
Catégorie C	14	24	19	9
Emploi d'avenir	1	0	0	1
<b>TOTAL</b>	<b>25</b>	<b>42</b>	<b>33</b>	<b>11</b>

### Budget 2016 (K€)

Fonctionnement	18 975,00
Investissement	808,15
<b>TOTAL</b>	<b>19 783,15</b>

## BILAN DES ACTIONS

Les actions de la DJS se sont structurées autour de :

### 🔧 La rénovation de la Direction en lien avec les nouvelles orientations des politiques publiques

- > mise en place d'un schéma directeur de la DJS et de suivi des politiques définies lors des États Généraux de Provence.
- > ajustement de l'organisation de la Direction découlant du nouveau schéma directeur (nouvel organigramme, adaptation des fiches de postes, et accompagnement des agents au changement),
- > intégration du Service des Relations aux Associations (SRA) : réception et traitement administratif de l'ensemble des dossiers de subvention de la collectivité, 8 708 en 2016. Projet de service en cours de réalisation,
- > repositionnement des Maisons Départementales de Provence de la Jeunesse et des Sports (MDPJS) au niveau du Pôle Stratégie et Animation du Territoire. Les MDPJS (une à Marseille et une à Aix-en-Provence) :
  - déploient les politiques jeunesse et sport sur le territoire,
  - accompagnent et orientent les usagers (les jeunes, les associations et les familles),
  - recensent les actions sur le territoire intégrant les priorités de la collectivité.

### 🔧 Une démarche transversale affirmée :

- > ensemble en Provence : participation à la mise en place d'une programmation événementielle (Open 13 Provence, Nature Sport Provence...), conduite de projets territorialisés et valorisation des actions de la DJS,
- > pilotage de la première rencontre départementale « Sport-santé »,
- > Marseille Provence : « Capitale Européenne du Sport 2017 » : création d'un groupe de réflexion sur les actions départementales et associatives valorisables en 2017.

## LE SERVICE DE LA JEUNESSE

### MISSIONS

La politique jeunesse vise à initier, à accompagner, et à soutenir des dynamiques nouvelles pour favoriser l'initiative et l'autonomie des jeunes de 11 à 25 ans du département avec comme priorités : l'accès à l'emploi, l'accès aux loisirs et la citoyenneté.

### BILAN DES ACTIONS

#### Soutien au mouvement associatif

- > soutien aux associations agissant en direction de la jeunesse (184 dossiers),
- > aide à l'insertion des jeunes par le soutien de 8 chantiers jeunes bénévoles portés par 4 structures, l'école de la deuxième chance et les missions locales.

#### Les actions de découverte en direction des collégiens

- > **la carte l'Attitude Provence :**  
52 500 cartes ont été délivrées avec un turnover de 58 % de bénéficiaires par rapport à 2015,
- > **les séjours sportifs, éducatifs et culturels**  
Organisés avec 15 associations partenaires (Appels à Projets). 4 297 adolescents issus de collèges publics en ont bénéficié. 98 % des enfants ont été satisfaits des séjours. Séjours ouverts aux collèges privés depuis septembre 2016.



#### Les services civiques de Provence

- > promotion 2015-2016 : 12 jeunes recrutés avec pour missions la médiation culturelle et numérique et la valorisation de l'animation départementale autour de l'Euro 2016,
- > un véritable service civique de Provence a été mis en place avec le recrutement et le tutorat de 100 jeunes sur 44 missions dans les domaines de compétences de la collectivité.

#### Paroles de jeunes

- > forums de jeunes : sept forums des jeunes réalisés en 2016 avec 560 participants qui ont produit des propositions sur les axes de la politique jeunesse,
- > les Jeunes Bénévoles : Action de valorisation des bénévoles.

#### Fonds d'aide aux jeunes - FAJ

- > 2 488 dossiers ont été acceptés.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

## LE SERVICE DES SPORTS

---

### MISSIONS

- > favoriser l'accès de tous à la pratique sportive avec comme priorités la jeunesse, la citoyenneté, le sport santé et le handicap,
  - > soutenir le sport de haut niveau,
  - > animer de façon équilibrée le territoire départemental.
- Le département compte plus de 3 800 clubs et 436 163 licenciés.

### BILAN DES ACTIONS

#### Soutien au mouvement sportif

- > subventions de fonctionnement  
On comptabilise 1 211 dossiers intégrant les projets spécifiques sport, santé et citoyenneté
  - **le sport santé**
    - suivi Médical de Prévention : 865 visites sur les 4 centres médico-sportifs,
    - collège en Forme : 1 168 collégiens en ont bénéficié dans 4 établissements,
    - bien-être active : Près de 220 personnes ont bénéficié de ce dispositif.
  - **hors Temps Scolaire**  
23 collèges (sur 56) ont ouvert leurs équipements sportifs.
- > manifestations sportives de prestige : le Département a soutenu 148 évènements de prestige.



#### Aides aux athlètes

119 bourses ont été accordées en 2016.

#### Centre Sportif départemental de Fontainieu (CSF)

Le Centre Sportif est devenu depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 un équipement métropolitain.

## LE SERVICE DES RELATIONS AVEC LES ASSOCIATIONS

---

### MISSIONS

- > centraliser les demandes de subvention des associations déposées auprès de la collectivité et aider les déposants dans leur démarche,
- > créer un relais transversal d'informations relatives aux demandes de subventions des associations et destiné aux services instructeurs,
- > éditer des statistiques fiables et globales sur les dossiers de subvention,
- > 8 708 dossiers ont été transmis pour instruction.

## > DIRECTION DE LA CULTURE

**FAITS MARQUANTS 2016** Succès de l'exposition "Khâemouaset" organisée au Musée départemental de l'Arles Antique.

### MISSIONS

La Direction de la Culture met en œuvre des compétences obligatoires recouvrant :

- > en matière d'archives : la collecte, le traitement, la conservation, la communication et la valorisation des archives historiques,
- > en matière de lecture publique : le prêt de documents, le conseil et la formation et l'action culturelle, pour les bibliothèques municipales des villes de moins de 20 000 habitants,
- > en matière d'enseignement artistique : l'élaboration d'un Schéma départemental de développement des enseignements artistiques dans les disciplines du spectacle vivant, en concertation avec les communes concernées,
- > en matière de patrimoine : la conservation du patrimoine rural non protégé.

Elle exerce également des compétences facultatives concourant à un meilleur aménagement culturel du territoire et à l'accès du plus grand nombre à la culture par le soutien aux associations, l'organisation d'actions culturelles propres, l'encouragement au développement culturel des Communes et la mise en valeur des propriétés départementales.

Enfin, elle gère deux musées départementaux, le Museon Arlaten et le Musée Départemental de l'Arles Antique, situés à Arles, anime une résidence d'artistes au Domaine de l'Étang des Aulnes et participe activement à l'animation des domaines naturels départementaux.

### MOYENS

#### Moyens humains

Catégorie A	76
Catégorie B	54
Catégorie C	160
<b>TOTAL</b>	<b>290</b>

#### Budget 2016 (K€)

Fonctionnement	16 588,00
Investissement	3 503,30
<b>TOTAL</b>	<b>20 091,30</b>

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

## ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

---

### MISSIONS

Les Archives départementales sont chargées de collecter, traiter, conserver, communiquer et valoriser les archives historiques publiques.

### BILAN DES ACTIONS

- > recellement entrepris sur les 2 sites (obligations réglementaires),
- > préparation du transfert à Marseille des fonds conservés à Aix-en-Provence,
- > contrôle et collecte des archives : les Archives ont collecté près de 1 300 mètres linéaires d'archives publiques et des fonds privés pour 50 ml. Le premier versement d'archives électroniques définitives transmis par les services de l'État a eu lieu. Des photographies et des cartes postales ont été acquises,
- > traitement des fonds : mise en production du nouveau système informatique d'archivage,
- > mesures de conservation : poursuite de la numérisation des fonds anciens ou très abîmés,
- > communication des archives au public : 2 000 lecteurs enregistrés pour 25 000 documents consultés sur place, 4 000 demandes de recherche par correspondance, augmentation de la fréquentation du site internet (près de 1,9 million de pages vues),
- > médiation et valorisation du patrimoine documentaire : accueil de plus de 10 000 visiteurs.

## BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE DE PRÊT

---

### MISSIONS

#### La BDP met en œuvre un plan de développement de la lecture publique en :

- > constituant un fonds documentaire diversifié diffusé auprès du réseau départemental des bibliothèques ainsi qu'auprès des structures partenaires,
- > aidant à la construction de bibliothèques, à leur aménagement et à leur informatisation,
- > soutenant le développement des bibliothèques en apportant aide, conseils, formation, tutorat et expertise auprès des personnels du réseau départemental.



### BILAN DES ACTIONS

La BDP apporte un soutien documentaire à 19 structures partenaires des villes de plus de 20 000 habitants œuvrant en direction de publics empêchés ou ciblés et à 96 communes.

- > l'aide aux communes : La BDP a accompagné 7 projets de construction, d'informatisation, de ré-informatisation ou de réaménagement de bibliothèques,
- > les ressources documentaires : l'offre documentaire (450 000 documents) s'adapte aux évolutions des usages et des services en intégrant des ressources dématérialisées,
- > les services de proximité aux ABD : le nombre de visiteurs s'est élevé à 29 886 sur les sites de Marseille et Saint-Rémy-de-Provence.

## MUSEON ARLATEN

### MISSIONS

Le Museon Arlaten, musée d'ethnographie provençale, labellisé Musée de France, rouvrira en 2019 après une vaste opération de rénovation, à la fois architecturale et muséographique. Il conserve, restaure, étudie et enrichit ses collections, en préparant le futur parcours muséographique. Il présente ses collections via des actions dans divers lieux du Département.

### BILAN DES ACTIONS

- > documentation des collections départementales : poursuite du plan de conservation préventive via l'imagerie numérique et du catalogage des périodiques patrimoniaux.
- > gestion des collections départementales et conservation préventive : poursuite des missions d'acquisitions (dons et achats), de prêts d'objets, des campagnes de restauration.
- > service des publics : 3 062 personnes ont pu bénéficier d'une médiation autour des nouvelles thématiques du musée ou de la rénovation.

## MUSÉE DÉPARTEMENTAL DE L'ARLES ANTIQUE

### MISSIONS

- > conserver, enrichir, restaurer, étudier le patrimoine archéologique du département ;
- > transmettre ce patrimoine au public, lui proposer différents programmes de formation ainsi qu'un accès à une documentation spécialisée,
- > accompagner la valorisation du patrimoine archéologique des communes du département,

### BILAN DES ACTIONS

- > l'année 2016 a permis de recevoir près de 160 000 visiteurs dont 55 000 pour la seule exposition consacrée au fils de Ramsès II, Khâemouaset, d'obtenir une troisième étoile au guide Michelin, de mettre en œuvre un programme de formation avec la fondation Getty de Los Angeles, de poursuivre le partenariat avec le musée du Louvre, la Bibliothèque Nationale de France et d'engager une convention inédite avec les musées du Vatican.

#### Département des Publics

- > en 2016, il a assuré et coordonné l'accueil de près de 148 355 personnes : visites guidées, conférences, spectacles, formations, ateliers,
- > le MDAA constitue ainsi le musée archéologique le plus fréquenté de France.

#### Département des collections :

- > **service archéologique** : Il assure des opérations archéologiques terrestres et subaquatiques. En 2016, découverte d'un monument public très précoce (début du 1<sup>er</sup> s. av. J.-C.) et d'une maison romaine du 1<sup>er</sup> s. av. J.-C. dotée de décors peints,
- > **service conservation** : Il a en charge les acquisitions et restauration d'œuvres, le récolement, l'inventaire et le prêt pour des expositions dans d'autres musées. En 2016, le service a organisé l'exposition "Khâemouaset, le prince archéologue",
- > **service de restauration** : Il a en charge la restauration de mosaïques antiques, pavement, sols, enduits peints.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE



## LE PARTENARIAT CULTUREL

---

Le Conseil Départemental est partenaire de nombreux projets, notamment au travers de son importante implication financière. Il octroie des subventions de fonctionnement aux associations culturelles, des aides aux demandes de résidences d'auteurs, ainsi que des aides au développement culturel des communes. Il met en œuvre le dispositif intitulé « Aide aux salles de cinéma » dans les communes de moins de 100 000 habitants et dans le cadre de l'aide à la création et à l'édition, il accorde des prix pour la publication d'ouvrage (14 projets aidés en 2016). Enfin, dans le cadre du Schéma départemental d'enseignement artistique, le Conseil Départemental a accompagné en 2016, 23 projets expérimentaux d'enseignement artistique, 13 structures d'enseignement artistique et 14 chœurs amateurs.

## LES ACTIONS CULTURELLES

---

Les actions culturelles sont portées par l'Unité de Direction, soit en régie directe, soit en partenariat avec des associations culturelles et des artistes.

### **Actions culturelles évènementielles**

- > les Chants de Noël : 59 représentations,
- > tournée du Festival International de Piano de la Roque d'Anthéron : 14 représentations,
- > tournée du Festival International d'Art Lyrique « Jeunes Voix lyriques » : 6 représentations,
- > 2 concerts en partenariat avec le Festival International de Piano de la Roque d'Anthéron.

### **Dispositif Saison 13 : saison 2015-2016**

- > 43 des 106 communes de moins de 20 000 habitants ont adhéré à Saison 13 soit 41 % des communes éligibles,
- > 228 représentations ont eu lieu dont 1 en cirque, 3 en danse, 79 en jeune public, 66 en musique, 49 en théâtre, 8 en spectacle de rue, 22 opérations d'accompagnement.

### **Actions éducatives et artistiques dans les collèges**

- > la Direction de la Culture est associée à la Direction de l'Éducation afin de proposer son expertise pour les projets artistiques et culturels du Guide des actions éducatives,  
D'autre part, la Direction de la Culture a développé des actions de sensibilisation aux pratiques artistiques collectives dans les collèges : classes-orchestres, classes-danses ou théâtre.  
En 2015/2016 : 4 000 collégiens ont été concernés dont 270 de façon directe.

### **Actions menées au titre du dispositif « Ensemble en Provence »**

- > la Direction participe activement au dispositif "Ensemble en Provence" en favorisant l'accès à des actions culturelles.

## DOMAINE DÉPARTEMENTAL DE L'ÉTANG DES AULNES

---

### **MISSIONS**

Le site départemental de l'Étang des Aulnes participe également à la mise en œuvre de la politique culturelle départementale : il répond aux besoins en lieux de travail et de répétition des artistes professionnels du spectacle vivant (théâtre, musique, danse, cirque et arts de la rue). De septembre à juin, des équipes artistiques en création sont accueillies avec une mise à disposition d'un plateau de répétition, d'un lieu d'hébergement et une prise en charge de leur restauration.



## > DIRECTION DE LA COMMUNICATION, DE LA PRESSE ET DES ÉVÉNEMENTS (DCPE)

**FAITS MARQUANTS 2016** Digitalisation de la communication du Département avec une présence renforcée sur les réseaux sociaux et le web.

### MISSIONS

Direction transversale, la Direction de la Communication, de la Presse et des Évènements, concourt à rendre visible et lisible du plus grand nombre l'action du Département sous tous ses aspects : promotion des services aux publics, communication institutionnelle et événementielle, communication interne et communication d'intérêt général.

Afin de couvrir l'ensemble du territoire départemental et d'explicitier les politiques publiques du Département, elle met en œuvre une communication volontariste, audacieuse et dynamique qui accompagne l'évolution du rapport entre les citoyens et les institutions.

#### À cet effet, trois axes principaux orientent les missions de la Direction

- > promouvoir les compétences et les missions du Département,
- > garantir et développer le droit à l'information du public en lui facilitant l'accès aux services, actions et dispositifs gérés et impulsés par le Département,
- > rendre l'institution plus lisible et plus proche des citoyens et assurer la mise en valeur des actions décidées par le Conseil Départemental et des politiques publiques qui en découlent. Dans ce cadre, il s'agit pour la Direction d'accompagner chaque action ou dispositif public afin d'en optimiser l'impact et de permettre à la collectivité d'être toujours plus en phase avec les attentes et les besoins des citoyens.

Regroupant tous les champs d'une communication institutionnelle, la direction est également chargée de la mise en place d'évènements organisés par le Département, en veillant à ce que le cadre et la cohérence définis par l'exécutif dans le projet « la Provence de demain » se reflète dans toutes les actions de communication conduites.

### MOYENS

La Direction a connu une réorganisation avec l'établissement d'un nouvel organigramme, une diminution notable de ses effectifs pour une direction recentrée sur ses objectifs prioritaires et une réduction de son budget. Sous l'autorité du Directeur, d'un directeur adjoint et de deux adjoints au directeur, les agents sont répartis en services et pôles en fonction d'une logique métier élargie : Service communication interne et administration générale, Service web/image, Service médias, Service projets, Service juridique et financier.

Moyens humains	
Effectif	<b>62</b>

Budget 2016 (K€)	
Fonctionnement	4 238,00
<b>TOTAL</b>	<b>4 238,00</b>

### BILAN DES ACTIONS

La Direction s'est mobilisée pour la mise en place et l'exécution du projet départemental « la Provence de demain », le renforcement de la transversalité entre les services de la direction, la refonte des supports de communication (charte graphique, évolution du logotype, site Internet, documents institutionnels), la digitalisation de la communication du Département avec une présence renforcée sur les réseaux sociaux et le web et le développement de nouvelles formes de communication dédiées et de nouveaux formats audiovisuels

### PERSPECTIVES

Au regard des objectifs atteints, il convient pour la Direction de la Communication, de la Presse et des Évènements de conforter son rôle opérationnel, sa transversalité et de poursuivre la modernisation de la communication institutionnelle avec une organisation adaptée et pleinement fonctionnelle.

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE STRATÉGIE ET DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE L'ÉQUIPEMENT DU TERRITOIRE

**DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DU CADRE DE VIE**

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DES PROJETS TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

# DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DES PROJETS TRANSVERSAUX



- AGENDA 21
- DÉMARCHE QUALITÉ ACCUEIL
- ENSEMBLE EN PROVENCE



DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

# DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DES PROJETS TRANSVERSAUX

**FAITS MARQUANTS 2016** Élaboration et vote du troisième plan d'action 2016-2018 du Département « 60 actions pour une Provence durable ».

La Direction Générale Adjointe « Projets transversaux » (DGAP) a été créée lors du CTP du 12 juillet 2016. Elle a pour objectif l'amélioration des processus de collaboration, tant en interne qu'avec les partenaires institutionnels. Elle suit les démarches transversales permettant de renforcer la qualité du service rendu aux usagers, telles que l'amélioration de la qualité de l'accueil, l'animation d'une dynamique de développement durable (agenda 21), et le dispositif « Ensemble en Provence ».

## MOYENS

### Moyens humains

Agents	Effectifs
Catégorie A	2
Catégorie B	2
Catégorie C	1
<b>TOTAL</b>	<b>5</b>

### Budget 2016 (K€)

Fonctionnement	120,00
<b>TOTAL</b>	<b>120,00</b>

## BILAN DES ACTIONS

### L'AGENDA 21 : « 60 ACTIONS POUR UNE PROVENCE DURABLE »

La Mission Agenda 21 coordonne et met en cohérence les réflexions sur les thématiques liées au développement durable.

L'année 2016 a été marquée par l'élaboration et le vote du troisième plan d'action 2016-2018 du Département « 60 actions pour une Provence durable » et la rédaction du rapport de situation de la collectivité en matière de développement durable 2016.

Les points saillants en matière de communication concernent la création d'un nouveau logo et d'un flyer présentant les 60 actions en faveur du développement durable, la participation au forum des Maires avec un stand dédié à « Une Provence Durable », et la poursuite des « Cafés Agenda 21 » à l'occasion du marché de Noël sur l'esplanade de Saint-Just.

## DÉMARCHE QUALITÉ ACCUEIL

La Démarche Qualité Accueil cherche prioritairement à placer l'utilisateur au cœur des préoccupations de l'administration.

L'audit de suivi de mars 2016 a confirmé le renouvellement de la certification par l'AFNOR.

Plus de 820 000 usagers ont été accueillis dans les sites principaux. Globalement, le taux de satisfaction des usagers reste très élevé avec 94,4 % de satisfaction sur plus de 840 usagers interrogés.

C'est aussi près de 2 650 000 appels externes reçus par le Conseil Départemental. La satisfaction usager en 2016 est de 83,9 %. Le taux de décroché en moins de 5 sonneries « ressenti usager » est stable à 71,2 %. Un quart des appels est toujours décroché par une Messagerie Vocale (MeVo).

## ENSEMBLE EN PROVENCE

Ce dispositif a pour objectif de favoriser l'accès à la culture, à l'art, au sport et à la nature des personnes qui en sont les plus éloignées, en donnant les moyens aux personnes dont la collectivité s'est vue confier la charge d'accéder à des propositions sur tout le territoire.

Le dispositif enregistre 8 400 participants sur 52 actions, 200 structures différentes, 45 porteurs de projets, 164 transports organisés et 10 transports sur le réseau Carreize. 2016 conforte la reconnaissance de cette démarche tant en interne qu'à l'extérieur (+ 6.25 % de participation par rapport à 2015) et présente une montée en puissance de l'offre de projets environnementaux (découverte du patrimoine naturel provençal et éducation à l'environnement) ainsi que l'accueil de nouveaux partenaires (Musée de la Camargue, Marais du Vigueirat, Abbaye de Silvacane).

### PERSPECTIVES

#### **Agenda 21 : « 60 actions pour une Provence Durable »**

Outre ses missions classiques d'animation de la dynamique de développement durable, l'équipe en charge de cette mission s'attachera plus particulièrement à assurer le suivi du plan d'action, élaborer un plan de communication autour de 60 actions pour une Provence durable en partenariat avec la direction de la communication et proposer un cycle de formation « Démarches durables » à destination des communes en partenariat avec l'ATD.

#### **« Démarche Qualité Accueil »**

Les perspectives concernent essentiellement le maintien voire l'augmentation de la qualité d'accueil proposée aux usagers, notamment par une amélioration du taux de décroché « ressenti usager ». La DGA Projets transversaux a également été missionnée pour réaliser une étude et formuler des propositions dans le cadre du lancement d'un dispositif de gestion relation citoyen/usagers (GRC/GRU).

#### **« Ensemble en Provence »**

L'année sera consacrée à rechercher de nouveaux partenaires pour enrichir la programmation sur tout le territoire et dans différents domaines, à développer les liens avec les relais sociaux s'occupant des jeunes et jeunes adultes, à consolider les actions en direction des personnes âgées et des personnes en situation de handicap et à animer le réseau des acteurs locaux dans le cadre de la poursuite de la dynamique impulsée par Marseille Provence 2013 et dans la perspective à MP 2018.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE



# DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE



- DIRECTION DES SERVICES GÉNÉRAUX
- DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DES SERVICES NUMÉRIQUES
- DIRECTION JURIDIQUE ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE
- DIRECTION DU CONTRÔLE DE GESTION





DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

**DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE**



DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

# DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

La Direction générale adjointe de l'administration générale est chargée de coordonner plusieurs directions ressources dans une logique d'amélioration continue du fonctionnement de la collectivité.

Elle est composée de 4 directions :

- > direction des Services Généraux (DSG),
- > direction des Systèmes d'Information et des Services Numériques (DSISN),
- > direction Juridique et de la Commande Publique (DJCP),
- > direction du Contrôle de Gestion (DCG).

Elle a repris également les missions d'inspection générale et la coordination des réponses aux organismes de contrôle externe (Chambre régionale des comptes, Cour des comptes), en lien avec la Direction du contrôle de gestion et la Direction juridique.

## > DIRECTION DES SERVICES GÉNÉRAUX

**FAITS MARQUANTS 2016** Renforcement des dispositifs et des consignes de sûreté sur l'ensemble des sites.

La Direction des Services Généraux coordonne l'ensemble des opérations matérielles et logistiques visant à mettre à la disposition de tous les services du Département, les moyens nécessaires à leur bon fonctionnement.

### MOYENS

#### Moyens humains

Agents	Effectifs
Catégorie A	29
Catégorie B	56
Catégorie C	338
<b>TOTAL</b>	<b>423</b>

#### Budget 2016 (K€)

Fonctionnement	25 085,00
Investissement	4 170,00
<b>TOTAL</b>	<b>29 255,00</b>

### PERSPECTIVES

- > dématérialisation :
  - heures supplémentaires,
  - ordres de mission,
  - numérisation des factures.
- > gestion patrimoniale : inventaire des mobiliers,
- > nouvelle procédure de traitement des amendes, en lien avec l'évolution de la réglementation,
- > achat de véhicules électriques, dans le cadre de la Loi Transition Énergétique,
- > mise en conformité et rénovation de l'atelier mécanique du Bd Lambert,
- > documentation : réflexion pour un accès au portail documentaire en version Internet, redéfinition de la ligne éditoriale du panorama de presse et de la Newsletter,
- > projet de modernisation de la sûreté de l'HD13, renforcement de la sûreté des sites extérieurs, finalisation du projet de modernisation du PC du MDAA.



## DIRECTION

### LE SERVICE DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA COMPTABILITÉ

#### MISSIONS ET BILAN DES ACTIONS

- > mise en place de procédures RH et d'hygiène et de sécurité,
- > évolution du processus de suivi des enveloppes logistiques attribuées aux directions,
- > suivi régulier des traitements des factures permettant de réduire les délais de paiement.

### LE SERVICE DES MARCHÉS

#### MISSIONS ET BILAN DES ACTIONS

- > travail sur la planification des procédures de marchés publics
  - diminution du délai de passation.

## DIRECTION ADJOINTE DE LA LOGISTIQUE

### LE SERVICE ACHATS ET GESTION D'ÉQUIPEMENTS, FOURNITURES ET DÉMÉNAGEMENTS

#### MISSIONS ET BILAN DES ACTIONS

- > **secteur mobilier, déménagement, transfert, inventaire** : travail autour de la traçabilité et de la validation des demandes d'achat de mobilier et de matériels,
- > **secteur économat** : diminution du budget de 25 % par rapport à 2015 et réduction des enveloppes allouées aux fournitures de bureau de 30 %,
- > **secteur matériel** : achat et maintenance de matériel divers,
- > **secteur signalétique** : signalétique dans 209 évènements, 68 sites équipés de panneaux d'information,
- > **secteur vêture** : mise en place d'une attribution par points permettant de mieux s'adapter aux besoins.

### LE SERVICE DU PARC AUTOMOBILE

#### MISSIONS ET BILAN DES ACTIONS

- > 440 véhicules légers, 40 poids lourds et engins, gestion du Partag'auto,
- > procédure pour l'attribution des véhicules réformés,
- > étude relative aux véhicules propres.

### LE SERVICE RÉGULATION LOGISTIQUE

#### MISSIONS ET BILAN DES ACTIONS

- > **secteur Livraison** : réception, stockage de produits et livraisons sur les sites extérieurs,
- > **secteur Régulation - chauffeurs de mission** : Planification des missions et suivi des états indemnitaires des chauffeurs. Amélioration de la gestion des frais de déplacements et heures supplémentaires,
- > **secteur Fonctionnement** : fonctionnement de la flotte hors entretien et gestion des demandes de location de cars.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

## LE SERVICE DE LA DOCUMENTATION

### MISSIONS ET BILAN DES ACTIONS

- > pôle presse : 254 panoramas de presse, 1 282 veilles documentaires et 8 dossiers de presse,
- > pôle documentation : 24 newsletters, 50 veilles sur des thématiques ciblées pour 691 cadres et 11 dossiers documentaires.

## LE SERVICE DU COURRIER, DE L'ACCUEIL ET DES MANIFESTATIONS

### MISSIONS ET BILAN DES ACTIONS

- > amélioration continue dans le cadre de la Démarche Qualité Accueil de la Collectivité,
- > diversification et optimisation : interventions des agents en charge de la manutention lors des manifestations, sur les déménagements internes HD13.

## DIRECTION ADJOINTE TECHNIQUE

---

## LE SERVICE DE LA MAINTENANCE ET DE L'EXPLOITATION TECHNIQUE DE L'HD13

### MISSIONS ET BILAN DES ACTIONS

- > **pôle Maintenance** : travaux de maintenance et suivi des demandes d'intervention du centre de service #1,
- > **pôle Exploitation Technique** : rénovation des installations techniques. En 2016, dossier de la rénovation du parking P2/P3,
- > **Activité Déménagement** : coordination de 288 déménagements.

## LE SERVICE PROPRETÉ, HYGIÈNE, DÉCHETS ET ESPACES VERTS

### MISSIONS ET BILAN DES ACTIONS

- > **nettoyage** : accompagnement des agents en régie sur les sites déconcentrés, traçabilité accrue de l'activité du secteur propreté,
- > **traitement des déchets** : extension de la collecte sélective des déchets sur l'HD13.

## LE SERVICE TECHNIQUE SÛRETÉ SÉCURITÉ

### MISSIONS ET BILAN DES ACTIONS

- > renforcement des dispositifs de sûreté sur l'ensemble des sites,
- > rappel des consignes de vigilance à tous les prestataires et agents,
- > consignes spécifiques alerte à la bombe et colis suspects.

## LE SERVICE ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA SÛRETÉ

### MISSIONS ET BILAN DES ACTIONS

- > appui au service technique sur les missions administratives, budgétaires.

# > DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DES SERVICES NUMÉRIQUES

**FAITS MARQUANTS 2016** Montée en charge du programme de dématérialisation.

## MISSIONS

La DSISN a la charge de toutes les actions liées aux services numériques, à l'informatique et aux télécommunications du Département. Elle assure les expertises, les études, les développements, l'exploitation et la maintenance des systèmes utilisés.

## MOYENS

Moyens humains	
Agents	Effectifs
Catégorie A	51
Catégorie B	18
Catégorie C	14
<b>TOTAL</b>	<b>83</b>

Budget 2016 (K€)	
Fonctionnement	13 833,00
Investissement	15 500,00
<b>TOTAL</b>	<b>29 333,00</b>

## BILAN DES ACTIONS

En 2016, les principales réalisations ont ciblé :

- > le programme de dématérialisation : gestion des subventions, dispositif d'aide à l'emploi pour l'insertion, consolidation des informations de la protection maternelle et infantile,
- > le programme de développement des services aux usagers : référentiel unifié des usagers de la DGA Solidarité pour répondre au modèle « dites-le nous une fois », amélioration de la qualité de l'accueil du CD13 grâce aux plateformes d'appel téléphonique,
- > le programme d'amélioration des performances de la collectivité : développement d'outils DRH, budgétaires et comptables; fiabilisation des infocentres RH et financier; et réorganisation de la DSISN pour s'aligner sur les besoins de la collectivité.

## PERSPECTIVES

- > la Gestion Électronique des Documents : dématérialisation factures,
- > la mise en œuvre d'une Gestion des Marchés adaptée à la nouvelle réglementation (GMAO),
- > l'extension des plateformes téléphoniques à de nouveaux domaines.

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE STRATÉGIE ET DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE L'ÉQUIPEMENT DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DU CADRE DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DES PROJETS TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

## SERVICE DE CONSTRUCTION DES SERVICES NUMÉRIQUES (SCSN)

### MISSIONS

Le SCSN gère les logiciels métiers (anomalies, évolutions, relation avec les éditeurs logiciels). Il conseille et accompagne les directions métiers dans les projets ayant des impacts sur le système d'information. Il réalise des tableaux de bords décisionnels de pilotage.

### BILAN DES ACTIONS

Le service a mené les projets suivants : la dématérialisation, l'évolution du SI Social, la modernisation du socle de gestion et de simplification des architectures techniques et le maintien en conditions opérationnelles des 160 applications de la collectivité.

### PERSPECTIVES

- > la poursuite de la dématérialisation des flux financiers, la mise en œuvre d'un logiciel de passation des marchés publics et la migration du logiciel de suivi des RH,
- > la refonte de l'intranet du CD13 et du système d'information de la Communication,
- > le détournage en vue du transfert des infrastructures billettiques à la Métropole.

## SERVICE D'EXPLOITATION DES SERVICES NUMÉRIQUES (SESN)

### MISSIONS

Le SESN doit garantir le maintien en condition opérationnelle des services numériques en protégeant l'exploitation de dysfonctionnements liés aux changements. Il participe aux projets d'infrastructure et assure la gestion des Datacenters et des locaux techniques.

### BILAN DES ACTIONS

Le SESN a mis en œuvre la nouvelle architecture « cœur de réseau et sécurité », finalisé les chantiers d'urbanisation du DATACENTER HD13 et déployé le nouveau réseau interconnexion sites distants.

### PERSPECTIVES

- > l'évolution du poste de travail et des infrastructures pour les sites distants, la mise en œuvre du plan de sauvegarde et d'une architecture de messagerie,
- > urbanisation du DATACENTER ARENC et des locaux techniques (sites distants).

## SERVICE ASSISTANCE ET SERVICES AUX UTILISATEURS (SASU)

### MISSIONS

Le SASU assure l'assistance aux utilisateurs via le Centre de Services (#1). Il est en charge de la gestion et de l'installation des actifs informatiques.

### BILAN DES ACTIONS

Renouvellement du parc des imprimantes d'ARENC, et mise en place de la nouvelle plateforme Centre d'appels.

### PERSPECTIVES

- > l'étude pour le projet de renouvellement des PC sites distants vers W10,
- > la mise en œuvre du processus de gestion des actifs et l'amélioration du suivi des stocks.

## SERVICE QUALITÉ, SÉCURITÉ ET CONTRÔLE INTERNE (SQSCI)



### MISSIONS

Le SQSCI gère le système de management de la qualité de la DSISN. Il définit et met en œuvre les procédures de sécurité.

### BILAN DES ACTIONS

Les actions assurées par le SQSCI ont permis d'accompagner la Collectivité dans la certification « AFAQ Service Confiance – Accueil service public local ».

### PERSPECTIVES

- > la mise en œuvre des processus de gestion des problèmes et des actifs,
- > l'évolution de la politique générale de sécurité des systèmes d'information.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

## > DIRECTION JURIDIQUE ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

**FAITS MARQUANTS 2016** Programme de formation aux marchés publics des agents de la Collectivité.

La DJCP assure le conseil juridique de la collectivité. Elle gère les procédures contentieuses ainsi que les garanties construction des bâtiments départementaux. Elle est également en charge du suivi et du contrôle des procédures d'achats publics des directions opérationnelles.

### MOYENS

Moyens humains	
Agents	Effectifs
Catégorie A	27
Catégorie B	9
Catégorie C	15
<b>TOTAL</b>	<b>51</b>

Budget 2016 (k€)	
Fonctionnement	2 149,00
Investissement	2,00
<b>TOTAL</b>	<b>2 151,00</b>

## DIRECTION ADJOINTE JURIDIQUE, CONTENTIEUX ET EXPERTISE CONSTRUCTION

### SERVICE JURIDIQUE ET CONTENTIEUX

#### MISSIONS

- > conseil juridique aux directions et étude de la légalité des actes de la collectivité,
- > organisation de la défense des intérêts du Département devant les juridictions,
- > suivi des dossiers précontentieux (recours gracieux).

#### BILAN DES ACTIONS

Le service a mené les projets suivants : mise en place du nouveau marché d'études et de représentation en justice de la collectivité, mise en place d'action de prévention des contentieux, implication renforcée dans les contentieux RSA et Mineurs isolés.

#### PERSPECTIVES

- > assurer un suivi particulier des réflexions/analyses sur le devenir de la SEM 13 D,
- > expérimenter la prise en charge directe par le service de contentieux autres que le RSA/FSL,
- > faire aboutir l'analyse sur le contentieux « RH - tiers payeur »

### SERVICE GARANTIE TRAVAUX ET ASSURANCES

#### MISSIONS

- > mission "assurance construction" : gestion de dossiers d'assurances,
- > mission "expertise construction" : gestion de dossiers de sinistre,
- > mission de conseil technique auprès des services opérationnels.

## BILAN DES ACTIONS

- > assurance construction : en cours 123 dossiers DO (Dommage Ouvrage) et 131 dossiers RCD (Responsabilité Civile Décennale),
- > expertise construction : 148 dossiers amiables instruits dont 79 sinistres déclarés,
- > conseil technique : 13 dossiers d'assistance et 33 dossiers de prévention.

## PERSPECTIVES

- > amélioration des procédures de gestion et suivi des dossiers d'indemnisation et de réparation des sinistres déclarés,
- > développement des actions de prévention en phase travaux et post-réception.

# DIRECTION ADJOINTE DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET DE L'ACHAT

## SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

### MISSIONS

- > contrôle juridique des marchés et délégations de service public et de certains de leurs avenants pour les marchés d'un montant supérieur 90 000 € HT,
- > assistance et conseil aux services,
- > veille juridique : suivi et diffusion des évolutions réglementaires et jurisprudentielles.

### BILAN DES ACTIONS

Le service a mené les projets suivants : analyse et accompagnement des services sur la réforme des marchés publics, élaboration de documents types, pilotage du groupe de travail sur la GMAO des marchés publics et du programme de formation aux marchés publics des agents de la Collectivité.

### PERSPECTIVES

- > intégrer le service dans le nouveau cadre organisationnel de la commande publique,
- > améliorer le fonctionnement des marchés à bons de commande posant problèmes.

## CELLULE COORDINATION DES ACHATS

### MISSIONS

- > centralisation des informations d'achats et prescription de seuils par nomenclature,
- > contrôle du respect des seuils de procédures prescrits au recensement annuel des besoins,
- > coordination des achats : proposition de regroupement des besoins communs,
- > recensement des données statistiques relatives à l'achat.

### BILAN DES ACTIONS

- > conception d'une nouvelle méthode de recueil des besoins pour le RDB 2017,
- > pilotage pour le déploiement du logiciel « e-attestations »,
- > création de la procédure de gestion des achats UGAP.

### PERSPECTIVES

- > réviser la nomenclature utilisée par la collectivité pour l'adapter.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE



# > DIRECTION DU CONTRÔLE DE GESTION

## FAITS MARQUANTS 2016

Coordination de l'audit commande publique pour une politique d'achat performante.

## MOYENS

### Moyens humains

Agents	Effectifs
Catégorie A	5
Catégorie B	2
Catégorie C	1
<b>TOTAL</b>	<b>8</b>

### Budget 2016 (K€)

Fonctionnement	561,60
<b>TOTAL</b>	<b>561,60</b>

## MISSIONS

La Direction du Contrôle de Gestion (DCG) assure 3 types d'activités :

- > l'audit interne : définition des processus de contrôle interne, de maîtrise des risques et des coûts,
- > l'audit externe : contrôle de l'usage approprié des deniers publics et du respect de la réglementation en vigueur des organismes subventionnés,
- > l'évaluation : mesure de la pertinence et de l'utilité des actions compte tenu des objectifs définis par la collectivité, des moyens mis en œuvre et des résultats obtenus.

## BILAN DES ACTIONS EN MATIÈRE D'AUDIT INTERNE

- > analyse du processus d'élaboration et de suivi des enveloppes logistiques gérées par la Direction des Services Généraux,
- > audit du parc auto géré par la Direction des Services Généraux et analyse comparative entre le maintien en interne de la gestion de flotte et l'externalisation,
- > structuration et mise en place d'un secrétariat général au sein de la Direction de l'Éducation et des Collèges,
- > pilotage des délais de paiement : tableaux de bord mensuels et intégration du délai payeur dans les tableaux,
- > assistance à la mise en place d'une fonction de médiation au sein du Département.

## BILAN DES ACTIONS EN MATIÈRE D'ÉVALUATION

- > audit commande publique,
- > mission d'appui à la DJCP pour l'élaboration d'outils de pilotage Marchés Publics,
- > contrôle-évaluation des MAPA 15-90 K€,
- > évaluation et prospective de l'organisation de l'informatisation des collèges.



## **BILAN DES ACTIONS EN MATIÈRE D'AUDIT EXTERNE**

- > **contrôle des associations loi 1901 subventionnées par le Département** : sur 72 audits, attribution de 33 indicateurs verts, 33 indicateurs orange et 6 indicateurs rouges,
- > **retours d'expérience sur les audits des associations** auprès des services instructeurs afin de mettre en exergue les éléments à contrôler et les bonnes pratiques. 4 séances programmées en 2016.

### **PERSPECTIVES**

Les missions d'évaluation des politiques publiques seront dorénavant assurées par le Conseil de Provence.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE LA SOLIDARITÉ

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE STRATÉGIE  
ET DÉVELOPPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ÉQUIPEMENT  
DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DU CADRE  
DE VIE

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE DES PROJETS  
TRANSVERSAUX

DIRECTION GÉNÉRALE  
ADJOINTE  
DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE



DÉPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHÔNE

# RAPPORT D'ACTIVITES 2016

**Hôtel du Département**  
52, avenue de Saint-Just  
13256 Marseille Cedex 20  
04 13 31 13 13

[www.departement13.fr](http://www.departement13.fr)



DÉPARTEMENT  
**BOUCHES  
DU RHÔNE**



**Conception et réalisations graphiques :** Stratis / **Crédits photos :** Département des Bouches-du-Rhône, BABEC, Christophe REYNIER, Christian ROMBI, Direction des transports et des ports, Gilles LOUGASSI, Jean-Paul HERBECQ, Joëlle MANCHION, Martine MONTEGRANDI, MIDEV, Nathalie NEVEU, Sandra ECOCHARD, Stratis, Shutterstock, X